

GILETS JAUNES

Des clés pour comprendre



ÉDITIONS SYLLEPSE

69 RUE DES DES RIGOLES, 75020 PARIS

WWW.SYLLEPSE.NET

EDITIONS@SYLLEPSE.NET

ISBN: 978-2-84950-736-0

Les éditions Syllepse remercient les auteur-es pour les textes qu'ils ont bien voulu leur confier.

Les titres et les intertitres sont de la rédaction.

TABLE DES MATIÈRES

7. « NOUS SOMMES LE PEUPLE ! »

INTRODUCTION

11. LA COULEUR DES GILETS JAUNES

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES DE LA ZONE PORTUAIRE DE SAINT-NAZAIRE

12. DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT

GILETS JAUNES DE COMMERCY

13. PARTICIPER AUX MOBILISATIONS DES GILETS JAUNES

UNION SYNDICALE SUD-INDUSTRIE

14. LES QUARTIERS POPULAIRES AUX CÔTÉS DES GILETS JAUNES

LE COMITÉ ADAMA

14. « CE N'EST PAS UNE ALLIANCE AU PRIX D'UN RENONCEMENT POLITIQUE »

ENTRETIEN AVEC YUCEF BRAKNI / PROPOS RECUEILLIS PAR YASSINE BNOU MARZOUK

16. SE MOBILISER QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DU GILET

CGT

17. MACRON ENTENDAIT RÉPONDRE AUX GILETS JAUNES EN PRÉSENTANT LES OBJECTIFS DE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE. C'EST RATÉ !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

18. NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS PARTOUT !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

18. AGIR MAINTENANT !

DES SYNDICALISTES

GILETS JAUNES

19. GAGNER ENSEMBLE !

INFOCOM-CGT

20. UNE VEILLE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

COMMISSION ANTIFASCISTE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

20. CONSTRUIRE DES COMITÉS POPULAIRES

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU COMMINGES

21. UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SOCIALEMENT JUSTE

FSU

21. GILETS JAUNES, REVENDICATIONS SYNDICALES ET EXIGENCES POPULAIRES

CGT, FSU, SOLIDAIRES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, ENSEMBLE !, FRANCE INSOUmise, GÉNÉRATIONS, PCF, PICARDIE DEBOUT (AMIENS)

22. VENT DE COLÈRE EN LOIRE-ATLANTIQUE

DÉCLARATION UNITAIRE

23. GRÈVE ET BLOCAGE DES RONDS-POINTS

CGT-RENAULT-CLÉON

24. CONSTRUIRE ENSEMBLE

UD-CGT (SEINE-MARITIME) ET UL-CGT (ELBEUF, SOTTEVILLE, COURONNE, ROUEN)

24. POURQUOI J'IRAI SAMEDI À LA MANIF DES GILETS JAUNES

UN GILET JAUNE

26. DÉZINGUER LE TANDEM MACRON-MEDEF

CGT-SANOFI (TOURS)

27. « ACCUMULER DE LA THÉORIE CRITIQUE NE SUFFIT PAS. SI ELLE PEUT ÉCLAIRER L'ACTION, ELLE N'EN EST PAS L'INTERRUPTEUR »

UN GILET JAUNE DE RENNES

28. POUR DES REVENDICATIONS ET UNE ACTION COMMUNES AVEC LES GILETS JAUNES

FNIC-CGT

29. FAIRE MONTER L'EXIGENCE DE HAUSSES DES SALAIRES

FÉDÉRATIONS CGT : AGRO-ALIMENTAIRE, CHEMINOTS, COMMERCE ET SERVICE, CHIMIE, MINES-ÉNERGIE, PORTS ET DOCKS, TRANSPORTS

29. LES REVENDICATIONS DES GILETS JAUNES SONT LES NÔTRES

CGT, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES DE HAUTE-LOIRE

30. DÉMOCRATIE EN ACTES ET COMBAT COMMUN

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU VAL-DE-MARNE

31. UN SAMEDI AUX CHAMPS

ADÈLE (MONTREUIL)

31. POUR L'ÉCOLOGIE, DANS LA RUE LE 17 NOVEMBRE !

COOPÉRATIVE POLITIQUE ÉCOLOGIE SOCIALE

34. LES CAHIERS DE DOLÉANCES

ROBERT DUGUET

36. LA NOUVELLE GUERRE DES FARINES

JEAN CASANOVA

37. LES GILETS JAUNES ET LES « LEÇONS DE L'HISTOIRE »

GÉRARD NOIRIEL

41. DES GILETS ROUGES AUX GILETS JAUNES : LA CLASSE OUVRIÈRE INTROUVABLE ?

JEAN-FRANÇOIS CABRAL

43. LE BESOIN D'UNE UNITÉ QUI DONNE UNE PERSPECTIVE À TOUS LES TRAVAILLEUR-EUSES, AVEC OU SANS GILET JAUNE

L'INSURGÉ

44. POURQUOI ET COMMENT EN ÊTRE

ALAIN BIHR

INTRODUCTION

« NOUS SOMMES LE PEUPLE ! »

9 DÉCEMBRE 2018

Un nouvel acteur, « sorti de nulle part¹ », est apparu sur la scène politique et sociale : les Gilets jaunes. Dans une société française assommée par des décennies d'austérité, désespérée par les défaites et les reculs sociaux, le mouvement des Gilets jaunes a sonné l'alarme sociale et donné le premier coup d'arrêt à la politique d'appauvrissement et de dislocation sociale menée par les pouvoirs successifs.

Ce mouvement délibère, propose, agit. À la verticalité jupitérienne, à la délégation de pouvoir, il oppose l'horizontalité démocratique :

Les Gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération politique s'inscrivent confusément dans le prolongement du combat des sans-culottes en 1792-1794, des citoyens-combattants de février 1848, des communards de 1871 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Époque².

Suspicieux, d'aucuns ont choisi de se focaliser sur les manifestations de racisme, d'islamophobie ou de sexisme qui ont pu émailler le mouvement. L'extrême droite est certes en embuscade et tente d'imprimer sa marque sur le mouvement. Invité sur les plateaux de télévision, un « Gilet jaune » du Vaucluse affirme ainsi souhaiter le remplacement d'Emmanuel Macron par le général de Villiers³ et la nécessité de chasser les immigrés...

Dans une France qui a vu Marine Le Pen recueillir 34% des voix au dernier scrutin présidentiel, un pays où la discrimination raciale structurelle est si ancrée, comment un mouvement aussi large, constitué et enraciné localement en si peu de jours, pourrait-il, ici ou là, échapper aux relents de haine et de division instillés par l'extrême droite et les politiques mises en œuvre ? Dans tout mouvement de masse, des revendications et des postures basées sur la recherche de boucs émissaires (en l'occurrence les personnes migrantes) émergent. C'est, nous semble-t-il, en étant « tous et toutes ensemble » dans le mouvement qu'elles peuvent être repoussées. Il est décisif que le mouvement ne se laisse pas détourner de son centre de gravité : solidarité, justice sociale et démocratie.

Interloqués, déconcertés et éberlués, commentateur·trices et journalistes interrogent les citoyen·nes insurgé·es, parfois de façon comminatoire : « Qui êtes-vous ? », « Que voulez-vous ? » On sent leurs difficultés à saisir les réponses qui se sont faites jour derrière le rejet des taxes : « Nous sommes le peuple », « Ce que nous voulons ? Tout et tout de suite ! » C'est manifestement excessif pour celles et ceux qui dans leur « candeur » pensent que les Parisien·nes se sont levé·es le matin du 14 juillet 1789 en se disant : « Tiens, si on allait prendre la Bastille et proclamer la République !⁴ »

Pour les « élites » au pouvoir, les « gens d'en bas » doivent rester à leur place et l'inconcevable est en train de se produire. Un nouveau sujet politique et social est en voie de constitution et affirme sa légitime souveraineté : le peuple des salarié·es du privé et du public, des privé·es d'emploi, des retraité·es, des jeunes, des auto-entrepreneur·es pauvres... Il s'est doté de sa marque de fabrique, de ses espaces de discussion et de décision, il agit selon ses propres modalités et impose son propre rythme.

1. « Un drapeau tombe d'un camion. Sa couleur est dans notre imagination, le film est en noir et blanc. Charlot le chômeur le ramasse et court après le camion pour restituer le drapeau. Aussitôt, une foule surgie de "nulle part" s'élance derrière lui... », Charlie Chaplin, *Les Temps modernes*, 1936.

2. Gérard Noiriel, « Les Gilets jaunes replacent la question sociale au centre du jeu politique », *Le Monde*, 27 novembre 2018.

3. Pierre de Villiers, *Qu'est-ce qu'un chef?*, Paris, Fayard, 2018.

4. Voir Sophie Wahmich, « La structure des mobilisations actuelles correspond à celle des sans-culottes », *Mediapart*, 4 décembre 2018.

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE SOCIALE

Pour ceux et celles qui avaient douté de ce qui avait commencé il y a deux ans, les voilà les nouvelles «Nuit debout». Et leur composition sociale dément les affirmations sur la «passivité» et le «chacun pour soi dépolitisé».

Hier, isolé·e, chacune et chacun vivait sa précarité comme une souffrance individuelle et avait pu céder au fatalisme. L'irruption du mouvement des Gilets jaunes a d'ores et déjà changé cette pesanteur écrasante. Au-delà des tensions internes normales, la mise en commun et la reconnaissance des mêmes douleurs sociales ont créé un fort sentiment d'appartenance commune à une sorte de «tiers-état» du 21^e siècle qui se cristallise dans la détestation d'un président de la République qui, à lui seul, prend le visage des deux cents familles maîtresses de l'économie et de la politique françaises à l'époque du Front populaire.

Une conscience sociale, certain·es diraient une conscience de classe, fermente dans cette fraternité qui s'est installée. Cette nouvelle communauté sociale a créé son drapeau : le gilet jaune qui rend visibles les invisibles d'hier. Porté sur les épaules, arboré derrière le pare-brise ou brandi à bout de bras, il a fait reculer le pouvoir néolibéral et compte bien le faire reculer encore.

Les femmes aussi sont sur les ronds-points et les blocages, au premier rang des manifestations et dans la prise de parole. Présentes sur les plateaux de télévision, elles donnent au mouvement un visage inhabituel car trop souvent dans les mouvements sociaux ce sont les hommes qui parlent. Elles sont là et elles ne passent pas inaperçues, elles disent leur situation et leurs engagements. Premières victimes de la précarité, du chômage et du temps partiel imposé, les femmes en gilets jaunes dénoncent la condition qui leur est faite dans la société. Elles sont une force vitale du mouvement.

Quant aux plus jeunes, s'ils ont souvent «montré la voie», comme en 68 ou plus récemment en 2006 contre le CPE, aujourd'hui ce sont les Gilets jaunes qui ont ouvert la brèche. La contestation lycéenne qui secoue actuellement les centaines d'établissements scolaires s'inscrit dans ce contexte. À sa manière, elle reflète les préoccupations de leurs familles et de leurs proches : le chômage, la précarité, les fins de mois difficiles sont aussi leur quotidien. La répression du mouvement lycéen vise à faire peur. Pour éviter la contagion et empêcher la jonction entre la jeunesse scolarisée et le mouvement des Gilets jaunes, le pouvoir tente d'écraser dans l'œuf la contestation.

APPROPRIATION DE L'ESPACE PUBLIC

Excédé par un Gilet jaune, un politicien a pu s'exclamer, un tantinet méprisant : «Mais c'est la démocratie des ronds-points que vous voulez?» Trop tard, pourrait-on lui répondre, une nouvelle construction démocratique est déjà à l'œuvre. Elle se cherche, elle tâtonne, elle expérimente. Aux péages, sur les ronds-points, aux bords des routes, aux abords des zones industrielles et commerciales, des citoyen·nes se sont approprié l'espace public comme lieu d'existence sociale collective. «Cabane jaune», «QG jaune», «Maison du peuple jaune, mini-zad» sont apparus qui ne sont pas sans rappeler le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis et l'occupation de la place Tahrir en Égypte lors du Printemps arabe.

Ainsi les Gilets jaunes ont construit leurs propres parlements locaux où les actions se coordonnent, les blocages s'organisent, les débats se déroulent. Un nouveau lien social émerge qui brise l'isolement et le silence en affrontant le pouvoir de l'argent et son État.

Forts de leur légitimité, face à cet État, les Gilets jaunes imposent leurs lieux de manifestations, leurs modalités d'action, leurs revendications. Depuis plusieurs semaines, un nouveau pouvoir populaire – sera-t-il temporaire? – organise la circulation routière et en a pris le contrôle, imposant par-ci par-là la gratuité des autoroutes.

UN PROGRAMME EN DEVENIR

Parti de la question de la taxation inique des carburants et non – comme certains ont voulu le faire croire – contre l'écologie, le mouvement des Gilets jaunes a élargi sa vision commune des problèmes qu'ils et elles affrontent. Désormais, c'est le fonctionnement global de la société qui est interrogé, ainsi que le concentre parfaitement le slogan «*Fin du monde, fin de mois, même combat*».

Les maîtres des informations s'étonnent que le retrait de cette taxation qui a mis le feu aux poudres n'arrête pas le mouvement. L'action en commun donne en effet confiance et forge l'expérience d'une communauté: la domination qui pèse chaque jour sur les dominé-es et les exploité-es est en partie effacée par le nombre et les échanges entre égaux. L'humiliation si souvent ressentie comme un obstacle à la discussion et à la parole s'estompe avec l'action commune: le goût et l'habitude viennent pour définir les buts du moment et ceux des jours à venir. Il en est de même dans tous les grands mouvements populaires, 1936, 1968, 1995...

Des cahiers de doléances sont élaborés. À sa manière, et évidemment avec des ambiguïtés, ce mouvement qui se dit «apolitique» redonne à la politique un contenu et une exigence que l'on avait quelque peu oubliés. Partage des richesses, augmentation d'au moins 300 euros du Smic, revalorisation des minimas sociaux à 1000 euros minimum, droit au travail, transformation des institutions, démocratie directe, contrôle des élus, gestion des moyens et finances publiques, services publics, logements sont soumis à la discussion publique. On va même jusqu'à exiger la fin des négociations secrètes puisque désormais les exigences démocratiques s'appuient sur les merveilles de la technologie. Un programme s'élabore en pointillé, jour après jour: chacun et chacune peut et doit y retrouver ses aspirations et la solution aux problèmes de la vie quotidienne et de l'organisation de la Cité.

Le mouvement des Gilets jaunes refuse souvent l'aide des syndicats – et *a fortiori* des partis – qu'il considère, à tort ou à raison, comme susceptibles de se substituer à leur auto-organisation. Il refuse la structure pyramidale commune aux organisations existantes et la délégation de pouvoir. Pour autant, certaines organisations syndicales et associatives ne sont pas restées indifférentes. Nombre de leurs membres sont présents sur les ronds-points, les structures territoriales et de site semblant les plus promptes à dialoguer avec ce mouvement inédit.

Cette irruption ne peut effacer en un instant les profondes et multiples divisions qui frappent le salariat de ce pays. Elle met néanmoins en lumière le processus d'adaptation des lieux et des modalités du combat syndical hérités du siècle passé aux nouvelles conditions de l'exploitation. La puissance et la profondeur de cette mobilisation antigouvernementale ainsi que les tensions et les débats qu'elle génère ne peuvent que faciliter la cristallisation de l'alliance progressiste nécessaire pour stopper la main trop visible des multinationales et des prédateurs. Les gilets rouges, verts, roses qui ont commencé à faire leur apparition pourraient en être les prémices¹. Malgré les hésitations et les doutes, voire les désaccords, certaines équipes d'animation des organisations syndicales sont nombreuses dans les régions à s'être engagées aux côtés des Gilets jaunes. Les documents que nous publions ici le montrent. La très grande différence quant à la réalité de la mobilisation citoyenne entre Paris d'une part et le reste du pays d'autre part, explique en partie les réserves exprimées au plan national par ces organisations qui, même quand elles sont fédéralistes, sont lourdement marquées par le centralisme parisien.

Insaisissable et incontournable, le mouvement a donc de quoi surprendre. Certain-es de ses «représentant-es» sont contesté-es dès leur «nomination²», d'autant qu'à côté des porte-parole autoproclamés, ce sont le pouvoir ou les médias qui prétendent les sélectionner. Pour endiguer la demande démocratique, ces messieurs-dames du Château inventent des «dispositifs» pour «recueillir» les doléances dans des préfectures et les sous-préfectures qui après «synthèses» seraient transmises aux services gouvernementaux... Ils veulent utiliser à leur profit l'initiative prise par certains maires de petites communes qui pensaient faire de leur mairie la maison commune où le «tiers» aurait pu s'assembler pour débattre et déposer ses cahiers de doléances.

Osons rêver d'autre chose: des «assemblées primaires» locales et des états généraux dotés de tous les moyens d'information, de communication et de délibération de notre temps. Osons rêver, avec La Réunion, d'une extension à toutes les colonies. Osons rêver, avec la Belgique, d'une extension européenne de cette dynamique démocratique.

Le mouvement des Gilets jaunes se donne le temps d'une respiration démocratique et ne cède en rien sur les agendas et les calendriers qu'on veut lui imposer. Il exprime, à sa façon, les possibilités d'une organisation autogérée de la société, d'un autogouvernement populaire.

1. L'appel du Comité Adama à rejoindre les Gilets jaunes, la rébellion de La Réunion, les différents textes syndicaux que nous reproduisons dans ce volume, l'appel «arc-en-ciel», notamment signé par Jacques Bidet et Christine Delphy, et la haie d'honneur faite par les Gilets jaunes de Montpellier à la manifestation contre les violences faites aux femmes, l'entrée des lycéen-nes dans la lutte et la jonction entre les Gilets jaunes et les marcheurs pour le climat en sont sans doute des pointes avancées.

2. Rappelons-nous les ouvriers turinois de 1969 qui avaient pour mot d'ordre: «*Nous sommes tous des délégués, nous sommes tous des dirigeants*».

GILETS JAUNES

Fidèles à la vocation des éditions Syllepse de «*donner les moyens aux acteurs, individuels et collectifs, du mouvement social de publier leurs contributions*», nous avons voulu réunir ici des textes et des déclarations, parmi beaucoup d'autres, qui nous ont semblé éclairants des questions sociales, démocratiques et écologiques que le mouvement des Gilets jaunes a mises, au sens propre comme au sens figuré, sur la place publique.

Gratuit, ce livre électronique est fait pour circuler le plus largement possible.

Cette première contribution des éditions Syllepse au mouvement social en cours ne peut pas offrir une image entière de ce *mouvement en mouvement* en raison de l'ampleur de celui-ci. Que cet ouvrage soit imparfait, nous le reconnaissons volontiers. Nous nous en réjouissons même car le mouvement des Gilets jaunes dans sa diversité et les questions qu'il nous pose ne peuvent tenir dans un seul livre.



En cliquant sur les petits gilets jaunes, vous accéderez à des vidéos.

En cliquant sur la **SOURCE** à la fin de chaque article, vous accéderez aux sites d'origine du texte.

En cliquant sur www.syllepse.net en bas de page, vous accédez au site des éditions Syllepse.

LA COULEUR DES GILETS JAUNES

LE MOUVEMENT DES GILETS JAUNES DE LA ZONE PORTUAIRE DE SAINT-NAZAIRE

21 NOVEMBRE 2018

«Notre objectif n'est pas de détruire mais, bien au contraire, de construire un monde plus humain pour nous et les générations futures» expliquent les Gilets jaunes de Saint-Nazaire, dans un appel-programme à se réunir en assemblées dans les préfectures [...]. «La solution est en nous-même, les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes les couleurs.»

Le mouvement des Gilets jaunes exprime, depuis le 17 novembre dernier, le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité, toujours plus arrogant envers les faibles, toujours plus acquis aux puissants.

Depuis le 17 novembre, les actions de blocages économiques routiers des centres de la grande consommation se multiplient partout en France. L'objectif est d'assécher les puissances de l'argent pour faire plier un pouvoir politique qui leur est acquis.

Ces actions ont aussi pour conséquences malheureuses de gêner de simples citoyens dans leurs tâches quotidiennes, des citoyens qui subissent eux aussi un système qui élimine toujours plus les rapports humains et bienveillants pour leur substituer les rapports comptables d'argent.

Notre objectif n'est pas d'instaurer une gêne durable et prolongée pour les femmes et les hommes qui vivent sur notre territoire. Notre objectif est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple, un pouvoir qui lui revient pleinement de droit. Si nous attendons trop notre mouvement s'essoufflera et se divisera fatalement. Pourtant, l'éveil du peuple se répand. Partout, en Belgique, en Bulgarie, en Allemagne, ailleurs dans

le monde les peuples se réveillent, ils décident eux aussi de ne plus subir. Le problème est chez eux comme chez nous.

Un rassemblement parisien a été décidé le samedi 24 novembre, en direction de l'Élysée, pour aller trouver, comme il le demandait lui-même, l'actuel président Emmanuel Macron. Que ceux qui peuvent se déplacer jusqu'à Paris y aillent, c'est une très bonne chose, mais le pouvoir exécutif a aussi ses relais locaux. Les représentants du pouvoir exécutif dans les régions et villes de province sont les préfectures et les sous-préfectures.

Ce sont elles qui sont tenues d'appliquer les décisions politiques prises en haut lieu par des élites toujours plus déconnectées de nos réalités. Ces lieux devraient être des lieux de l'exercice d'un pouvoir populaire où la fraternité et la bienveillance se côtoieraient, où les problèmes sociaux, humains et environnementaux puissent trouver des réponses naturelles et simples, soucieuses de préserver le bien-être de chacun et celui de notre patrimoine commun, et celui-ci inclus notre environnement.

Le mouvement des Gilets jaunes du bassin nazairien, le mouvement des Gilets jaunes de la zone portuaire de Saint-Nazaire a donc décidé d'organiser une assemblée dans la cour de la sous-préfecture de Saint-Nazaire, le samedi 24 novembre, à 14 heures.

Nous appelons tous les participants à observer le respect des rues environnantes et des bâtiments de la sous-préfecture elle-même. Notre objectif n'est pas de détruire mais, bien au contraire, de construire un monde plus humain pour nous et les générations futures.

LES LOCAUX PUBLICS APPARTIENNENT AU PEUPLE

Nous appelons toutes les villes de France à organiser le même jour, à la même heure, samedi 24 novembre, à 14 heures, une assemblée dans les lieux d'exercice du pouvoir exécutif et à y observer le même caractère pacifique et respectueux des biens communs. Nous demandons aux autorités publiques de laisser le peuple entrer dans ses locaux qui sont les siens, qu'il a financés et même construits de ses mains.

GILETS JAUNES

Nous n'attendons plus que la solution vienne d'en haut, les directions politiques et financières et industrielles qui gouvernent aujourd'hui notre pays seront toujours incapables de résoudre à notre place des problématiques sociales et environnementales que bien souvent elles ne voient même pas.

La solution est nous-mêmes, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes les couleurs. Agissons tant qu'il est temps, nous nous le devons à nous-mêmes, nous le devons à nos anciens, nous le devons à nos enfants.

D'ici le 24 novembre, nous appelons les Gilets jaunes à poursuivre les actions de blocage économiques.

SOURCE : ASSOCIATION AUTOGESTION



DES ASSEMBLÉES POPULAIRES PARTOUT

GILETS JAUNES DE COMMERCY

2 DÉCEMBRE 2018

Depuis près de deux semaines le mouvement des Gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations services, et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles

et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des «soupes solidaires» pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région! C'est-à-dire quelques personnes qui deviendraient les seuls «interlocuteurs» des pouvoirs publics et résumeraient notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de «représentants» qui finiraient forcément par parler à notre place!

À quoi bon? À Commercy une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet, dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le préfet: ceux-ci font déjà remonter notre colère et nos revendications. Ils savent déjà qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent!

C'EST BIEN ÇA QUI FAIT PEUR AU GOUVERNEMENT !

Car il sait que s'il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste! Il sait aussi très bien qu'il risque d'intensifier un mouvement généralisé contre le système!

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des «représentants»: c'est pour nous encadrer et nous enterrer! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions qui leur foutent tellement la trouille et d'amplifier le mouvement!

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des Gilets jaunes réclame sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où «ceux qui ne sont rien» comme ils disent avec mépris, reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons! Et ça part de la base!

Si on nomme des «représentants» et des «porte-paroles», ça finira par nous rendre passifs.

Pire: on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant «représentants du peuple» qui s'en mettent plein des poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches!

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée, même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne!

DES COMITÉS POPULAIRES

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de Gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de Gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une «maison du peuple» comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité!

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-paroles autoproclamés! Reprenons le pouvoir sur nos vies! Vive les Gilets jaunes dans leur diversité!

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE!

[...] Coordinons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires!

SOURCE : MANIF-EST.INFO



PARTICIPER AUX MOBILISATIONS DES GILETS JAUNES

UNION SYNDICALE SUD-INDUSTRIE

22 NOVEMBRE 2018

De nombreux syndiqué·es membres de notre Union SUD-Industrie et sympathisant·es ont participé depuis le début aux différentes actions des Gilets jaunes, surtout en régions. Cette mobilisation inédite est avant tout celle d'une révolte populaire contre le pouvoir et le gouvernement en place, dont le prix de l'essence a servi de déclencheur à un mouvement spontané et auto-organisé.

Cette colère légitime ne peut pas être balayée ni méprisée car elle repose sur la réalité quotidienne de millions de citoyens qui souhaitent en finir avec un système injuste et dont l'arrogance des élites proclamées et l'accroissement des inégalités entre classes sociales alimentent ces mobilisations.

Les mobilisations des Gilets jaunes, qui n'appartiennent à personne si ce n'est à ceux et celles qui s'organisent, trouvent un écho grandissant par leurs formes de mobilisations et d'action, leur refus d'élire ou de choisir des «dirigeants» qui seraient prêts à trahir à la première négociation, et marquent leur volonté d'aller «chercher Macron» là où il est, là où est le pouvoir politique.

En appelant à participer massivement aux manifestations du 24 novembre 2018 et notamment la montée à Paris, SUD-Industrie rappelle que la mobilisation doit aussi se poursuivre sur le terrain économique en discutant dès maintenant des modalités de grève et d'organisation dans nos lieux de travail: cette étape est indispensable pour bloquer la production et mettre la pression sur le patronat et obtenir de véritables acquis sociaux, en continuant à porter nos revendications syndicales (remboursement des frais de transport, augmentations de salaires, embauches CDI, etc.).

La persévérance à se battre sur le terrain et l'encouragement d'un mouvement populaire et massif conduit les équipes de SUD-Industrie à décider localement de leur participation éventuellement «badgée» et affichée, car le syndicalisme de transformation sociale à vocation à construire ici et maintenant les bases d'une autre société, loin des cadres institutionnalisés qui défendent les classes dominantes et les oppresseurs.

Nous devons également être vigilants devant un tel mouvement et de ses dérives possibles certes minoritaires mais existantes, celles de l'homophobie et du racisme. Il n'est ni tolérable ni acceptable que de tels propos ou comportements s'expriment et nous les condamnons fermement ; il convient de faire preuve de la même rigueur envers l'extrême droite qui doit être sortie par tous les moyens de ces mobilisations.

SUD-Industrie appelle l'ensemble des structures syndicales à participer à ces mobilisations en renforçant la présence de militants syndicaux pour gagner face au gouvernement en faisant émerger une société radicalement différente, écologiste et égalitaire, en obligeant dès maintenant les constructeurs automobiles, les collectivités territoriales et l'ensemble des acteurs économiques à prendre en compte les préoccupations de la population... ou bien de céder leur place.

Seule la lutte paie !

SOURCE : SUD-INDUSTRIE

LES QUARTIERS POPULAIRES AUX CÔTÉS DES GILETS JAUNES

LE COMITÉ ADAMA

28 NOVEMBRE 2018

Les quartiers populaires sont confrontés aux mêmes problématiques sociales que les territoires ruraux ou périurbains - dits « périphériques » - touchés par la politique ultralibérale de Macron.

Nous aussi nous habitons des territoires enclavés, même à proximité des grands centres urbains. Nous aussi, habitant.es des quartiers populaires, nous travaillons le plus souvent dans les secteurs les plus précaires pour des salaires de misère.

Nous aussi nous devons parfois faire plusieurs heures de voiture pour nous rendre sur nos lieux de travail : dans des usines, dans des entrepôts, dans le nettoyage industriel ou encore dans le secteur de la sécurité. Pour beaucoup parmi nous, c'est aussi le chômage, qui atteint 40% dans certains quartiers.

RACISME ET QUESTIONS SOCIALES

À ces inégalités sociales, s'ajoutent le racisme, les humiliations quotidiennes et les violences

policières. Violences policières auxquelles les Gilets jaunes sont aussi confrontés aujourd'hui à leur tour. Après celui contre la loi Travail, c'est maintenant le mouvement des Gilets jaunes qui connaît cette répression.

Ne laissons pas le terrain à l'extrême droite, et réaffirmons nos positions contre le racisme à l'intérieur du mouvement des Gilets jaunes.

UNE ALLIANCE EN CONSTRUCTION

Faisons alliance à égalité, avec nos spécificités, contre le régime Macron qui détruit nos vies, et qui nous laisse agoniser chaque fin de mois pour parvenir à nourrir nos familles.

Nous appelons tous les habitant.es des quartiers populaires à venir massivement se battre pour leur dignité le samedi 1^{er} décembre. Comme le font les habitants de La Réunion qui nous ont montré la voie.

SOURCE : PARIS-LUTTES.INFO

« CE N'EST PAS UNE ALLIANCE AU PRIX D'UN RENONCEMENT POLITIQUE »

ENTRETIEN AVEC YUCEF BRAKNI / PROPOS RECUEILIS PAR YASSINE BNOU MARZOUK¹

27 NOVEMBRE 2018

Le Comité Adama appelle à manifester samedi 1^{er} décembre aux côtés des Gilets jaunes, contestation populaire contre la politique d'Emmanuel Macron. Une décision lourde de sens. Youcef Brakni, l'un des porte-parole du comité Adama, explique au Bondy Blog les raisons de cette alliance avec un mouvement décrié suite à quelques dérives racistes. Entretien.

Quelle a été la principale motivation pour soutenir la mobilisation des Gilets jaunes ?

Même si le mouvement proteste contre la hausse des taxes, il s'agit en réalité d'une grogne générale issue de la France dite « rurale », à l'abandon et qui subit de plein fouet les politiques libérales.

1. Respectivement membre du comité Justice pour Adama et journaliste au *Bondy Blog*.

De façon spontanée, elle a décidé d'exprimer son ras-le-bol en sortant dans la rue comme nous l'avons fait lors de la mort d'Adama Traoré, le jour de son anniversaire. Il y a des similitudes dans la mise en forme de ces mouvements: comme nous, ils viennent de la base, de personnes qui ne sont pas forcément dans des partis politiques ou syndicats. L'autre point: les mêmes problématiques sociales sont partagées par les Gilets jaunes et les quartiers populaires. En effet, les quartiers sont aussi enclavés, quand bien même ils seraient à proximité des grands centres urbains, à l'image des quartiers nord de Marseille par exemple. Ils rencontrent aussi des problèmes de transport, de mobilité. Nous connaissons aussi le temps important qu'il faut pour se rendre à son lieu de travail, pour effectuer les tâches les plus ingrates du capitalisme, pour un salaire de misère qui partira principalement dans l'essence.

Devant l'urgence de la mobilisation, n'avez-vous pas peur de faire des alliances politiques avec un mouvement certes disparate mais comprenant des individus évoluant à l'extrême droite?

Je ne considère pas que ce soit l'extrême droite qui soit à la tête de ce mouvement, quand bien même, par opportunisme, elle essaie de récupérer cette contestation. Je connais des Gilets jaunes qui, soutiens du comité Adama Traoré, guident certaines mobilisations. On a des Gilets jaunes complètement divers; on a parfois eu des réactions racistes qui ont tout de suite été dénoncées au niveau national. La majorité de ces personnes est écrasée par le système, laissée à l'abandon. Quand ça fait vingt ans que la droite et la gauche servent de courroie de transmission au discours du Front national, il est normal que la classe populaire y soit sensible. Globalement, les Gilets jaunes sont descendus dans la rue pour vivre dignement, pas pour chasser de l'Arabe ou du Noir. Lors des discussions concrètes avec les Gilets jaunes, ils savent que nous ne sommes pas leurs ennemis; il ne s'agit pas d'un racisme élaboré comme on peut le voir dans les élites qui, par opportunisme politique, veulent surfer sur les peurs pour éviter la question sociale. Il ne faut pas jeter la pierre aux Gilets jaunes, je suis persuadé qu'avec du dialogue, leur racisme s'écroule.

Comment voyez-vous cette alliance entre certains mouvements de quartiers populaires et les Gilets jaunes?

En fait, ce type de démarche, ce n'est pas nouveau. Le Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB), par le biais de Tarek Kawtari, avait déjà mis en place des tentatives d'alliance

avec le monde rural, avec la critique de ces deux poids deux mesures lorsqu'il s'agit de se déplacer facilement vers le Larzac mais qu'il est, en même temps, difficile de traverser le périphérique pour soutenir les quartiers populaires. C'est tout le défi du Comité Adama de déplacer le centre de gravité politique pour l'amener dans les quartiers politiques. Sinon, il sert à rien de se réclamer de la gauche, du progressisme ou encore d'affirmer lutter pour l'égalité et la justice.

Aujourd'hui, il s'agit de faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation, que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme.

Ces tentatives de convergence des luttes n'ont pas duré. Pourquoi? Quelles différences y a-t-il avec les Gilets jaunes?

Jusqu'ici, ça [la convergence des luttes, NDLR] a échoué parce que nous nous inscrivons dans un héritage des luttes des années 1970-1980 qui étaient dans les usines. Mais aujourd'hui, il n'y a plus d'espace de socialisation où l'on puisse créer des mouvements de masse. Il faut savoir que le Mouvement des travailleurs arabes à Marseille a fait une grève de 24 heures suivie par 20 000 ouvriers contre les ratonnades, les crimes racistes. L'enjeu est maintenant de reconstruire des espaces et à travers le Comité Adama, nous pouvons créer un socle fort pour les quartiers populaires. Avec des bases solides, nous pourrions aller discuter avec les mouvements sociaux, le monde rural en leur faisant une proposition claire afin de nouer des causes communes: par exemple, les violences policières qui touchent les mouvements écologistes comme à Bure, la mobilisation contre la loi Travail, ou encore, actuellement, avec les Gilets jaunes, des personnes âgées se faisant gazer alors qu'elles ne présentaient aucune menace. Aujourd'hui, il s'agit de faire prendre conscience aux couches sociales les plus défavorisées ayant subi la désindustrialisation, que leur situation n'est pas due à l'immigration mais au libéralisme, qui veut toujours en avoir plus et délocalise. Néanmoins, pour faire cause commune, il faut qu'ils entendent que le racisme s'ajoute à cette lutte, et qu'il a des conséquences destructrices sur nos vies.

Quel est l'équilibre à respecter dans cette alliance politique avec le mouvement des Gilets jaunes?

Ce n'est pas une alliance au prix d'un renoncement politique. Nous ne faisons pas des alliances avec des personnes qui sont ouvertement racistes. Je suis convaincu que c'est par l'expérience de la lutte en commun qu'on arrivera à changer les mentalités, à faire bouger les lignes. Cela ne se fera

pas dans des textes théoriques de cinquante pages ni sur les réseaux sociaux, mais bel et un bien par une démonstration acharnée contre ce traitement raciste qui est fait aux quartiers populaires.

Dans votre communiqué, vous évoquez le mouvement des Gilets jaunes de la Réunion. En quoi sont-ils un exemple pour vous?

Nous partageons avec la Réunion un traitement commun; ce sont des populations noires pour la plupart, et qui subissent un racisme. Nous sommes solidaires d'eux et estimons qu'ils montrent la voie car ils ont obtenu le gel des taxes pour une durée de trois ans; cela témoigne du rapport de force mais aussi du niveau d'organisation. Cela montre aussi la fébrilité de l'État devant une population mobilisée malgré sa relégation et le racisme qu'elle subit.

SOURCE : BONDY BLOG

SE MOBILISER QUELLE QUE SOIT LA COULEUR DU GILET

CGT

27 NOVEMBRE 2018

Encore une fois, sous couvert de nouveauté ou de modernité, «la méthode» qui a été proposée par Emmanuel Macron n'a d'autre objectif que de servir les intérêts du néolibéralisme.

Au prétexte d'une opposition entre l'ancien et le nouveau monde, les mécanismes restent identiques. Le président annonce : «pas de changement d'avis, pas de changement de cap». Ce qui veut dire, très concrètement, une mise en concurrence avec «méthode» des territoires entre eux et des populations qui y vivent.

Comment un président de la République peut affirmer dans son discours que «les riches font les bons choix» et que, pour les pauvres, il suffirait de les accompagner dans une transition énergétique grâce à des exemples «concrets, tangibles, simples»? Une nouvelle preuve de mépris! Il balaie d'un revers de la main toute ouverture de négociations gouvernementales et patronales s'agissant de l'augmentation immédiate du Smic, des salaires, des pensions et des minimas sociaux, seuls remèdes aux inégalités.

Ainsi, la feuille de route établie acte le principe de ne pas utiliser la loi, la norme, comme facteur de changement. Cela aura pour conséquence de renvoyer aux autorités territoriales, via des concertations et non des négociations, la responsabilité de trouver des voies et moyens pour répondre aux attentes de chacun et chacune. Cette méthode détruira, de fait, la dimension collective et nationale de la réponse à apporter aux légitimes revendications exprimées sur l'ensemble du pays.

De même, il renvoie au bon vouloir du patronat, la nécessaire ré-industrialisation des bassins d'emplois pour favoriser les mobilités professionnelles et la transition énergétique pour sortir des énergies fossiles. Pour la CGT, l'exemple du CICE (plus de 100 milliards d'euros en cinq ans) démontre que faire confiance au patronat sans contrôles coercitifs n'a pas permis de créer des emplois mais constitue, par contre, une vraie gabegie pour les finances publiques.

UNE FISCALITÉ DE CLASSE CONTRE LA PLANÈTE

Comment lutter contre l'émission des gaz à effet de serre (GES) s'il n'y a pas d'accélération notable du plan de rénovation énergétique des bâtiments? Aujourd'hui, 7 millions de logements sont très mal isolés, près de 4 millions de ménages peinent à payer leur facture ou se privent de chauffage!

La modulation de la TICPE (taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques), là encore, n'a rien d'innovant puisqu'un dispositif comparable a déjà existé au début des années 2000. Gain pour l'utilisateur: de 1 à 2 centimes par litre!

Enfin, dans son discours sociétal sur le consentement à l'impôt, il semble oublier très vite que celui-ci est un des fondements de l'abolition de la monarchie et de la Déclaration universelle des droits de l'homme. Il passe aussi par la traçabilité des prélèvements fiscaux afin que le peuple sache qui le paie, sur quoi il le paie et comment il est redistribué.

À ce jour, à défaut d'une grande réforme fiscale, les niches fiscales permettent aux plus riches d'échapper à l'impôt. Emmanuel Macron assume cette fiscalité de classe et continuera la réorganisation de l'État, la diminution de la dépense publique, allant jusqu'à pousser le paradoxe en voulant faire plus de «services» avec moins de ressources... C'est ce qu'il appelle un nouveau contrat social du 21^e siècle.

En clair, Emmanuel Macron continue de casser toutes les garanties collectives: Code du travail, Sécurité sociale, services publics, etc.

La CGT reste mobilisée auprès des travailleuses et travailleurs afin qu'une vraie justice sociale puisse voir le jour.

C'est la raison pour laquelle la CGT appelle l'ensemble de la population à converger et à manifester contre le chômage et la précarité le samedi 1^{er} décembre 2018 et s'engage dans un processus de mobilisations dans les jours et semaines à venir.

SOURCE : SYNDICOLLECTIF

MACRON ENTENDAIT RÉPONDRE AUX GILETS JAUNES EN PRÉSENTANT LES OBJECTIFS DE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE. C'EST RATÉ !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

27 NOVEMBRE 2018

Pour ne laisser personne de côté, il [Macron] considère que la transition énergétique doit se faire dans l'accompagnement social pour une écologie populaire. Résultat, pas de changement de cap sur les choix déjà réalisés qui favorisent : les plus riches avec la suppression de l'ISF, l'instauration d'une taxe forfaitaire sur les revenus financiers (la flat tax) ; les entreprises avec la casse du Code du travail, la consolidation du CICE qui distribue 50 milliards aux entreprises qui gonflent les dividendes distribués aux actionnaires, les exonérations de la taxe carbone en particulier pour les entreprises les plus polluantes via le marché carbone.

Macron annonce la sortie des énergies fossiles d'ici 2050. D'ici là, il aura disparu du paysage politique et c'est oublier qu'il a donné à Total l'autorisation de forages pétroliers exploratoires au large de la Guyane. Et pour flatter la fibre nationaliste et souverainiste, il met en avant l'importance de construire notre indépendance énergétique vis-à-vis des intérêts étrangers producteurs de pétrole. En attendant, il fait l'impasse sur l'absence de taxation du kérosène (transport aérien) et du fioul lourd (transport maritime).

Il affirme qu'il faut consommer moins d'énergie mais considère que le besoin de production électrique va s'accroître avec le développement de la mobilité électrique.

Il justifie ainsi la prépondérance du nucléaire en reprenant le discours du lobbie nucléaire, l'énergie décarbonée et à bas coûts oubliant là aussi le prix du démantèlement et les risques liés aux déchets nucléaires qui engagent pour des milliers d'année.

Il ne fait que confirmer la fermeture des deux réacteurs à Fessenheim et annonce celle de douze autres dont les six premiers d'ici à 2030 c'est-à-dire au-delà de son quinquennat, une manière de renvoyer la responsabilité de ses engagements à d'autres.

Quelle crédibilité peut-on dès lors lui accorder quant à ses annonces de développement des énergies renouvelables. Au passage, il rappelle que l'hydraulique est une force pour nos territoires et pour la production d'électricité. Là encore, il fait preuve d'amnésie : il a lancé le projet d'ouverture à la concurrence et aux intérêts privés des barrages hydrauliques (gérés à 80% par EDF depuis soixante-dix ans) sans même que la commission européenne l'y oblige.

En guise de réponse sur la fiscalité carbone, Macron propose d'adapter la taxe carbone à la fluctuation des prix du marché du pétrole. Or, la taxe flottante a déjà montré son inefficacité.

Enfin pour construire le nouveau modèle économique et social, il lance pendant trois mois, une consultation au niveau national et territorial en associant élus, syndicats, associations et tous ceux qui veulent participer. L'Union syndicale Solidaires a des propositions pour répondre à l'urgence sociale et écologique :

* Pour la justice fiscale, abandon des mesures favorisant les plus riches (flat tax, ISF, CICE).

* Pour une fiscalité écologique juste socialement, c'est-à-dire qui taxe les plus riches et les processus de production coûteux en énergie et en transport et les entreprises les plus polluantes (industrie, transport aérien, maritime et routier).

* Baisse des taxes sur les carburants qui touchent toute la population (la TICPE et TVA représentent près de 60%) et mise en place d'une véritable réforme fiscale reposant sur le principe de justice sociale, afin de financer les politiques écologiques et les besoins sociaux de la population. En tout état de cause un moratoire sur les dernières mesures de hausse est indispensable tant que le rééquilibrage pour une justice fiscale n'est pas réalisé.

* Pour un salaire minimum à 1700 euros net, une augmentation de 400 euros pour tous·tes, aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraités...

* Pour des services publics accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...

* Pour le développement de transports écologiques par un maillage dense de lignes ferroviaires publiques et à bas coût.

* Pour la transition écologique, soutien à la rénovation des logements pour l'efficacité et la sobriété énergétique.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

NOUS NE SOMMES RIEN, SOYONS PARTOUT !

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

27 NOVEMBRE 2018

Ce 1^{er} décembre nous serons dans la rue. Les mouvements et les manifestations sont éclatés, les revendications sont multiples, mais la colère contre le gouvernement utilise les mêmes mots : justice sociale, égalité. [...] Pour nous, il sera important dans chacune des manifestations où nous nous trouverons d'amener toutes nos revendications.

Nous serons dans la rue avec les manifestations antiracistes lancées par le collectif Rosa Parks. Elles se dérouleront à Paris et dans plusieurs villes : Marseille, Lille Montpellier, Rennes, Angers...

Nous sommes engagés dans cette mobilisation depuis plusieurs mois parce que nous voulons que les discriminations cessent au travail et ailleurs et que nous luttons pour l'égalité. Ce combat est important pour l'unité dans nos luttes.

Nous serons dans la rue avec les chômeurs et chômeuses pour qui le 1^{er} décembre est une date traditionnelle de mobilisation pour la défense de leurs droits, en particulier pour une indemnisation qui ne soit pas au-dessous du seuil de pauvreté quelles que soient les formes de chômage.

Des camarades et certains syndicats de Solidaires seront également présent·es pour porter la justice sociale, la justice fiscale et la transition écologique aux côtés des Gilets jaunes.

Nous manifestons donc ce 1^{er} décembre et ce combat nous le continuons sur nos lieux de travail.

De nombreuses grèves ont eu lieu ces derniers mois, des combats longs, difficiles. Il est sans doute temps de les reprendre, comme le font les travailleurs et travailleuses des raffineries, comme les travailleuses de l'hôtel Park Hyatt ou les salariées de MacDo à Marseille...

Agir ensemble au plan professionnel, c'est le sens de la demande d'une réunion intersyndicale que nous avons fait il y a deux semaines maintenant.

Nous voulons satisfaction, nous devons nous y mettre tous et toutes ensemble, en manifestation, en blocages et en grèves.

Pour la justice fiscale, baisse des taxes sur les carburants, abandon de la flat tax, rétablissement de l'ISF, abandon des mesures sur le CICE...

Pour l'égalité, de vraies mesures contre les discriminations, aucun·e travailleur·euse n'est illégal·e, égalité des droits...

Pour un salaire minimum à 1700 euros, une augmentation de 400 euros pour tous·tes, aucun revenu au-dessous du seuil de pauvreté, l'abandon de la hausse de la CSG sur les retraités...

Pour des services publics accessibles sur tout le territoire et à bas coûts...

Pour la transition écologique, taxer les plus gros pollueurs : entreprises, transport aérien, maritime et routier, soutien à la rénovation des logements et à des alternatives écologiques d'ampleur.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

AGIR MAINTENANT !

DES SYNDICALISTES¹

27 NOVEMBRE 2018

Le mouvement des Gilets jaunes, son développement dans les zones rurales et à la périphérie des grandes villes, témoigne d'une colère profonde contre la politique de Macron, une politique au service d'un patronat qui ne recherche que ses profits. Une politique qui se conjugue aux bas salaires, à l'explosion du chômage et de la précarité.

Extrêmement variée dans sa composition, dans ses mots d'ordre et dans ses modes d'actions, cette

1. Texte signé par plusieurs dizaines de syndicalistes de diverses appartenances.

mobilisation est marquée par la colère contre les attaques subies par les classes populaires. Nous ne pouvons pas la négliger, ni la mépriser. Les nouvelles taxes injustes sur le prix des carburants pénalisent un peu plus celles et ceux qui n'ont pas d'autre choix que de prendre leurs voitures pour se déplacer.

Dans les entreprises, dans les services comme dans les territoires, le mouvement ouvrier et syndical se bat tous les jours contre la politique de classe de ce gouvernement. Nous ne découvrons pas ni ne sommes surpris·es par cette colère.

Syndicalistes, nous pensons qu'il est possible de s'engager collectivement dans cette bataille. Comme cela a déjà commencé dans plusieurs endroits, c'est dès maintenant que nos structures syndicales, à tous les niveaux, doivent débattre elles aussi des initiatives articulant lutte contre la vie chère, justice fiscale et développement des services publics – en particulier de transports collectifs – et revendications salariales.

[...] C'est autour de ces revendications que nous proposons de soutenir, d'impulser des débrayages, des grèves, dans les entreprises, dans les services, mais aussi des blocages pour paralyser l'activité économique et mettre en cause les politiques gouvernementales. La construction d'une grève générale reste notre ordre du jour.

ÉCARTER LES FASCISTES ET LES ORGANISATIONS PATRONALES

C'est une révolte contre la politique antisociale de Macron, massive et populaire, qui peut s'incarner aujourd'hui. Ni l'extrême droite ou la droite extrême, ni les organisations patronales n'y ont leur place et nous participerons activement à les en écarter. Aucune agression, aucune violence raciste, sexiste ou homophobe n'est tolérable [...].

Quant à l'imposture écologique d'un gouvernement qui a imposé la réforme de la SNCF pour supprimer des lignes de trains, elle ne peut en aucun cas faire illusion. Il n'y a que les classes populaires qui peuvent changer la société et répondre à l'urgence climatique. Pour la justice sociale et écologique, pour que ce soient l'égalité et la solidarité qui gagnent!

SOURCE : MEDIAPART



GAGNER ENSEMBLE !

INFOCOM-CGT

27 NOVEMBRE

Le mouvement des Gilets jaunes exprime depuis le 17 novembre dernier le ras-le-bol d'un peuple qui n'en peut plus d'être taxé, humilié, exploité, méprisé par un pouvoir toujours plus distant de sa réalité. Comme vous, nous vivons dans un monde que nous n'avons pas choisi, où celles et ceux qui luttent subissent au quotidien la propagande gouvernementale, la répression policière, l'utilisation politique des « casseurs », les mensonges des médias... Beaucoup d'entre nous ont partagé vos mobilisations, gilets au coude à coude, même si nos « gilets » sont « rouges »... Notre objectif commun est de redonner le plus rapidement possible le pouvoir de décision au peuple, par le peuple, pour le peuple. Un pouvoir qui lui revient pleinement de droit.

Comme vous, nous voulons gagner pour : l'arrêt des taxes sur les carburants et de la TVA sur les produits de consommation courante, le retour de l'impôt sur la fortune et un combat réel contre l'évasion fiscale, taxer Total, les riches et pas les salariés pour la lutte contre la pollution, le développement des services publics, de transport en particulier, une hausse générale des salaires, pensions et minimas sociaux.

Comme vous, nous cherchons l'efficacité, donc le rassemblement : nous vous proposons de nous unir dans le respect de chacune et chacun, nous, Gilets jaunes et « rouges », munis de revendications communes, quelle force nous aurions si nous réalisions cette unité!

Comme vous, nous n'attendons plus que la solution vienne d'en haut. Les directions politiques, financières, et industrielles qui gouvernent aujourd'hui notre pays seront toujours incapables de résoudre à notre place des problématiques sociales et environnementales que bien souvent elles n'entendent et ne voient même pas.

La solution est en nous-même, en nous les travailleurs, les chômeurs, les retraités, de toutes origines et de toutes couleurs.

Que les choses soient claires entre nous, nous condamnons toute pollution, toute récupération et toute manipulation de l'extrême droite.

Soyons réalistes, obtenons l'impossible!

Rencontrons-nous, Agissons ensemble [...].

SOURCE : INFOCOM-CGT

UNE VEILLE CONTRE L'EXTRÊME DROITE

COMMISSION ANTIFASCISTE DE L'UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

24 NOVEMBRE 2018

Concernant l'extrême droite, il y a deux erreurs majeures à ne pas commettre : la sous-estimer et la surestimer. Dans le premier cas, cela conduit à ne pas se rendre compte de la menace ; dans le second, cela peut conduire à la paralysie, comme des lapins face à des phares de voiture. C'est particulièrement vrai concernant le mouvement des Gilets jaunes et si les infiltrations fascistes ne peuvent résumer ce mouvement, il est cependant important de les dénoncer.

Au-delà de la veille sur les « réseaux sociaux » où l'extrême droite est très active et tente de détourner la colère populaire, nous nous appuyons sur les unions départementales et locales Solidaires et sur des réseaux comme Visa et La Horde où on trouve deux dossiers consacré à la présence de l'extrême droite dans le mouvement des Gilets jaunes.

GILETS JAUNES : NI MACRON, NI FACHOS

Le 22 novembre, La Horde alertait, documentation à l'appui : « Paris : des antisémites sous les gilets jaunes¹ ». Photos et vidéos montraient nombre des « vedettes » du monde fasciste, négationniste et antisémite affublées de gilets jaunes. Deux jours plus tard, dans un second dossier intitulé « Gilets jaunes : ni Macron, Ni fachos », La Horde dressait la liste des villes où l'extrême-droite est à la manœuvre et explicitait le parcours politique de quelques individus qui avaient réussi à se mettre en avant dans le mouvement au nom de leur « apolitisme » : Chambéry, Toulouse, Limoges...

Par ailleurs, nous ne pouvons que trouver grotesques les insinuations ministérielles comme quoi « extrême gauche » et « extrême droite » se seraient allier pour « attaquer la République », les antifascistes n'hésitant pas à affronter les membres de l'extrême droite présents dans les manifestations, parce que la colère sociale ne peut être récupérée par quiconque et surtout pas par les fascistes.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

1. La Horde, « Paris : des antisémites sous les gilets jaunes », « Gilets jaunes : ni Macron, Ni fachos ».

CONSTRUIRE DES COMITÉS POPULAIRES

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU COMMINGES

29 OCTOBRE 2018

Médias et « réseaux sociaux » font état du fort mécontentement lié à la hausse des prix du carburant. La colère populaire est justifiée, d'autant que cette augmentation s'ajoute à de nombreuses autres. Par ailleurs, il est nécessaire de réduire le nombre de voitures sur les routes ; mais quel est le rapport avec cette nouvelle attaque contre nos, petits, pouvoirs d'achat ? Et puis, parmi les promoteurs du 17 novembre, on trouve un certain nombre de personnes qui sont totalement opposées à nos intérêts. Alors, que faire ? [...]

L'augmentation du prix du carburant s'ajoute à bien d'autres : produits alimentaires, logement, gaz, électricité, CSG... Toutes ces hausses de prix, qui touchent des produits ou services de première nécessité, ont des conséquences bien plus importantes pour celles et ceux qui gagnent peu, que pour les plus riches.

Pourtant, pendant que le gouvernement nous fait les poches, la petite minorité qui profite du travail d'autrui (patrons, actionnaires, rentiers) ne cesse de s'enrichir toujours plus. C'est à cela qu'il faut s'attacher : les inégalités criantes qui fondent le système en place.

Pour l'heure, il n'y a aucune raison que les salariées, les chômeurs et chômeuses, les retraitées, les jeunes, ne puissent plus remplir leur réservoir, quand les profiteurs hésiteront entre plusieurs voitures pour aller rejoindre leur yacht !

Il est nécessaire de s'attaquer à la pollution, de diminuer les gaz à effet de serre, de réduire le nombre de véhicules automobiles. Et il y a urgence pour l'avenir de la Terre ! Mais, pour cela, il faut développer les transports collectifs et notamment les moins polluants comme le train, il faut renforcer les services publics de proximité, en ville et à la campagne. Le gouvernement fait tout le contraire : suppressions de gares, de lignes de dessertes SNCF, fermetures d'hôpitaux, de postes, de structures scolaires, etc.

Pour limiter le nombre de kilomètres à faire en voiture, il faut des transports collectifs de qualité accessibles à tous et à toutes, des services publics dans tous nos territoires ! Ce sera plus efficace que l'augmentation du prix du carburant pour celles et ceux qui n'ont pas d'autres choix que la

voiture pour aller travailler, chercher du boulot ou remplir des obligations de la vie quotidienne.

Nous sommes disponibles pour participer à une mobilisation populaire, pour défendre les intérêts des salarié·es, des chômeurs et chômeuses, des retraité·es, des jeunes. Mais cela, ce n'est pas compatible avec la récupération que tente l'extrême droite (Le Pen, Dupont-Aignan...) qui, elle, veut nous diviser: entre français et immigré·es, entre fonctionnaires et non fonctionnaires, etc. De même, nos intérêts sont opposés à ceux des patrons routiers qui exploitent leurs salarié·es.

Nous sommes prêt·es à participer à la construction de comités populaires dans le maximum de villes, sur ces bases claires, dans l'intérêt de notre classe sociale, pas pour servir la soupe aux politiciens, aux patrons ou aux fachos.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU COMMINGES

UNE TRANSITION ÉCOLOGIQUE SOCIALEMENT JUSTE

FSU

23 NOVEMBRE 2018

En dépit d'ambiguïtés, une partie de la population est mobilisée pour exprimer un réel problème de pouvoir d'achat mais aussi des sujets d'inquiétude qui témoignent d'une angoisse réelle pour l'avenir. La FSU estime que le gouvernement doit en prendre la mesure en y apportant les réponses sociales nécessaires.

Pour la FSU, la transition écologique est urgente et elle réaffirme son attachement à une transformation du système de production et de consommation pour assurer l'avenir de nos sociétés. Mais cette transition doit être juste socialement et ne saurait donc peser financièrement que sur les classes populaires et moyennes.

Dans ses mobilisations et interventions quotidiennes, la FSU porte l'exigence de davantage de justice sociale, d'égalité et de progrès social pour toutes et tous.

Cela passe par le renforcement des services publics (éducation, santé, emploi, justice, logement, transports...) et un aménagement des territoires assurant l'égalité aussi bien dans les territoires qu'entre eux. Ces politiques exigent une

fiscalité plus juste et un réel partage des richesses produites.

La FSU tient à rappeler que la cohésion sociale tient aussi à la défense et au respect des valeurs qui fondent notre société.

La FSU est engagée depuis toujours dans le combat pour l'égalité professionnelle et dans la lutte contre les violences faites aux femmes. Elle appelle à la réussite des manifestations du 24 novembre pour défendre les droits des femmes.

La FSU estime que le gouvernement a la responsabilité de ne pas laisser se dégrader le climat social. S'il souhaite réellement faire œuvre de conciliation, il doit ouvrir des discussions avec l'ensemble des acteurs. La FSU est prête à s'y engager.

SOURCE : FSU

GILETS JAUNES, REVENDICATIONS SYNDICALES ET EXIGENCES POPULAIRES

CGT, FSU, SOLIDAIRES, ALTERNATIVE LIBERTAIRE, ENSEMBLE !, FRANCE INSOUmise, GÉNÉRATIONS, PCF, PICARDIE DEBOUT (AMIENS)

28 NOVEMBRE 2018

Le mouvement des Gilets jaunes a réussi à construire un rapport de force contre le gouvernement Macron et sa politique antisociale. Ce mouvement traduit une colère légitime et profonde. La seule réponse du président des riches – qui s'est exprimé ce mardi 27 novembre – est le mépris: rien ne doit bouger et surtout pas les augmentations de taxes prévues au 1^{er} janvier 2019.

La politique d'Emmanuel Macron est injuste: elle taxe les pauvres au nom de l'écologie mais ferme des lignes SNCF, des classes d'écoles, des services hospitaliers et des bureaux de poste... Une politique qui taxe le diesel mais pas le kérosène.

C'est une politique au service des riches qui n'augmente pas le Smic, qui diminue de fait les pensions, qui ampute les APL et «en même temps» supprime l'ISF et fait des cadeaux aux

grandes entreprises (au moins 40 milliards d'euros de crédits d'impôt prévus en 2019).

Nous ne découvrons pas cette colère et nous ne sommes pas surpris par elle: nous la partageons. Aussi nous avons décidé de nous engager aux côtés de celles et ceux qui se battent, pour y porter nos revendications qui, bien souvent, vont dans le même sens:

Nous, organisations syndicales, politiques et associatives appelons à construire un vaste mouvement social! Pour cela convergeons tous ensemble dans la rue et dans l'action, dès le 1^{er} décembre.

Il faut rétablir l'ISF et baisser fortement les taxes sur les produits de première nécessité dont le carburant. Pour financer la transition écologique, il faut taxer les compagnies pétrolières et les sociétés d'autoroute en priorité; il faut lutter contre l'évasion fiscale!

POUR VIVRE DIGNEMENT

Il faut gagner une augmentation générale des salaires, des pensions, des minimas sociaux et des allocations-chômage. Ce ne sont pas les taxes qu'il faut augmenter le 1^{er} janvier 2019, c'est le salaire minimum (Smic), et très significativement!

Non à la disparition des services publics, dans les zones rurales

Lignes SNCF, classes d'écoles et collèges, bureaux de postes, services hospitaliers... La liste est longue. Les services publics sont menacés par une politique de réduction de la dépense publique qui frappe notamment (mais pas que) les citoyen·nes des zones rurales. Cela doit être stoppé!

SOURCE : SYNDICOLLECTIF

VENT DE COLÈRE EN LOIRE-ATLANTIQUE

DÉCLARATION UNITAIRE¹

13 NOVEMBRE 2018

Depuis plus d'une semaine maintenant, la mobilisation des Gilets jaunes exprime la colère

de larges franges de la population. Ces mobilisations, largement auto-organisées, et cette colère ne doivent pas être vaines. Des changements, des ruptures mêmes, sont nécessaires et urgents pour que chacune et chacun de nous, salarié·es, précaires, privé·es d'emploi et retraité·es puissent vivre dignement. Des changements qui doivent articuler le partage des richesses, la justice sociale et l'urgence écologique.

UNE MOBILISATION ENCORE PLUS FORTE ET UNITAIRE POUR FAIRE CÉDER LE GOUVERNEMENT

Chaque mois sont plus nombreux les salarié·es, retraité·es et privé·es d'emploi qui n'arrivent plus à boucler leur budget. La hausse régulière et conséquente du carburant inquiète et fragilise celles et ceux qui n'ont d'autres choix que la voiture individuelle pour les actes de la vie courante. Et, alors que l'hiver s'annonce, la hausse des prix du gaz, de l'électricité, du fuel et des chauffages collectifs aggrave encore le quotidien.

Alors que les profits financiers et patronaux explosent, le gouvernement Macron-Philippe accentue sa politique de classe, au service des riches, et, pour la grande masse de la population, la réduction des droits sociaux et une politique fiscale particulièrement injuste et inégalitaire. S'y ajoutent la fermeture de nombreux établissements publics et la suppression de milliers de postes de fonctionnaires accentuant encore le sentiment d'abandon pour toutes celles et ceux qui vivent loin des métropoles.

Ce vent de colère est légitime et salutaire. Il met justement en cause la politique suivie par le président de la République et son gouvernement, notamment en matière fiscale.

Les groupes capitalistes, patronat et banques, avec leurs profits exponentiels, sont les vrais responsables de ce désespoir social et de la crise climatique.

Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, le libéralisme est un dogme. Pour nous c'est un drame. Car il explose les inégalités sociales, accroît la paupérisation de larges franges de la population et accentue les atteintes à l'environnement et le réchauffement climatique.

Le gouvernement tente de justifier ses choix politiques, les augmentations des taxes sur les carburants, par l'urgence écologique. C'est un mensonge. Non seulement le pays ne réduit pas la production de gaz à effet de serre, mais il l'augmente, non seulement il ne réduit pas l'utilisation des pesticides, mais il l'augmente, non seulement

1. Attac 44, GIGNV, Alternatiba Nantes, CGT-union locale de Nantes, UDB-Loire-Atlantique-Liger Atlantel, Génération S-Nantes, France

Insoumise 44, NPA 44, PCF, UNEF-Nantes, Union Solidaires 44, GDS, EELV-Nantes, Sortir du nucléaire Pays nantais, Ensemble.

il ne diminue pas l'artificialisation des sols, mais il la poursuit. La fermeture des services publics de proximité, des gares et voies ferrées secondaires, la concentration des emplois dans les métropoles ne font que renforcer la tragédie climatique en cours et accroître les difficultés quotidiennes de milliers d'habitant-es.

Le gouvernement est responsable de la crise en cours car la politique qu'il mène dans les transports comme dans les autres domaines, n'est ni cohérente avec l'urgence climatique ni juste socialement. Aucune mesure ambitieuse n'a été prise pour financer les alternatives à la voiture et aider ceux qui n'ont pas les moyens de se déplacer autrement. Cette prétendue fiscalité écologique épargne les secteurs les plus polluants et émetteurs de gaz à effet de serre, comme le trafic aérien ou le transport routier de marchandises.

L'urgence sociale et l'urgence écologique sont aujourd'hui totalement imbriquées. La politique gouvernementale aggrave l'une et l'autre et espère diviser celles et ceux qui en sont les victimes. Et il est illusoire de prétendre répondre à l'une en tournant le dos à l'autre.

Des mesures d'urgences sociales et écologiques comme priorité :

* L'augmentation des salaires, des pensions, des indemnités chômage, et des allocations sociales et leurs indexations sur les prix pour permettre à tous/toutes de vivre dignement.

* L'arrêt des suppressions de postes et des fermetures des services publics, et la réouverture de services publics et sociaux de proximité pour permettre une organisation équilibrée des territoires.

* Mettre un terme à une politique centrée sur la voiture. Mettre un terme à la défiscalisation du kérosène dans le transport aérien, au profit du fret ferroviaire pour les transports de marchandise et les transports collectifs. Par la mise en place d'un réseau de transports en commun gratuit sur le département.

* La lutte contre l'étalement urbain et la diversification des modes de transport dans tous les territoires.

* Le soutien à une agriculture paysanne privilégiant les circuits courts et les productions bios pour permettre à toutes et tous l'accès à une alimentation de qualité.

Associations, syndicats et partis politiques engagés dans le département pour la justice sociale et climatique, nous appelons ensemble à la mobilisation sociale, écologique et citoyenne contre la politique de Macron-Philippe, tout en refusant les boucs émissaires habituels des discours racistes, antisémites ou xénophobes. Nous appelons au

partage des richesses et à l'urgente nécessité de placer la transition écologique et solidaire au cœur de toutes les décisions pour notre avenir et celui de la planète. Ce sont les mobilisations multiples dans les entreprises comme dans la rue, par la grève et par l'action, qui permettront de peser sur les décideurs publics ou privés pour que ces changements s'enclenchent.

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES 44

GRÈVE ET BLOCAGE DES RONDS-POINTS

CGT-RENAULT-CLÉON¹

30 NOVEMBRE

Pour les salaires et en solidarité avec les Gilets jaunes le 30 novembre 2018, la CGT-Renault-Cléon appelait à faire grève.

Ce vendredi 30 novembre, la CGT-Renault-Cléon avait appelé à deux heures de grève minimum sur la question des salaires pour tenter une action commune avec des Gilets jaunes en bloquant les ronds-points d'accès à l'usine dès 4 heures du matin et pour tenter de retenir les salariés avant leur entrée dans l'usine afin de les embarquer dans les piquets (1800 intérimaires dans l'usine). Dès 4 heures ce matin, trois ronds-points ont été bloqués, plus d'autres petites entrées avec feux de palettes pour empêcher camions et voitures d'entrer dans l'usine.

À 4 heures, au rond-point principal par lequel proviennent les véhicules venant de Rouen (25 km de Cléon) et par lequel les camions accèdent ordinairement à l'usine, une cinquantaine de personnes ; vers 6 heures, une centaine.

À ce rond-point: des salariés Renault, des délégations de boîtes: TCAR, Carsat, Chapelle Darblay, Pétroplus, Smedar, Grand port maritime, BASE, Europac, les unions locales CGT de Sotteville-lès-Rouen, Saint-Étienne-du-Rouvray et d'Elbeuf...

Pour préparer cette initiative, deux rencontres avaient eu lieu entre les UL-CGT des

1. « Texte rédigé à partir de comptes rendus réalisés par des camarades. »

agglomérations rouennaise et elbeuvienne et des Gilets jaunes de Rouen.

L'usine a été complètement bloquée jusqu'à 15h30, du fait de l'impossibilité pour les camions d'entrer ou de sortir de l'usine, malgré le nombre de portes aménagées sur les faces nord, est, sud et ouest de l'usine.

Usines de Sandouville et Douai mises à l'arrêt du fait du fonctionnement en flux tendu avec Cléon.

Vers 11 heures, la préfecture a demandé à ce que deux camions puissent sortir: refus des occupants des ronds-points. Puis en début d'après-midi, menace de faire intervenir les CRS si les accès n'étaient pas libérés à 16h30.

Finalement, équipes CGT et Gilets jaunes ont décidé de lever les barrages à 15h30 et rendez-vous pris pour la manifestation qui se déroulera ce samedi à Rouen, en début d'après-midi

Mais de fait, peu de salariés ont participé à l'action et de nombreux secteurs avaient été mis en JCC [Journée de congés collectifs] pour ce vendredi quand la direction a pris connaissance de l'action prévue ce vendredi.

SOURCE : SYNDICOLLECTIF

CONSTRUIRE ENSEMBLE

UD-CGT (SEINE-MARITIME) ET UL-CGT (ELBEUF, SOTTEVILLE, COURONNE, ROUEN)

27 NOVEMBRE 2018

Les unions locales de l'agglomération rouennaise ont rencontré une délégation des Gilets jaunes ce matin, pour construire le tous ensemble, face à la colère qui s'exprime depuis le 17 novembre.

À l'issue de cette rencontre, nous proposons et invitons tous les syndicats (avec drapeaux et chabubles), les salariés, les retraités, les privés d'emploi à participer massivement le vendredi 30 novembre dès 4 heures du matin devant le rond-point de Renault-Cléon et samedi 1^{er} décembre à 14h30 devant l'Hôtel de Ville de Rouen.

Tous en grève et dans la rue.

On continue, on lâche rien.

SOURCE : UD-CGT SEINE-MARITIME

POURQUOI J'IRAI SAMEDI À LA MANIF DES GILETS JAUNES

UN GILET JAUNE

23 NOVEMBRE 2018

Pour ne pas rester dans la position de l'observateur qui s'apparente trop souvent à un mépris de classe.

Samedi j'en suis!

Nous avons entendu beaucoup de choses à propos du mouvement des Gilets jaunes tout au long de la semaine.

Dans les milieux militants ou intellectuels de gauche, les discours sont partagés. D'une part: un rejet franc et net du mouvement se refusant de voir ici autre chose que l'expression d'une partie de la population raciste, sexiste, non consciente des enjeux de classe ou de l'urgence écologique, soit une lutte profondément réactionnaire autant dans ses énoncés que dans sa composition.

De l'autre, une sorte de curiosité voir d'enthousiasme, à l'égard d'un phénomène qu'on admet volontiers complexe à délimiter et qui peut donc apparaître comme une «rupture de la temporalité pacifiée» (toujours bonne à prendre), avec l'émergence d'un nouveau sujet dans nos schémas de représentations, celui du «beau vénère», du pauvre en colère, autant de signifiants à la rescousse du vide qu'a laissé derrière le concept de «peuple» heureusement disparu de la théorie radicale.

Un événement qu'il convient donc de «regarder de près» voire de côtoyer pour ensuite, «revenir dessus» quand tout cela se sera tassé. Vivement que tout cela se termine donc, qu'on puisse enfin prendre le temps de réfléchir. On l'aura donc compris, d'un côté comme de l'autre il s'agit de maintenir une position extérieure à tout cela, par peur de trop se mouiller, de nager dans l'inconnu ou carrément par dogmatisme.

AU FOND VOULONS-NOUS VRAIMENT QUE ÇA CHANGE ?

Voilà la première de nos contradictions que nous renvoie à la figure ce phénomène nouveau: sommes-nous des militants et penseurs révolutionnaires ou bien des militants progressistes refusant le risque du dangereux plongeon dans l'inconnu que représente une «massification de la lutte» (ce qui peut se défendre, si c'est assumé) et des intellectuels qui pensent sur la révolution?

Si nous sommes prêts à assumer la première option, alors nul doute sur le fait que nous devons

en être, et en être pleinement. Seulement cela ne signifie absolument pas se compromettre avec des valeurs qui ne sont pas les nôtres, bien au contraire, en être signifie prendre parti, exister dans le champ politique, d'abord du côté de tous ceux qui refusent la domination de l'État et du capital, et puis sur le terrain, contre ceux qui articulent cette logique de la révolte à des énoncés réactionnaires ou discriminants et auprès de tous ceux dont la colère s'exprime pour l'instant de manière rudimentaire, non formulée «j'en ai marre». Bref comme ils le disent eux-mêmes «non-politique» pour insister sur le fait qu'il n'est pas de colère «a-politique».

Faire cela c'est se refuser de rester dans la pire position qui soit, celle de l'indifférence, celle de l'observateur qui s'apparente trop souvent à un mépris de classe, position qui mène à ne rien gagner mais qui peut tout perdre. Nous devons participer au phénomène de polarisation qui aura nécessairement lieu si le mouvement perdure, quels énoncés émergeront et prendront le pas. Dans un premier temps, il s'agit de tout faire pour qu'existe un «pôle d'énoncés» qui continuera à se focaliser sur le gouvernement, les riches et donc pas sur les Arabes, les immigrés, les «pd».

Après tout, la fragmentation même irréconciliable des forces contestataires est un élément courant des épisodes révolutionnaires, dans bien des villes qui ont connu de vraies révoltes populaires, on pouvait voir là un rond-point tenu par des royalistes, un autre par des anarchistes, un autre encore par des communistes. C'est dans ces moments d'ouverture des possibles que se jouent les batailles décisives, «au corps à corps» dirait-on, loin des engueulades de commentaires Facebook ou de colloques universitaires.

Ceux qui sont clairement contre le ralliement ont en fait déjà tranché la question: la composante du mouvement est essentiellement réactionnaire, le combat est déjà perdu.

Nous, nous souhaitons faire le pari que rien n'est joué d'avance, et qu'à côté des fachos qu'il convient de combattre et non pas d'ignorer, il y a une foule de gens qui sont enfin sortis dans la rue et qui enfin viennent participer au dialogue, «donner de la voix» comme on dit, le dialogue que le pouvoir leur refuse mais que nous aussi nous leur refusons, en ne les considérant pas dignes d'être de potentiels interlocuteurs, avec qui nous pouvons justement parler d'antiracisme, d'antisexisme et de lutte des classes. D'ailleurs sur les ronds-points il y a des femmes, il y a des racisés et il y a des pauvres. Comment penser que tout ce petit monde n'a rien à dire ni rien à entendre sur ces sujets?

D'autant qu'il ne s'agit pas, en se jetant dans la bataille, de venir éduquer le peuple, le fait même que nous soyons dépassés par les événements nous pousse à penser qu'il s'agit ici d'avancer avec humilité, place ici à la dialectique, cet événement nous a choqués, il doit nous changer, ce qui arrivera seulement si nous essayons à notre tour d'y mettre quelque chose de nous-mêmes, en premier lieu: de l'énergie et du temps.

Sur ces différentes clarifications, les jours à venir vont être cruciaux: car on a dit au début que ces blocages rassemblaient trop de gens différents, qu'on ne pouvait rien en tirer de clair et de bon, à la manière [de ceux] qui affirmait qu'on ne pouvait pas manifester avec ce mélange d'employés et de petits patrons. Sauf que le mouvement dure, et que malgré la répression et la fatigue il y a encore du monde dehors.

Or il est évident que ceux qui resteront malgré tout seront ceux qui ont le plus à gagner d'un changement radical des choses. Pensons alors: entre les femmes et les hommes, entre racisés et non racisés, entre patron et employé, qui a le plus à gagner et qui a le plus à perdre d'une potentielle bagarre générale? Je doute que le petit patron accepte de laisser ses dents face aux matraques ni qu'il soit prêt à camper sur un rond-point très longtemps (après tout, «il faut bien que les affaires reprennent»). De même pour les femmes et les minorités opprimées qui sont, dans tous les mouvements les plus pugnaces, et pour cause: tout plutôt qu'un retour à l'humiliation et à la répression quotidienne.

ET NOUS DANS TOUT ÇA ?

Comme nous le disions, on peut reconnaître la puissance d'un mouvement dans les contradictions qu'il révèle, à commencer chez ceux qui se disent progressistes. Qu'a-t-on vu parmi la gauche ces jours-ci? Malheureusement, beaucoup de préjugés et de mépris de classe. Et ce parce que beaucoup d'entre nous n'ont de fait pas intérêt à ce que les choses changent, et rejettent le spectre horrible qu'est l'émergence des classes les plus pauvres en pleine lumière, «Dieu qu'ils sont laids et bêtes tous ces gens», rejets qui amorcent la justification de leur répression, leur invisibilisation et leur exploitation.

Mais c'est oublier que tous ces gens sont l'objet de la domination, que la domination les crée, en partie, et que comme dirait l'autre «la révolution n'est pas un dîner de gala», qu'il s'agit de saisir la chance unique qu'est le moment où cet objet de la domination se fait sujet de la révolte en lui échappant, et surtout qu'il n'est jamais de politique qui ne se fait sans hétérogénéité.

D'un point de vue stratégique, on pourrait même y voir l'occasion d'un opportunisme, on a beaucoup parlé du gilet jaune comme «signifiant vide» et bien justement: rien ne nous empêche de profiter de ce moment trouble dans «l'ordre public», pour ajouter aux revendications et demander, en gilet jaune s'il le faut, le retrait de Parcoursup et du Pacte ferroviaire!

C'est même une chance unique de se faire enfin comprendre de ceux qui ont souvent rejeté les cheminots «privilegiés» et les étudiants «casseurs»: à nous de briser le cycle de l'incompréhension, tendons la main à ceux qui après une semaine de répression policière et de désinformation médiatique comprendront peut-être ce que nous n'avons cessé de dénoncer.

Car désormais à l'heure où Castaner, après Valls, après Cazeneuve, après Collomb, amorce le discours usé de la «prise d'otage», de la «radicalisation» et des «casseurs», on peut légitimement se demander «mais à qui cet automate parle-t-il?», à qui? Puisqu'on peut penser que les gens qui sont aujourd'hui dans la rue étaient des interlocuteurs privilégiés de ce genre de discours?

Ce qui est certain c'est qu'à nous il ne nous la fera pas, et qu'il a des chances de penser que ces mots creux résonnent dans le vide puisque plus personne, ou presque, n'a intérêt à «un retour au calme», ce gouvernement ayant réussi l'exploit de se mettre tout le monde à dos, si ce n'est les plus riches, ou les plus cons.

Il y a samedi une marche organisée contre les violences faites aux femmes, elle ne doit pas être éclipsée, de même qu'elle ne doit pas ignorer que la périphérie montera à Paris ce jour-là.

Faisons que cette marche, comme nous tous, joue le jeu, accepte «d'y mettre un peu du sien». Autrement dit, qu'elle prenne conscience que l'enjeu du féminisme se trouve bien dans son articulation avec l'hétérogénéité des classes populaires, que c'est sur ce terrain qu'on doit combattre la réaction, l'oppression, et rallier les indécis.

SOURCE : ANTI-K



DÉZINGUER LE TANDEM MACRON-MEDEF

CGT-SANOFI (TOURS)

25 NOVEMBRE 2018

Nous engageons les camarades à participer aux barrages. Nous y sommes allés avec nos gilets jaunes simplement et là on mesure l'ampleur du mécontentement populaire (pas vus de fachos et on s'est tapé plusieurs barrages).

On mesure la détermination, ils n'ont pas peur de manifester même sans autorisation, vieux et jeunes résistent aux CRS quand ceux-ci veulent les empêcher d'installer des barrages filtrants.

On mesure la palette de générations qui se mobilisent (beaucoup de vieux et de jeunes, beaucoup de femmes [...], beaucoup de gars avec des parkas de leur boîte). [...]

En étant à leurs côtés on peut apporter le point de vue syndical puisqu'on ne cache pas son appartenance syndicale même si on n'a pas d'autocollant CGT. On leur montre qu'on ne les stigmatise pas comme «fachos-campagnards-incultes-racistes» comme le font certains médias et malheureusement certains militants syndicaux qui regrettent le mouvement dur qu'ils n'ont pas réussi à construire. De toute façon, ce qu'il faut savoir c'est qu'une bonne partie des militants syndicaux sont allés sur les barrages.

Heureusement qu'il y a des structures et des militants moins dogmatiques dans l'analyse pour aller rencontrer les Gilets jaunes, aller apprécier sur le terrain l'ampleur de ce mouvement...

Faut aussi écouter les interventions de Besancenot et de Ruffin dans les TV, elles permettent de comprendre la situation et de modifier son logiciel de pensée tiré d'une époque où le mouvement ouvrier était fort et l'offre politique conséquente à gauche.

Ce mouvement risque de se diviser (à partir des manœuvres de Macron) ou de se radicaliser dans le mauvais sens si le mouvement syndical (axe CGT-SUD et FSU) et les partis n'apportent pas leur empreinte, leur réflexion et leur expérience en appelant leurs militants à rejoindre les blocages sans volonté de récupération stupide. Si enfin le mouvement syndical et les partis parviennent à prendre le relais en bloquant l'économie par la grève dans les boîtes, on a de fortes chances de dézinguer le tandem Macron-Medef. [...]

SOURCE : CGT-INFO

« ACCUMULER DE LA THÉORIE CRITIQUE NE SUFFIT PAS. SI ELLE PEUT ÉCLAIRER L'ACTION, ELLE N'EN EST PAS L'INTERRUPTEUR »

UN GILET JAUNE DE RENNES

28 NOVEMBRE 2018

Tout ce qui bouge n'est pas rouge fut ma première pensée à l'annonce d'un mouvement de Gilets jaunes. Comme d'autres mobilisé·es à l'occasion des appels de gauche, j'accordais cette fois-ci peu de crédit à ce début de mouvement « citoyen » dont l'emblème du gilet jaune suffisait à discréditer ce qui allait se produire.

La poursuite des actions les jours qui ont suivi la journée du 17 novembre a eu raison de mes présupposés initiaux. Mes questionnements ont trouvé quelques éléments de réponse lors de rencontres réalisées aux cours de rendez-vous des Gilets jaunes et de discussions avec quelques « camarades » de gauche sceptiques face à ce mouvement. Les lignes suivantes exposeront quelques points aveugles de ces derniers depuis mes premiers pas parmi les Gilets jaunes.

#1 : Se mobiliser contre une taxe sur l'essence est un prétexte d'automobiliste individualiste.

Il m'est rapidement apparu comme une évidence qu'il était question de bien plus que cela. Parler de la goutte d'essence qui a fait déborder le plein de colère me paraît déjà plus proche de ce qui a motivé la mobilisation de militants improvisés.

Lors des rendez-vous des Gilets jaunes durant lesquels des inconnu·es s'abordent pour parler de politique, certaines évidences semblent partagées : l'injustice fiscale, l'accaparement des richesses par quelques-un·es, l'appauvrissement des classes populaires et la dénonciation d'une élite dirigeante coupée des réalités et besoins du peuple.

Des énoncés tel qu'ont pu en produire les nuits-deboutistes, eux-mêmes précédés d'invariants de gauche. À quelque chose prêt que cette fois-ci, le discours et les actes prennent corps simultanément. [...]

On parle de ses fins de mois difficiles, de ces salaires qui garantissent à peine la survie. On n'y

parle pas seulement de soi. Il émerge pour certain·es un véritable sentiment d'appartenance à cette classe sacrifiée au nom de l'économie. La colère semble d'autant plus profonde que les années de sacrifices ne se comptent même plus. Sacrifices qui n'auront jusqu'à présent pas sorti le pays et encore moins le monde de ses misères.

Aussi une certaine radicalité dans la volonté d'agir s'affirme dès lors qu'il s'agit de ne plus simplement accepter le cours choses. Un sentiment partagé de ne plus rien avoir à perdre face à l'arrogance d'un pouvoir soude ces communautés de lutte ralliées sous un gilet jaune. L'objectivation des conditions de vie matérielle corrélée à la subjectivation d'une condition partagée de sacrifié·es par le pouvoir et pour l'économie constituent les prémices d'un combat par et pour une classe.

Retenons aussi de l'histoire que les épisodes révolutionnaires de 1789, 1917, en passant par le récent « Printemps arabe », ont en commun d'avoir eu pour facteurs déclencheurs des revendications liées à la subsistance et la contestation de la légitimité du pouvoir en place.

#2 : Où sont les Gilets jaunes pendant que nous luttons habituellement ?

Si certain·es prennent part à un combat politique pour la première fois, d'autres figurent parmi les habitué·es des défilés syndicaux. Hormis une simple vue d'esprit rien ne permet réellement d'établir une ligne infranchissable entre les Gilets jaunes et les autres familiers des mobilisations sociales.

L'orientation de ce mouvement s'inscrit en revanche dans la discontinuité des luttes sociales des années constitutives à l'affaiblissement du syndicalisme de lutte face à l'offensive d'un capitalisme débridé. L'impuissance actuelle des syndicats est un constat partagé par la grande majorité d'entre nous.

Qui des présent·es à chaque appel à défiler contre une énième mesure en défaveur des travailleur·euses, des classes populaires ou des services publics pensent réellement que le gouvernement va nous entendre ? Qui pense sincèrement encore qu'en étant plus nombreux·ses à la prochaine manif le gouvernement pliera enfin ?

Pourtant il y a des grèves, des blocages économiques, des solidarités en actes et de la bravoure du côté du cortège de tête. Mais tout cela n'entame en rien la détermination des gouvernements successifs à faire payer à la population la crise structurelle du capitalisme.

Ces moments passent pour de simples « grognes sociales », sous la houlette de syndicats dont les

multiples trahisons ont déjà eu raison de leur crédibilité à changer le cours des choses. Pourtant l'engagement de participant·es aux luttes émancipatrices parmi les Gilets jaunes pourrait être décisif si l'offensive en cours devait atteindre un point de basculement.

Les dernières mobilisations contre la loi travail ont rappelé l'intransigeance du pouvoir prompt à étouffer la moindre contestation par son arsenal répressif.

L'intervention des Gilets jaunes, spontanée, décentralisée, organisée à la base et déterminée dans l'action confère une réelle indiscipline au mouvement face à un pouvoir coutumier des tables de négociation avec les «partenaires sociaux».

Et s'ils/elles étaient malgré tout considérés·es comme les grands absents de nos luttes passées, il se peut bien que c'étaient eux/elles que nous attendions.

#3 : Ces Gilets jaunes n'ont pas vraiment de conscience politique.

Ce préjugé induirait que la pensée et l'acte politique seraient réservés à quelques-un·es, plus éclairé·es que d'autres. La politique est l'affaire de n'importe qui. Dès lors qu'un individu conteste ses conditions de vie, il se situe déjà dans le politique. Passer à l'action politique à l'occasion de blocages réalisés contre l'État et l'ordre de l'économie, c'est avoir conscientisé en amont la nécessité de s'opposer à une attaque de plus menée par la classe dirigeante.

Le slogan «Macron démission» suffit à révéler jusqu'où peut conduire la plus noble conscience politique.

#4 : Ils/elles se battent pour leur pouvoir d'achat et ils/elles n'ont rien à carrer de l'écologie.

Tenir pour responsable le consommateur du désastre écologique, c'est oublier l'essentiel: la pollution est induite par la production de ce que nous consommons. Et le capitalisme induit de polluer toujours plus.

Le souci de la question écologique est aujourd'hui largement répandu, que l'on soit Gilet jaune ou pas encore. Au cours des rassemblements, le bon sens écologique est manifeste: «Qu'ils développent les transports en commun!», «Combien de lignes de train supprimées?», «Ils viennent nous parler d'écologie alors qu'ils n'ont pas interdit le glyphosate!», «Certaines années Total ne paie même pas l'impôt sur les sociétés en France!». Refuser le fardeau financier de l'écologie quand on peine déjà à joindre les deux

bouts, relève d'une louable conception de la justice fiscale.

Aussi, si le pouvoir d'achat figure parmi les énoncés, les témoignages laissent entendre qu'il s'agit avant tout de pouvoir vivre dignement et de s'octroyer quelques loisirs. Vivre et ne pas seulement survivre.

Assurément nous sommes loin de désirs consuméristes ou du pouvoir de nuisance de ces riches qui polluent la planète.

#5 : Je ne m'associerai pas à ce mouvement aux relents nationalistes et aux gestes xénophobes.

Que de tels gestes xénophobes du fait d'une minorité aient lieu, devraient motiver n'importe quel·le antifasciste à rejoindre cet espace de composition politique afin de combattre les paroles et les actes les plus détestables. La même motivation devrait animer l'antisexisme dans ce moment rendant possible l'écho de nos luttes spécifiques.

Ma participation à ce mouvement devait-elle être remise en cause par la présence du drapeau français et de la *Marseillaise*, symboles rances de la République, davantage associés aux courants conservateurs qu'à ceux de l'émancipation? [...]

Cela fait des années que nous entendons dans nos manifs «Ou alors ça va péter». Il se peut bien que les Gilets jaunes ramènent enfin l'espoir que cela puisse péter. Et pas seulement sur la plus belle avenue du monde. Et déjà cet acquis: une bien probable mise en sourdine de l'arrogance d'un pouvoir à la solde des classes les plus favorisées. Avant de peut-être prendre congé.

SOURCE : RENNES INFO

POUR DES REVENDICATIONS ET UNE ACTION COMMUNES AVEC LES GILETS JAUNES

FNIC-CGT

29 NOVEMBRE 2018

Depuis près de trois semaines, une colère légitime

s'exprime en France, contre l'austérité économique que subissent les travailleurs, les retraités, les privés d'emploi, les étudiants, alors qu'une

infime minorité de la population tire les profits de cette austérité.

Dans leur immense majorité, les Gilets jaunes sont les travailleurs, les retraités pressurés entre la faiblesse de leurs revenus et le niveau des dépenses, pour l'essentiel incompressibles.

Le mouvement des Gilets jaunes s'est organisé en dehors de la CGT : et alors??

Dans la plupart des cas, il s'agit de personnes qui travaillent ou vivent dans des lieux où nous sommes absents, ou insuffisamment présents. Leurs exigences sont légitimes, elles sont identiques à celles qui sont portées par la CGT dans les entreprises où nous sommes présents.

L'action massive et continue des Gilets jaunes doit nous interpeler : les militants CGT ne doivent pas rester spectateurs ! Beaucoup sont déjà présents sur les barrages routiers. La CGT doit agir en convergence avec tous les mouvements de contestation, gilets jaunes, rouges sans gilet ou blouses blanches, tout en faisant la clarté sur nos revendications qui ne sont en aucun cas celles d'extrême droite [...].

Les Gilets jaunes bloquent les ronds-points?

Très bien. Les salariés avec leur syndicat CGT doivent bloquer l'économie par la grève. [...]

SOURCE : COMMUNIQUÉ DE PRESSE

FAIRE MONTER L'EXIGENCE DE HAUSSES DES SALAIRES

FÉDÉRATIONS CGT : AGRO-ALIMENTAIRE, CHEMINOTS, COMMERCE ET SERVICE, CHIMIE, MINES-ÉNERGIE, PORTS ET DOCKS, TRANSPORTS

5 DÉCEMBRE 2018

De manière visible, l'actualité est marquée par la mobilisation des Gilets jaunes, dont les fédérations CGT respectent l'indépendance, tout en souhaitant que des discussions et des échanges puissent se tenir partout pour que chacun contribue dans son domaine d'action à développer le rapport de force sur les revendications sociales et économiques.

Les fédérations constatent également que, même si elles sont moins visibles médiatiquement, les grèves locales dans les entreprises témoignent

elles aussi d'un ras-le-bol grandissant des salariés [...].

Les questions des salaires, des conditions de travail, de la précarité, de l'avenir des secteurs publics ou de l'industrie, du développement des services publics et de l'activité économique en territoire pour répondre aux besoins des populations et «vivre et travailler au pays» sont bien souvent au cœur de ces grèves locales qui tendent à se multiplier. [...]

SOURCE : COMMUNIQUÉ DE PRESSE

LES REVENDICATIONS DES GILETS JAUNES SONT LES NÔTRES

CGT, CFE-CGC, FO, FSU, UNSA, SOLIDAIRES DE HAUTE-LOIRE

6 DÉCEMBRE 2018

Les organisations syndicales de la Haute-Loire déclarent que les revendications des Gilets jaunes sur les salaires et le pouvoir d'achat sont les leurs. Elles appellent les salariés à les imposer y compris par la grève. [...]

Macron et le gouvernement traitaient les salariés avec mépris, ils font maintenant des annonces pour les enfumer. Ils ont peur, ce n'est pas le moment de lâcher. Ils ne répondent pas sur les demandes essentielles : le pouvoir d'achat et la justice sociale.

Ce n'est pas la répression des manifestants qui règlera le problème, c'est la réponse aux revendications : augmentation immédiate du Smic de 300 euros bruts, des salaires, des traitements et des retraites ; suppression de la hausse de la CSG ; augmentation des minima sociaux et des allocations ; rétablir le service public, au service de la population dans tout le territoire ; pas de nouvelle attaque contre nos retraites ; arrêt des licenciements et des fermetures d'entreprises

[...] Nous appelons les salariés à se réunir pour discuter et décider de l'action, y compris par la grève, pour imposer nos revendications.

C'est déjà le cas dans les lycées, les transports et dans d'autres entreprises.

SOURCE : CGT 43

DÉMOCRATIE EN ACTES ET COMBAT COMMUN

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES DU VAL-DE-MARNE

2 DÉCEMBRE 2018

Nous l'avons expliqué dans nos précédentes publications: le mécontentement, les revendications et la révolte portés par le mouvement des Gilets jaunes vont bien au-delà de la seule hausse des prix du carburant. Même si certains porte-parole ou promoteurs du mouvement peuvent être très éloignés de nos intérêts, parmi les centaines de milliers de personnes qui agissent depuis le 17 novembre, les plus nombreuses sont bien des salarié·es, des retraité·es, des chômeurs ou chômeuses, des jeunes en formation, des auto-entrepreneurs pauvres, des paysan·es aux petites exploitations, dont nous partageons les exigences sociales et les révoltes!

Dans les zones rurales et à la périphérie des grandes villes, ce sont bien «celles et ceux d'en bas» qui se révoltent. C'est ce que chacun et chacune constate, même si le mouvement n'a pas encore la même réalité à Paris et en proche banlieue que dans tout le reste de la France.

Les questions posées par les Gilets jaunes sont fondamentales: elles portent sur le partage des richesses que nous produisons, les privilèges de celles et ceux qui exploitent le travail d'autrui, le mépris envers les classes laborieuses, les élues politiques qui ne représentent qu'eux-mêmes, les indispensables services publics de proximité (hôpitaux, écoles, poste, etc.) qu'il faut remettre en place, le besoin de transports collectifs améliorés et gratuits, le rôle de l'impôt, les vols d'argent public que commettent les plus riches grâce aux fraudes fiscales, la suppression de l'impôt sur la fortune...

SYNDICATS: ON PEUT AIDER, ALORS FAISONS-LE!

Une partie du mouvement syndical ignore ou dénonce le mouvement des Gilets jaunes, parce que lancé en dehors de lui. Au contraire, nous pensons qu'il y a toute sa place: à condition de la prendre, et bien sûr, sans prétendre maintenant le diriger! Si quelques revendications nous interpellent, si d'autres sont contraires à nos combats, c'est par la discussion et les échanges que nous pourrions convaincre qu'elles mènent à des impasses. À condition d'être partie prenante du mouvement et pas de le «commenter» de l'extérieur.

Le syndicat est utile parce qu'il permet de nous regrouper pour défendre nos intérêts, qui ne sont pas ceux des patrons ou des politiciens.

Le syndicat est aussi l'outil par lequel nous pouvons porter la lutte là où l'exploitation directe est la plus forte: l'entreprise. Là où nous, les salarié·es, par notre résistance collective et notre solidarité active, par la grève, en bloquant la production, nous pouvons arracher aux patrons de meilleurs salaires et de meilleures conditions de vie.

Le mouvement syndical parle souvent de convergence des luttes, d'unité d'action interprofessionnelle, etc. C'est bien ce qui est à l'œuvre aujourd'hui!

Alors, aidons à la diffusion des informations, organisons des assemblées générales pour discuter des revendications et des contacts entre entreprises et localités, lançons préavis et appels à la grève pour favoriser la participation aux actions, pour renforcer le mouvement en cours!

C'est aux Gilets jaunes de décider qui peut les représenter ponctuellement. C'est aux Gilets jaunes de décider ce que diront leurs délégué·es. Le mouvement doit garder son autonomie. C'est aux Gilets jaunes de décider du mouvement des Gilets jaunes. Les soutiens sont là... pour soutenir, pas pour diriger.

LA DÉMOCRATIE EN ACTES

Exiger que les négociations se fassent sous le contrôle direct de celles et ceux qui les ont permises par leur action: c'est un des principes que nous défendons avec nos syndicats Solidaires. Quelquefois, mais bien trop rarement, nous avons réussi à le faire, en imposant la présence des grévistes dans la salle de négociation, ou en retransmettant les discussions. Nous savons que les «décideurs» n'aiment pas ça, ils préfèrent des discussions en catimini.

Comment ne pas soutenir la démarche des Gilets jaunes qui ne veulent discuter avec le gouvernement que si tout est retransmis en direct. Avec les moyens de communication actuels, rien de plus simple!

Aujourd'hui, dans les barrages, se discute la question de la légitimité des délégations reçues, que ce soit localement, régionalement ou nationalement.

Et alors? Cela peut se régler en organisant des réunions au niveau de chaque barrage, pour désigner des représentants et représentantes, révocables, avec des mandats clairs sur les sujets qui seront évoqués. En langage syndical, dans les entreprises, les lycées, les universités, nous appelons ça des assemblées générales, mais c'est la pratique qui importe le plus, pas les mots. Ensuite, la

même chose peut se faire à travers des coordinations régionales et nationales. Cela peut prendre des formes différentes d'un territoire à l'autre. Et ce n'est sûrement ni à Macron ou ses ministres, ni aux patrons et leurs propagandistes, de donner aux Gilets jaunes, de nous donner, des leçons sur l'organisation démocratique de nos luttes!

L'important, c'est que l'action directe populaire et l'autonomie du mouvement soient les meilleurs remparts contre la récupération dont rêvent nombre de politicien·nes et leurs acolytes habituels, spécialistes de la compromission avec les exploiters. [...]

UN COMBAT COMMUN

Un très grand nombre de revendications discutées et portées par les Gilets jaunes correspondent à ce pourquoi nous nous battons syndicalement, comme l'augmentation des salaires, des pensions de retraite et des minimas sociaux!

Le mouvement des Gilets jaunes se construit, s'invente et se renforce chaque jour.

Le syndicalisme se doit de le soutenir!

SOURCE : UNION SYNDICALE SOLIDAIRES VAL-DE-MARNE

UN SAMEDI AUX CHAMPS

ADÈLE (MONTREUIL)

9 DÉCEMBRE 2018

Nous sommes allé·es à quatre sur les Champs-Élysées. Toutes les stations de métro autour fermées et plusieurs fouilles: nous avons mis très très longtemps à arriver (vers 11 heures). Les Champs étaient une sorte de gigantesque nasse à ciel ouvert à partir du début d'après-midi (une possibilité petite de sortir quand même). Il y avait souvent des charges de flics ici ou là, des tirs de lacrymo, etc. Mais comme c'était très grand, les 10 000 personnes présentes vivaient leur vie en se déplaçant au gré des mouvements de foule.

C'était l'endroit parfait pour discuter politique avec des Gilets jaunes. Les gens venaient de partout, on en a été très étonné·es. Vu des gens de Rouen, de Dreux, de Dieppe, d'Ardèche, de Troyes, etc. Tous les âges. En général des gens actif·ves sur les barrages dans leur coin mais parfois des gens au contraire qui habitent dans un

endroit où il n'y a rien et qui veulent voir comment organiser quelque chose.

Une énorme demande de parler politique, et une politisation à vitesse grand V. Le tract fédéral, ajouté des conseils pour organiser une AG, était parfait pour ça.

Les Gilets jaunes à qui nous avons parlé ne veulent pas de chefs, de représentants. On a dit que pour éviter ça il fallait s'organiser à la base. On a parlé blocage économique du pays, de grève, etc. C'était très bien reçu.

Après quatre heures de discussion politique et de distribution des nouveaux autocollants (que les gens s'arrachaient), on n'avait plus de matos, du coup on a été dans une manif sauvage de 2000 personnes qui s'est baladée au pas de course dans les beaux quartiers pendant 1 h 30. Quelques totes qui cassaient, mais c'était loin d'être le gros de la foule. Une impression que les gens ne voulaient pas partir, en rester là.

Première fois de ma vie que je ne rencontre presque personne que je connais dans une manif, un rassemblement de 10 000 personnes. Aucune présence politique, alors que les gens sont vraiment en demande (bon, ça aide beaucoup quand on dit qu'on ne participe pas aux élections). Un gars de Troyes nous a même pris une liasse de tracts pour les distribuer sur son barrage...

SOURCE : CORRESPONDANCE

POUR L'ÉCOLOGIE, DANS LA RUE LE 17 NOVEMBRE !

COOPÉRATIVE POLITIQUE ÉCOLOGIE SOCIALE

17 NOVEMBRE 2018

Un mouvement d'opposition à l'augmentation de la fiscalité des carburants sur les ménages est né sur les réseaux sociaux.

Il appelle «à bloquer la France» le 17 novembre, par une interruption du trafic routier à laquelle des milliers d'automobilistes entendent d'ores et déjà participer. Ce mouvement, né en dehors de tout cadre partisan ou associatif, fait aujourd'hui l'objet de tentatives grossières de récupération de l'extrême droite qu'il faut dénoncer et combattre, et d'une violente campagne de stigmatisation de

la part du gouvernement. On ne peut déclarer cette colère légitime, et détourner les yeux.

Cette colère est juste et rappelle que les questions environnementales sont des enjeux politiques. Il ne peut y avoir de véritable transition écologique sans une transformation en profondeur des systèmes de transports et de la fiscalité.

LA COLÈRE EST CELLE DES EXCLUS DE LA GENTRIFICATION ET DES AGGLOMÉRATIONS QUI CONCENTRENT TRANSPORTS ET SERVICES PUBLICS

Cette colère est juste car, sous couvert de lutte contre le réchauffement climatique, la politique gouvernementale est une tromperie écologique et une arnaque sociale. Alors que depuis le début de son quinquennat, le gouvernement d'Emmanuel Macron n'a cessé de concéder des cadeaux fiscaux aux plus riches et aux grandes entreprises, il voudrait faire croire que l'augmentation de la fiscalité sur les carburants pesant sur les seuls ménages et la fin de la niche dont bénéficiait le diesel seraient le prix à payer pour la transition écologique. Il n'en est rien. Seulement 19% de cette fiscalité abusivement qualifiée de verte va à l'écologie, le reste vient combler les manques à gagner des cadeaux fiscaux du macronisme.

Cette colère est juste car la pression de cette fiscalité est beaucoup plus forte par ailleurs sur les populations les plus démunies, dans les zones rurales et périurbaines. La fin de la niche fiscale dont bénéficiait le diesel annoncée par le gouvernement pénalisera encore plus fortement les catégories populaires habitant ces zones-là. D'après les données de l'Ifop, le taux de possession de véhicules diesel est bien plus élevé dans ces zones.

Il atteint dès qu'on s'éloigne de seulement dix kilomètres du centre-ville 68% pour atteindre jusqu'à 77% pour les personnes habitant à plus de 60 kilomètres d'une grande agglomération.

Aux yeux du gouvernement, jouer sur la fiscalité doit tout régler. Pour lutter contre les émissions de la circulation automobile, on taxe le carburant des ménages, en espérant des changements vertueux. Mais cette logique du marché rationnel et de ses agents ne fonctionne pas. Une grande partie des automobilistes n'ont pas de modes de transports alternatifs, notamment dans les zones rurales. La politique gouvernementale n'en crée pas; elle les détruit même lorsqu'elles existent comme c'est le cas avec les petites lignes ferroviaires.

Ces territoires du tout bagnole, fruits de politiques d'étalement urbain et de suppressions des services publics, nés d'un imaginaire productiviste, sont par ailleurs dépourvus même d'infrastructures

liées à la voiture électrique : les habitants doivent se déplacer pour tout.

NOUS PARTAGEONS DONC CETTE COLÈRE CONTRE LA POLITIQUE DU GOUVERNEMENT MACRON

Dans un contexte d'explosion des inégalités et d'écarts de revenus, la politique environnementale de ce gouvernement se réduit à un alourdissement de la facture à la pompe pour les seuls ménages, aggrave la fracture territoriale, et suscite une colère légitime.

Nous savons que cette prétendue «taxe écologique» n'est que l'habituel enfumage promu par le capitalisme vert, car elle ne sert en rien à financer une transition vers d'autres régimes de transport mais participe d'un rééquilibrage de la politique fiscale en faveur des hauts revenus et des grands patrimoines. La taxe perçue abondera les caisses de l'État, qui doit compenser les avantages fiscaux qu'il a offerts aux riches et aux entreprises. Sur les 9 ou 10 milliards de taxe carbone perçus en 2018, 1,9 milliard seulement est destiné aux énergies renouvelables.

Au-delà, plus grand-chose à voir avec la transition écologique. 3 milliards vont au crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), et pour le reste les ressources vont au budget général – un budget marqué en 2018 par le trou créé, entre autres, par la suppression de l'ISF et de ses 4 milliards d'euros de recettes. Le produit des taxes sur le pétrole (le TITCP) n'est alloué que marginalement au financement de la transition écologique, alors qu'il devrait aider les ménages à changer leur voiture, accompagner des transformations des modes de transport, améliorer l'efficacité énergétique des bâtiments et permettre une planification plus soutenable de la localisation des populations et des activités.

Nous savons que le principe «pollueur-payeur», que nous soutenons, n'est pas appliqué aux grandes entreprises polluantes chimiques ou pétrolières. Au contraire, ce gouvernement reprend la rhétorique des industriels et entend faire porter la responsabilité des pollutions aux consommateurs·trices et usager·e·s, quand les responsables sont celles et ceux qui s'enrichissent, empêchant toute transformation des systèmes de production, au nom du profit. Ici, l'État est directement responsable, puisqu'il a soutenu la filière du moteur diesel et incité les gens à acheter des voitures au diesel durant deux décennies. L'État est aussi coupable d'avoir permis et encouragé l'étalement urbain qui rend aujourd'hui la voiture si nécessaire. Les adversaires de l'écologie ne sont pas les classes moyennes et populaires, ce sont les intérêts financiers et les pouvoirs publics inertes,

c'est ce gouvernement qui octroie de nouvelles autorisations pour des forages d'hydrocarbures, qui subventionne encore la production d'énergies fossiles. La priorité du gouvernement n'est pas la transition écologique, mais l'organisation d'un transfert de richesse vers le secteur privé et les plus riches.

Nous savons que ce gouvernement ne prend aucune des mesures indispensables pour décarboner nos transports, et réduire les inégalités face à la mobilité. Pire, ses mesures en la matière sont autant d'attaques contre une organisation soutenable et juste des transports. Sa contre-réforme de la SNCF, par exemple, entrainera la suppression d'encore plus de trains de desserte locale et de petites gares, accroissant la dépendance à l'automobile. De même, le sous-investissement dans le fret ferroviaire est largement responsable de la multiplication des camions sur nos routes.

Nous savons que les constructeurs automobiles, notamment Renault et PSA, font tout pour augmenter les ventes des modèles de type SUV, extrêmement chers et rentables, qui sont des abominations écologiques. Au lieu de chercher des solutions propres à bas coût, l'industrie automobile continue à produire des automobiles haut de gamme, chères, destinée aux plus riches. Les industriels de l'automobile sont les principaux responsables de conséquences environnementales dramatiques de notre système de mobilité. Ils doivent financer les mutations qui s'imposent.

Nous savons que l'injustice fiscale est la marque de ce gouvernement. Par sa politique fiscale injuste, le gouvernement a lui-même alimenté le «ras-le-bol fiscal» d'autant plus qu'il n'a rien fait contre la précarité énergétique et les difficultés des transports. Sa politique est injuste socialement et inefficace écologiquement. Une stratégie «pro-climat» doit mettre en cause radicalement les formes du développement des territoires, le modèle agricole, le volume des transports, la masse de marchandises produites, leur qualité et leur utilité réelle. Il n'y a pas d'autre voie pour réduire les émissions de 80 à 95% d'ici 2050.

JUSTICE SOCIALE ET LUTTE CONTRE LE DÉRÈGLEMENT CLIMATIQUE VONT DE PAIR

La transition énergétique doit être payée par celles et ceux qui ont construit leurs fortunes sur la destruction de notre environnement. Pour mieux s'attaquer à l'imaginaire du tout bagnole, et faire décroître la place de l'automobile dans nos vies, il faut plus de services publics, de transports collectifs, il faut faire décroître les inégalités.

Le 17 novembre, «ceux qui ne sont rien», les «illettrés, les alcooliques, les abrutis, les cyniques

et les fainéants» victimes du mépris de classe de la bande à Macron descendront dans la rue. Mépriser la colère du 17 novembre et qualifier participants et organisateurs de «fachos» est une erreur politique. Car si ce mouvement que l'on peut caractériser comme une jacquerie antifiscale est confus, il résulte de la conjonction de trois facteurs politiques :

- * la révolte de ceux d'en bas qui n'en peuvent plus de ce gouvernement des riches ;

- * l'impuissance de ceux d'en haut à gouverner en donnant des perspectives d'amélioration de vie ;

- * l'absence de réelle perspective politique alternative immédiate.

Or les jacqueries antifiscales dans l'histoire ne peuvent être réduites au poujadisme. Elles ont souvent été la préfiguration d'aspirations politiques profondes.

L'écologie populaire doit y être pour dialoguer, quitte à le faire durement, pour construire une coalition pour la justice sociale et environnementale ; avec les retraité·es qui voient leurs pensions amputées et non revalorisées ; avec les précaires qui voient la fin des contrats aidés et la baisse des APL ; avec les fonctionnaires et les services publics, victimes des choix budgétaires : moins de profs pour les enfants, pas de personnel suffisant pour se soigner décemment ; avec les chômeurs quand le gouvernement demande à l'assurance chômage de réaliser entre 3 et 4 milliards d'euros d'économies par an sur les allocations-chômage ; avec toutes les victimes de la précarité énergétique.

Le 17 novembre nous serons dans la rue pour l'écologie, contre Macron et contre l'extrême droite. Pour promouvoir les transports publics, et sortir de la dépendance aux hydrocarbures.

Nous serons dans la rue pour convaincre de la nécessité et l'urgence de la lutte contre le changement climatique. Pour construire les conditions nécessaires d'un soutien populaire à la transition écologique. La transition doit être lisible, ses mesures irréversibles, le produit de la fiscalité verte affectée à l'écologie. La transition écologique doit être juste socialement. [...]

SOURCE : LA COOPÉRATIVE POLITIQUE



LES CAHIERS DE DOLÉANCES

ROBERT DUGUET

2 DÉCEMBRE 2018

Mouvement social soutenu à l'heure qu'il est par plus de 80% du peuple français, il renoue avec la méthode des Cahiers de doléances qui préparera les conditions politiques de l'explosion de 1789 et de la liquidation de la monarchie de droit divin. Un certain nombre de représentants officiels du mouvement ouvrier de ce pays, partis ou syndicats, ne veulent y voir que les éléments d'extrême droite [...] qui cherchent à greffer sur ses aspirations sociales un débouché populiste à l'italienne.

Ces craintes liées aux derniers comforts d'une «aristocratie ouvrière» – positions confortables sous les lambris de la République – pour l'instant ne veulent pas prendre en compte que ces couches du salariat et de la petite bourgeoisie ruinée sont totalement abandonnées à leur sort.

J'entendais hier sur la radio le témoignage d'un agriculteur sur sa situation matérielle, expliquant qu'il arrivait à comptabiliser jusqu'à 80 heures de travail par semaine, sans pouvoir dégager un salaire pour le faire vivre, lui et sa famille. Mieux, pour ce mois de novembre 2018, il ajoutait que c'était sa propre mère retraitée qui avait fait les courses d'alimentation du ménage. Combien de ces hommes et femmes, revêtant le gilet jaune sont aujourd'hui dans une situation aussi dégradante?

QUELLE APPROCHE FACE À CE «CLAIR-OBSCUR»?

Alors oui, si on lit ce catalogue de revendications, certains ne manqueront pas de souligner le caractère parfois contradictoire de ce qui est revendiqué : un peuple, lassé par les stratégies des journées d'actions syndicales et les défaites successives essuyées depuis 1995, se met en mouvement avec toutes ses illusions, ses faiblesses idéologiques et organisationnelles. D'autant que le mouvement ouvrier officiel ne joue plus sa fonction de formateur de ce qu'on appelait autrefois la conscience d'appartenir à une classe sociale, en capacité de reconstruire la société sur des bases émancipées de l'exploitation capitaliste.

Dans ce clair-obscur, pour reprendre l'image d'Antonio Gramsci, peuvent surgir de nouveaux monstres, si le mouvement ouvrier ne reprend pas l'initiative. Sa place est dans l'accompagnement du mouvement des Gilets jaunes et la convergence. Il me semble que c'est là la ligne à construire. [...]

JUSQU'OUÛ IRA CE MOUVEMENT ? NUL NE LE SAIT À L'ÉTAPE ACTUELLE

L'année 1788 a été celle des Cahiers de doléances, mouvement d'un peuple écrasé par une crise économique et sociale, qui débouche sur la Constituante, mouvement par lequel le peuple souverain redéfinit par lui-même le cadre du pacte social. Il y aura les ouvriers de 1848, la Commune, le Front populaire, la Libération, puis 1968. Les aspirations sociales de la grande révolution, œuvres toujours inachevées par la victoire des possédants, vivent dans notre conscience collective. Sommes-nous à ce moment de rupture?

Le jeudi 29 novembre 2018, le mouvement a envoyé aux médias et aux députés un communiqué comprenant une quarantaine de revendications. Les revendications des Gilets jaunes dépassent désormais officiellement la seule question des prix du carburant. Dans un long communiqué la délégation du mouvement liste une série de revendications qu'il souhaite voir appliquées.

«Députés de France, nous vous faisons part des directives du peuple pour que vous les transposiez en loi. Obéissez à la volonté du peuple. Faites appliquer ces directives», écrivent les Gilets jaunes. [...]

LE RELEVÉ DES DOLÉANCES

- 1) Zéro SDF.
- 2) Davantage de progressivité dans l'impôt sur le revenu, c'est-à-dire davantage de tranches.
- 3) Smic à 1300 euros net par mois.
- 4) Favoriser les petits commerces des villages et des centres-villes. Cesser la construction des grosses zones commerciales autour des grandes villes qui tuent le petit commerce et davantage de parkings gratuits dans les centres-villes.
- 5) Grand plan d'isolation des logements pour faire de l'écologie en faisant faire des économies aux ménages.
- 6) Que les gros, Mac Donald's, Google, Amazon et Carrefour, payent beaucoup d'impôts et que les petits artisans payent peu d'impôts.
- 7) Même système de sécurité sociale pour tous, y compris les artisans et les auto-entrepreneurs. Fin du régime social des indépendants (RSI).
- 8) Le système de retraite doit demeurer solidaire et donc socialisé. Pas de retraite à points.
- 9) Fin de la hausse des taxes sur le carburant.
- 10) Pas de retraite en dessous de mille deux cents euros.

- 11) Tout représentant élu aura le droit au salaire médian. Ses frais de transport seront surveillés et remboursés s'ils sont justifiés. Droit au ticket-restaurant et au chèque-vacances.
- 12) Les salaires de tous les Français ainsi que les retraites et les allocations doivent être indexés sur l'inflation.
- 13) Protéger l'industrie française. Interdire les délocalisations. Protéger notre industrie, c'est protéger notre savoir-faire et nos emplois.
- 14) Fin du travail détaché. Il est anormal qu'une personne qui travaille sur le territoire français ne bénéficie pas du même salaire et des mêmes droits. Toute personne étant autorisée à travailler sur le territoire français doit être à égalité avec un citoyen français et son employeur doit cotiser à la même hauteur qu'un employeur français.
- 15) Pour la sécurité de l'emploi, limiter davantage le nombre de contrats de travail à durée déterminée (pour les grosses entreprises). Nous voulons plus de contrats de travail à durée indéterminée.
- 16) Fin du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE). Utilisation de cet argent pour le lancement d'une industrie française de la voiture à hydrogène, qui est véritablement écologique, contrairement à la voiture électrique.
- 17) Fin de la politique d'austérité. On cesse de rembourser les intérêts de la dette qui sont déclarés illégitimes et on commence à rembourser la dette sans prendre l'argent des pauvres et des moins pauvres, mais en allant chercher les quatre-vingts milliards d'euros de fraude fiscale.
- 18) Que les causes des migrations forcées soient traitées.
- 19) Que les demandeurs d'asile soient bien traités. Nous leur devons le logement, la sécurité, l'alimentation ainsi que l'éducation pour les mineurs. Travailler avec l'Organisation des Nations unies (ONU) pour que des camps d'accueil soient ouverts dans de nombreux pays du monde, dans l'attente du résultat de la demande d'asile.
- 20) Que les déboutés du droit d'asile soient reconduits dans leur pays d'origine.
- 21) Qu'une réelle politique d'intégration soit mise en œuvre. Vivre en France implique de devenir français, cours de langue française, cours d'histoire de France et cours d'éducation civique avec une certification à la fin du parcours.
- 22) Salaire maximum fixé à 15 000 euros par mois.
- 23) Que des emplois soient créés pour les chômeurs.
- 24) Augmentation des allocations pour les handicapés.
- 25) Limitation des loyers. Davantage de logements à loyer modéré, notamment pour les étudiants et les travailleurs précaires.
- 26) Interdiction de vendre les biens appartenant à la France, barrages et aéroports.
- 27) Moyens conséquents accordés à la justice, à la police, à la gendarmerie et à l'armée. Que les heures supplémentaires des forces de l'ordre soient payées ou récupérées.
- 28) L'intégralité de l'argent gagné par les péages des autoroutes devra servir à l'entretien des autoroutes et routes de France ainsi qu'à la sécurité routière.
- 29) Le prix du gaz et l'électricité ayant augmenté depuis qu'il y a eu privatisation, nous voulons qu'ils redeviennent publics et que les prix baissent de manière conséquente.
- 30) Fin immédiate de la fermeture des petites lignes ferroviaires, des bureaux de poste, des écoles et des maternités.
- 31) Apportons du bien-être à nos personnes âgées. Interdiction de faire de l'argent sur les personnes âgées. L'or gris, c'est fini. L'ère du bien-être gris commence.
- 32) Maximum de vingt-cinq élèves par classe de la maternelle à la terminale.
- 33) Des moyens conséquents apportés à la psychiatrie.
- 34) Le référendum populaire doit entrer dans la constitution. Création d'un site lisible et efficace, encadré par un organisme indépendant de contrôle où les personnes pourront faire des propositions de loi. Si une proposition de loi obtient sept cent mille signatures, cette proposition de loi devra être discutée, complétée et amendée par l'assemblée nationale qui aura l'obligation, un an jour pour jour après l'obtention des sept cent mille signatures, de la soumettre au vote des Français.
- 35) Retour à un mandat de sept ans pour le président de la république. L'élection des députés deux ans après l'élection du président de la république permettrait d'envoyer un signal positif ou négatif au président de la République concernant sa politique. Cela participerait donc à faire entendre la voix du peuple.
- 36) Retraite à 60 ans et, pour toutes les personnes ayant travaillé dans un métier usant le corps, maçon ou désosseur par exemple, droit à la retraite à 55 ans.
- 37) Un enfant de 6 ans ne se gardant pas seul, continuation du système des aides Pajemploi jusqu'à ce que l'enfant ait 10 ans.
- 38) Favoriser le transport de marchandises par la voie ferrée.

- 39) Pas de prélèvement à la source.
- 40) Fin des indemnités présidentielles à vie.
- 41) Interdiction de faire payer aux commerçants une taxe lorsque leurs clients utilisent la carte bleue.
Taxe sur le fuel maritime et le kérosène.

SOURCE : À L'ENCONTRE

LA NOUVELLE GUERRE DES FARINES

JEAN CASANOVA

14 NOVEMBRE 2018

Dans un ouvrage érudit paru à l'automne 2043, *La Nouvelle Guerre des farines*, l'historien américain Keith Leary, chercheur et enseignant à l'Université du Wisconsin, dresse un étonnant parallèle entre les révoltes frumentaires françaises des années 1780, préludes à la Révolution française et au renversement de l'Ancien Régime, avec d'autres émotions populaires du début du 21^e siècle, en France, elles aussi prémonitoires et annonciatrices de bouleversements de grande ampleur, non plus la mise à bas du système monarchique, l'Ancien Régime du 18^e siècle, mais celle du système oligarchique solidement installé, mais déjà branlant au tournant des années 2020.

Constatation de la plus extrême évidence, sa date de parution, 2043, vous a probablement empêché d'avoir lecture de cet excellent ouvrage, *La Nouvelle Guerre des farines*. Nos liens amicaux vous permettront cependant d'en accéder dès aujourd'hui aux bonnes feuilles que nous découvrons avec vous avec l'accord de l'éminent historien.

Précision de Keith Leary, dans l'introduction de cet essai historique, le terme de «Guerre des farines» consacré par l'historiographie désigne une vague d'émeutes survenues en 1775 dans l'ancien royaume de France, émeutes faisant suite à la hausse du prix des céréales et consécutivement du prix du pain, la denrée de base du petit peuple des villes et des campagnes à cette époque. Ces hausses faisant suite elle-même à la suppression de la police royale des grains et aux mauvaises récoltes des étés précédents.

Au travers de ces révoltes frumentaires de l'Ancien Régime, nous dit Keith Leary, se manifestait

en réalité une profonde crise sociale et politique, réaction à la libéralisation du commerce des grains, libéralisation contraire au principe fondamental à la base du système monarchique, celui qui exigeait du Roi de veiller au bien-être décent de ses sujets et à leur approvisionnement raisonnable en denrées alimentaires.

Keith Leary reprend là à son compte les analyses tendant à voir ces événements, non seulement comme des révoltes de la faim, mais plus profondément comme le prélude à la Grande Révolution française de 1789; en somme des événements pré-révolutionnaires, des signes avant-coureurs de 1789.

Arrivant, dans son deuxième chapitre, à son parallèle historique avec les grandes crises françaises du tournant des années 2015-2020 qui annonçaient le renversement plus tard du très contesté système oligarchique, Keith Leary nous relate longuement l'épisode «frumentaire» éclaté dans les provinces françaises à l'automne 2018.

À la fin de l'été de la même année, la tension internationale et ses répercussions moyen-orientales attisées par les tentatives américaines de déstabilisation de l'économie iranienne, la tension internationale fait flamber le cours du baril. Non du blé, mais cette fois-ci, du pétrole!

Le prix du carburant à la pompe dépassa alors 1,50 euro, filant allègrement vers les 2 euros – l'euro, cette ancienne monnaie encore en usage à cette époque dans les pays de l'Europe occidentale. L'augmentation fut alors vécue comme intolérable par les populations les plus modestes, déjà exaspérées depuis plusieurs années par divers rançonnements, allant de l'alourdissement de la gabelle à celui de la CSG. Il s'en suivit rapidement grande émotion et agitation populaires relayées par les réseaux sociaux, autour des points de distribution et des stations-service.

Des rumeurs se propageaient, malgré les démentis des autorités royales, que les nouvelles taxes serviraient en premier lieu à abonder de nouveaux dégrèvements fiscaux en faveur des puissants et des oligarques. Et, bien entendu, ces thèses complotistes ne faisaient qu'alimenter émotions et colères.

Le Roi Amonrc, en itinérance à ce moment dans les provinces du Nord et de l'Est du royaume, avec le louable objectif d'aller à la rencontre de son peuple, plaidait difficilement sur les estrades que cette taxation n'était là que pour mieux respirer, mieux respirer demain ou à la Saint-Glinglin. Mais son discrédit était devenu tel que le raisonnable de son propos et le délai pourtant relativement proche de la Saint-Glinglin, tout ceci ne parvenait

pas à ramener le calme dans les campagnes et les faubourgs.

Les séditieux, revêtus de Gilets jaunes en signe de ralliement, faisaient le siège des points de distribution, bloquaient les routes et les péages et octrois permettant d'y accéder.

L'ordre fut malgré tout maintenu par l'action répressive, l'envoi de la troupe et des COS (Compagnies oligarchiques de sécurité), ainsi que la pendaison de quelques émeutiers pour l'exemple en Place de Grève, à Paris.

Simultanément, Amonrc disait «en même temps», différentes mesures d'assistance furent annoncées, telle que l'obligation faite aux distributeurs de répercuter avec plus de diligence – un moyen de transport encore assez répandu à cette époque – les baisses du prix du baril en mer d'Oman; ainsi que l'octroi aux plus miséreux de quelques assignats baptisés «chèques carburant».

Le Roi Amonrc et ses ministres n'oubliaient pas non plus de multiplier les messages d'apaisement et d'affection aux masses paysannes et banlieusardes, par l'intermédiaire, tous les soirs à 20 heures, de prônes prononcés par clergé médiatique dans les lucarnes.

(Un prône était à l'origine une prière de l'ancienne liturgie chrétienne formulée par le prêtre paroissial. Précédant l'offertoire, cette prière contenait de plus des informations relatives aux ordonnances épiscopales et royales. Encore en 2018, ce terme de prône s'appliquait à toute forme de transmission de messages idéologiques ou politiques par le canal des autorités médiatiques, le plus souvent propriété de l'Oligarchie.)

Dans le dernier chapitre de l'ouvrage enfin, Keith Leary s'attache à l'analyse des raisons profondes de ces «émeutes frumentaires» finalement apaisées dès venues les fêtes de Noël, que l'on appelait encore «trêve des confiseurs», et l'attention du peuple détournée vers la sainte tradition de l'achat des cadeaux de Noël. Apaisées, mais dont le souvenir et l'ombre portée se poursuivront encore de longues années.

Le charme était rompu entre Amonrc et les masses paysannes et banlieusardes, qualifiées à l'époque de «France périphérique». Des libelles mettaient en cause le Souverain et la Reine. Le désenchantement du peuple envers le Roi grandissait, la rupture du lien sacré entre le Roi et ses sujets étaient entamées.

Surtout, c'était le plus grave et le plus lourd de conséquences, au-delà de la question de la personne du Roi, se faisait jour dans beaucoup d'esprits que la Royauté n'était que l'instrument, le fondé de pouvoir, d'un ennemi social mystérieux

et encore mal cerné, l'Oligarchie. Une nouvelle rhétorique contestataire était née. L'Oligarchie était maintenant en danger.

SOURCE : ENTRE LES LIGNES ENTRE LES MOTS

LES GILETS JAUNES ET LES « LEÇONS DE L'HISTOIRE »

GÉRARD NOIRIEL

20 NOVEMBRE 2018

Dans une tribune publiée par le journal Le Monde (20 novembre 2018), le sociologue Pierre Merle écrit que «le mouvement des “Gilets jaunes” rappelle les jacqueries de l'Ancien Régime et des périodes révolutionnaires». Et il s'interroge : «Les leçons de l'histoire peuvent-elles encore être comprises?»

Je suis convaincu, moi aussi, qu'une mise en perspective historique de ce mouvement social peut nous aider à le comprendre. C'est la raison pour laquelle le terme de «jacquerie» (utilisé par d'autres commentateurs et notamment par Éric Zemmour, l'historien du Figaro récemment adoubé par France Culture dans l'émission d'Alain Finkielkraut qui illustre parfaitement le titre de son livre sur «la défaite de la pensée») ne me paraît pas pertinent. Dans mon Histoire populaire de la France, j'ai montré que tous les mouvements sociaux depuis le Moyen Âge avaient fait l'objet d'une lutte intense entre les dominants et les dominés à propos de la définition et de la représentation du peuple en lutte. Le mot «jacquerie» a servi à désigner les soulèvements de ces paysans que les élites surnommaient les «jacques», terme méprisant que l'on retrouve dans l'expression «faire le Jacques» (se comporter comme un paysan lourd et stupide).

Le premier grand mouvement social qualifié de «jacquerie» a eu lieu au milieu du 14^e siècle, lorsque les paysans d'Ile de France se sont révoltés contre leurs seigneurs. La source principale qui a alimenté pendant des siècles le regard péjoratif porté sur les soulèvements paysans de cette époque, c'est le récit de Jean Froissart, l'historien des puissants de son temps, rédigé au cours des années 1360 et publié dans ses fameuses

Chroniques. Voici comment Froissart présente la lutte de ces paysans :

Lors se assemblèrent et s'en allèrent, sans autre conseil et sans nulles armures, fors que de bâtons ferrés et de couteaux, en la maison d'un chevalier qui près de là demeurait. Si brisèrent la maison et tuèrent le chevalier, la dame et les enfants, petits et grands, et mirent le feu à la maison [...]. Ces méchants gens assemblés sans chef et sans armures volaient et brûlaient tout, et tuaient sans pitié et sans merci, ainsi comme chiens enragés. Et avaient fait un roi entre eux qui était, si comme on disait adonc, de Clermont en Beauvoisis, et l'élurent le pire des mauvais; et ce roi on l'appela Jacques Bonhomme.

Ce mépris de classe présentant le chef des Jacques comme «le pire des mauvais» est invalidé par les archives qui montrent que les paysans en lutte se donnèrent pour principal porte-parole Guillaume Carle «bien sachant et bien parlant». À la même époque, la grande lutte des artisans de Flandre fut emmenée par un tisserand, Pierre de Coninck décrit ainsi dans les *Annales de Gand*:

Petit de corps et de povre lignage, il avoit tant de paroles et il savoit si bien parler que c'estoit une fine merveille. Et pour cela, les tisserands, les foulons et les tondeurs le croyoient et aimoient tant qu'il ne sût chose dire ou commander qu'ils ne fissent.

On a là une constante dans l'histoire des mouvements populaires. Pour échapper à la stigmatisation de leur lutte, les révoltés choisissent toujours des leaders «respectables» et capables de dire tout haut ce que le peuple pense tout bas. D'autres exemples, plus tardifs, confirment l'importance du langage dans l'interprétation des luttes populaires. Par exemple, le soulèvement qui agita tout le Périgord au début du 17^e siècle fut désigné par les élites comme le soulèvement des «croquants»; terme que récusèrent les paysans et les artisans en se présentant eux-mêmes comme les gens du «commun». Ce fut l'un des points de départ des usages populaires du terme «commune» qui fut repris en 1870-1871, à Paris, par les «communards».

Les commentateurs qui ont utilisé le mot «jacquerie» pour parler du mouvement des Gilets jaunes ont voulu mettre l'accent sur un fait incontestable: le caractère spontané et inorganisé de ce conflit social. Même si ce mot est inapproprié, il est vrai qu'il existe malgré tout des points communs entre toutes les grandes révoltes populaires qui se sont succédé au cours du temps. En me fiant aux multiples reportages diffusés par les médias sur les Gilets jaunes, j'ai noté plusieurs éléments qui illustrent cette permanence.

Le principal concerne l'objet initial des revendications: le refus des nouvelles taxes sur le carburant. Les luttes antifiscales ont joué un rôle extrêmement important dans l'histoire populaire de la France. Je pense même que le peuple français s'est construit grâce à l'impôt et contre lui. Le fait que le mouvement des Gilets jaunes ait été motivé par le refus de nouvelles taxes sur le carburant n'a donc rien de surprenant. Ce type de luttes antifiscales a toujours atteint son paroxysme quand le peuple a eu le sentiment qu'il devait payer sans rien obtenir en échange. Sous l'Ancien Régime, le refus de la dîme fut fréquemment lié au discrédit touchant les curés qui ne remplissaient plus leur mission religieuse, et c'est souvent lorsque les seigneurs n'assuraient plus la protection des paysans que ceux-ci refusèrent de payer de nouvelles charges. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement des Gilets jaunes a été particulièrement suivi dans les régions où le retrait des services publics est le plus manifeste. Le sentiment, largement partagé, que l'impôt sert à enrichir la petite caste des ultra-riches, alimente un profond sentiment d'injustice dans les classes populaires.

Ces facteurs économiques constituent donc bien l'une des causes essentielles du mouvement. Néanmoins, il faut éviter de réduire les aspirations du peuple à des revendications uniquement matérielles. L'une des inégalités les plus massives qui pénalisent les classes populaires concerne leur rapport au langage public. Les élites passent leur temps à interpréter dans leur propre langue ce que disent les dominés, en faisant comme s'il s'agissait toujours d'une formulation directe et transparente de leur expérience vécue. Mais la réalité est plus complexe. J'ai montré dans mon livre, en m'appuyant sur des analyses de Pierre Bourdieu, que la Réforme protestante avait fourni aux classes populaires un nouveau langage religieux pour nommer des souffrances qui étaient multifformes. Les paysans et les artisans du 16^e siècle disaient: «J'ai mal à la foi au lieu de dire j'ai mal partout.» Aujourd'hui, les Gilets jaunes crient «j'ai mal à la taxe au lieu de dire j'ai mal partout». Il ne s'agit pas, évidemment, de nier le fait que les questions économiques sont absolument essentielles car elles jouent un rôle déterminant dans la vie quotidienne des classes dominées. Néanmoins, il suffit d'écouter les témoignages des Gilets jaunes pour constater la fréquence des propos exprimant un malaise général. Dans l'un des reportages diffusés par BFM-TV, le 17 novembre, le journaliste voulait absolument faire dire à la personne interrogée qu'elle se battait contre les taxes, mais cette militante répétait sans cesse: «on en a ras le cul», «ras le cul», «ras le bol généralisé».

«Avoir mal partout» signifie aussi souffrir dans sa dignité. C'est pourquoi la dénonciation du mépris des puissants revient presque toujours dans les grandes luttes populaires et celle des Gilets jaunes n'a fait que confirmer la règle. On a entendu un grand nombre de propos exprimant un sentiment d'humiliation, lequel nourrit le fort ressentiment populaire à l'égard d'Emmanuel Macron. «Pour lui, on n'est que de la merde». Le président de la République voit ainsi revenir en boomerang l'ethnocentrisme de classe que j'ai analysé dans mon livre.

Néanmoins, ces similitudes entre des luttes sociales de différentes époques masquent de profondes différences. Je vais m'y arrêter un moment car elles permettent de comprendre ce qui fait la spécificité du mouvement des Gilets jaunes. La première différence avec les «jacqueries» médiévales tient au fait que la grande majorité des individus qui ont participé aux blocages de samedi dernier ne font pas partie des milieux les plus défavorisés de la société. Ils sont issus des milieux modestes et de la petite classe moyenne qui possèdent au moins une voiture. Alors que «la grande jacquerie» de 1358 fut un sursaut désespéré des gueux sur le point de mourir de faim, dans un contexte marqué par la guerre de Cent Ans et la peste noire.

La deuxième différence, et c'est à mes yeux la plus importante, concerne la coordination de l'action. Comment des individus parviennent-ils à se lier entre eux pour participer à une lutte collective? Voilà une question triviale, sans doute trop banale pour que les commentateurs la prennent au sérieux. Et pourtant elle est fondamentale. À ma connaissance, personne n'a insisté sur ce qui fait réellement la nouveauté des Gilets jaunes: à savoir la dimension d'emblée nationale d'un mouvement spontané. Il s'agit en effet d'une protestation qui s'est développée simultanément sur tout le territoire français (y compris les DOM-TOM), mais avec des effectifs localement très faibles. Au total, la journée d'action a réuni moins de 300 000 personnes, ce qui est un score modeste comparé aux grandes manifestations populaires. Mais ce total est la somme des milliers d'actions groupusculaires réparties sur tout le territoire.

Cette caractéristique du mouvement est étroitement liée aux moyens utilisés pour coordonner l'action des acteurs de la lutte. Ce ne sont pas les organisations politiques et syndicales qui l'ont assurée par leurs moyens propres, mais les «réseaux sociaux». Les nouvelles technologies permettent ainsi de renouer avec des formes anciennes d'«action directe», mais sur une échelle beaucoup plus vaste, car elles relient des individus

qui ne se connaissent pas. Facebook, Twitter et les smartphones diffusent des messages immédiats (SMS) en remplaçant ainsi la correspondance écrite, notamment les tracts et la presse militante qui étaient jusqu'ici les principaux moyens dont disposaient les organisations pour coordonner l'action collective; l'instantanéité des échanges restituant en partie la spontanéité des interactions en face à face d'autrefois.

Toutefois les réseaux sociaux, à eux seuls, n'auraient jamais pu donner une telle ampleur au mouvement des Gilets jaunes. Les journalistes mettent constamment en avant ces «réseaux sociaux» pour masquer le rôle qu'ils jouent eux-mêmes dans la construction de l'action publique. Plus précisément, c'est la complémentarité entre les réseaux sociaux et les chaînes d'information continue qui ont donné à ce mouvement sa dimension d'emblée nationale. Sa popularisation résulte en grande partie de l'intense «propagande» orchestrée par les grands médias dans les jours précédents. Parti de la base, diffusé d'abord au sein de petits réseaux via Facebook, l'événement a été immédiatement pris en charge par les grands médias qui ont annoncé son importance avant même qu'il ne se produise. La journée d'action du 17 novembre a été suivie par les chaînes d'information continue dès son commencement, minute par minute, «en direct» (terme qui est devenu désormais un équivalent de communication à distance d'événements en train de se produire). Les journalistes qui incarnent aujourd'hui au plus haut point le populisme (au sens vrai du terme) comme Éric Brunet qui sévit à la fois sur BFM-TV et sur RMC, n'ont pas hésité à endosser publiquement un gilet jaune, se transformant ainsi en porte-parole autodésigné du peuple en lutte. Voilà pourquoi la chaîne a présenté ce conflit social comme un «mouvement inédit de la majorité silencieuse».

Une étude qui comparerait la façon dont les médias ont traité la lutte des cheminots au printemps dernier et celle des Gilets jaunes serait très instructive. Aucune des journées d'action des cheminots n'a été suivie de façon continue et les téléspectateurs ont été abreuvés de témoignages d'usagers en colère contre les grévistes, alors qu'on a très peu entendu les automobilistes en colère contre les bloqueurs.

Je suis convaincu que le traitement médiatique du mouvement des Gilets jaunes illustre l'une des facettes de la nouvelle forme de démocratie dans laquelle nous sommes entrés et que Bernard Manin appelle la «démocratie du public» (voir son livre *Principe du gouvernement représentatif*, 1995). De même que les électeurs se prononcent

en fonction de l'offre politique du moment – et de moins en moins par fidélité à un parti politique – de même les mouvements sociaux éclatent aujourd'hui en fonction d'une conjoncture et d'une actualité précises. Avec le recul du temps, on s'apercevra peut-être que l'ère des partis et des syndicats a correspondu à une période limitée de notre histoire, l'époque où les liens à distance étaient matérialisés par la communication écrite. Avant la Révolution française, un nombre incroyable de révoltes populaires ont éclaté dans le royaume de France, mais elles étaient toujours localisées, car le mode de liaison qui permettait de coordonner l'action des individus en lutte reposait sur des liens directs : la parole, l'interconnaissance, etc. L'État royal parvenait toujours à réprimer ces soulèvements parce qu'il contrôlait les moyens d'action à distance. La communication écrite, monopolisée par les «agents du roi», permettait de déplacer les troupes d'un endroit à l'autre pour massacrer les émeutiers.

Dans cette perspective, la Révolution française peut être vue comme un moment tout à fait particulier, car l'ancienne tradition des révoltes locales a pu alors se combiner avec la nouvelle pratique de contestation véhiculée et coordonnée par l'écriture (voir les cahiers de doléances).

L'intégration des classes populaires au sein de l'État républicain et la naissance du mouvement ouvrier industriel ont raréfié les révoltes locales et violentes, bien qu'elles n'aient jamais complètement disparu (voir le soulèvement du «Midi rouge» en 1907). La politisation des résistances populaires a permis un encadrement, une discipline, une éducation des militants, mais la contrepartie a été la délégation de pouvoir au profit des leaders des partis et des syndicats. Les mouvements sociaux qui se sont succédé entre les années 1880 et les années 1980 ont abandonné l'espoir d'une prise du pouvoir par la force, mais ils sont souvent parvenus à faire céder les dominants grâce à des grèves avec occupations d'usine, et grâce à de grandes manifestations culminant lors des «marches sur Paris» («de la Bastille à la Nation»).

L'une des questions que personne n'a encore posée à propos des Gilets jaunes est celle-ci : pourquoi des chaînes privées dont le capital appartient à une poignée de milliardaires sont-elles amenées aujourd'hui à encourager ce genre de mouvement populaire ? La comparaison avec les siècles précédents aboutit à une conclusion évidente. Nous vivons dans un monde beaucoup plus pacifique qu'autrefois. Même si la journée des Gilets jaunes a fait des victimes, celles-ci n'ont pas été fusillées par les forces de l'ordre. C'est le résultat des

accidents causés par les conflits qui ont opposé le peuple bloqueur et le peuple bloqué.

Cette pacification des relations de pouvoir permet aux médias dominants d'utiliser sans risque le registre de la violence pour mobiliser les émotions de leur public car la raison principale de leur soutien au mouvement n'est pas politique mais économique : générer de l'audience en montrant un spectacle. Dès le début de la matinée, BFM-TV a signalé des «incidents», puis a martelé en boucle le drame de cette femme écrasée par une automobiliste refusant d'être bloquée. Avantage subsidiaire pour ces chaînes auxquelles on reproche souvent leur obsession pour les faits divers, les crimes, les affaires de mœurs : en soutenant le mouvement des Gilets jaunes, elles ont voulu montrer qu'elles ne négligeaient nullement les questions «sociales».

Au-delà de ces enjeux économiques, la classe dominante a évidemment intérêt à privilégier un mouvement présenté comme hostile aux syndicats et aux partis. Ce rejet existe en effet chez les Gilets jaunes. Même si ce n'est sans doute pas voulu, le choix de la couleur jaune pour symboliser le mouvement (à la place du rouge) et de la *Marseillaise* (à la place de l'*Internationale*) rappelle malheureusement la tradition des «jaunes», terme qui a désigné pendant longtemps les syndicats à la solde du patronat. Toutefois, on peut aussi inscrire ce refus de la «récupération» politique dans le prolongement des combats que les classes populaires ont menés, depuis la Révolution française, pour défendre une conception de la citoyenneté fondée sur l'action directe. Les Gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération des partis politiques assument aussi confusément la tradition des sans-culottes en 1792-1793, des citoyens-combattants de février 1848, des communards de 1870-1871 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Époque.

C'est toujours la mise en œuvre de cette citoyenneté populaire qui a permis l'irruption dans l'espace public de porte-parole qui était socialement destinés à rester dans l'ombre. Le mouvement des Gilets jaunes a fait émerger un grand nombre de porte-parole de ce type. Ce qui frappe, c'est la diversité de leur profil et notamment le grand nombre de femmes, alors qu'auparavant la fonction de porte-parole était le plus souvent réservée aux hommes. La facilité avec laquelle ces leaders populaires s'expriment aujourd'hui devant les caméras est une conséquence d'une double démocratisation : l'élévation du niveau scolaire et la pénétration des techniques de communication audiovisuelle dans toutes les couches de la société. Cette compétence est complètement

niée par les élites aujourd'hui; ce qui renforce le sentiment de «mépris» au sein du peuple. Alors que les ouvriers représentent encore 20% de la population active, aucun d'entre eux n'est présent aujourd'hui à la Chambre des députés. Il faut avoir en tête cette discrimination massive pour comprendre l'ampleur du rejet populaire de la politique politicienne.

Mais ce genre d'analyse n'effleure même pas «les professionnels de la parole publique» que sont les journalistes des chaînes d'information continue. En diffusant en boucle les propos des manifestants affirmant leur refus d'être «récupérés» par les syndicats et les partis, ils poursuivent leur propre combat pour écarter les corps intermédiaires et pour s'installer eux-mêmes comme les porte-parole légitimes des mouvements populaires. En ce sens, ils cautionnent la politique libérale d'Emmanuel Macron qui vise elle aussi à discréditer les structures collectives que se sont données les classes populaires au cours du temps.

Étant donné le rôle crucial que jouent désormais les grands médias dans la popularisation d'un conflit social, ceux qui les dirigent savent bien qu'ils pourront siffler la fin de la récréation dès qu'ils le jugeront nécessaire, c'est-à-dire dès que l'audimat exigera qu'ils changent de cheval pour rester à la pointe de l'«actualité». Un tel mouvement est en effet voué à l'échec car ceux qui l'animent sont privés de toute tradition de lutte autonome, de toute expérience militante. S'il monte en puissance, il se heurtera de plus en plus à l'opposition du peuple qui ne veut pas être bloqué et ces conflits seront présentés en boucle sur tous les écrans, ce qui permettra au gouvernement de réprimer les abus avec le soutien de l'«opinion». L'absence d'un encadrement politique capable de définir une stratégie collective et de nommer le mécontentement populaire dans le langage de la lutte des classes est un autre signe de faiblesse car cela laisse la porte ouverte à toutes les dérives. N'en déplaise aux historiens (ou aux sociologues) qui idéalisent la «culture populaire», le peuple est toujours traversé par des tendances contradictoires et des jeux internes de domination. Au cours de cette journée des Gilets jaunes, on a entendu des propos xénophobes, racistes, sexistes et homophobes. Certes, ils étaient très minoritaires, mais il suffit que les médias s'en emparent (comme ils l'ont fait dès le lendemain) pour que tout le mouvement soit discrédité.

L'histoire montre pourtant qu'une lutte populaire n'est jamais complètement vaine, même quand elle est réprimée. Le mouvement des Gilets jaunes place les syndicats et les partis de gauche face à leurs responsabilités. Comment s'adapter à

la réalité nouvelle que constitue la «démocratie du public» pour faire en sorte que ce type de conflit social – dont on peut prévoir qu'il se reproduira fréquemment – soit intégré dans un combat plus vaste contre les inégalités et l'exploitation? Telle est l'une des grandes questions à laquelle il faudra qu'ils répondent.

SOURCE : ENTRE LES LIGNES ENTRE LES MOTS, BLOG DE GÉRARD NOIRIEL

DES GILETS ROUGES AUX GILETS JAUNES : LA CLASSE OUVRIÈRE INTROUVABLE ?

JEAN-FRANÇOIS CABRAL

22 NOVEMBRE 2018

Le jaune n'a généralement pas bonne presse au sein du mouvement ouvrier et celui-ci est parfois victime d'une certaine forme de persistance rétinienne. Pourtant si le mouvement des Gilets jaunes a quelque chose à nous apprendre, c'est justement que le monde d'aujourd'hui n'a plus grand-chose à voir avec les fantômes d'hier, même si nos grilles de lecture sont restées à la traîne.

Mouvement de «petits patrons», mouvement infiltré par l'extrême droite? Ce jugement pour le moins expéditif a été largement colporté par certains milieux militants. Peut-être pas sans fondement au démarrage, mais la prise de position des directions syndicales, de la CGT et de Solidaires en particulier, ont beaucoup fait pour que la réalité mouvante d'un mouvement naissant ne soit jamais abordée autrement qu'avec suspicion.

En réalité, ce n'est pas tant le mouvement des Gilets jaunes lui-même qui est compliqué que le mouvement ouvrier. Lequel finit par être de plus en plus empêtré dans ses vieux mythes au point de ne plus très bien savoir où il habite.

Le retour des années 1930 l'obsède littéralement. Un drapeau tricolore accroché au milieu d'un barrage routier – ou le même brandi par des jeunes (souvent issus de l'immigration!) le soir d'une finale de coupe du monde et parfois doublé d'une *Marseillaise* – et ce serait le début d'une grande vague réactionnaire, voire la confirmation

d'un «fascisme» rampant... Autant de mites qui finissent par trouser nos mémoires et brouiller nos regards, car évidemment à cette aune, rien ne collera jamais avec nos schémas préétablis!

Alors posons-nous le problème à l'inverse: comment imaginer un mouvement social réel, un mouvement de masse, dans la France de 2018? Du moins si nous prenons au sérieux nos propres analyses sur le recul de la conscience de classe, la dégradation des rapports de force (dont le résultat concret est qu'une partie du prolétariat n'a jamais participé à une seule journée de grève depuis des dizaines d'années!), l'éclatement de ce même prolétariat du fait des évolutions du monde du travail et trente ans de lepénisme? Un «nouveau 68» qui surgirait de nulle part? Sociologiquement et politiquement comparable?

La formule a fini par devenir un carcan, même si elle a été brandie comme un drapeau par de nombreux Gilets jaunes. Un carcan car comment imaginer un «nouveau 68» dans un pays qui n'a plus rien à voir avec celui des années 1950-1960? Celui de l'après-guerre, du mouvement stalinien et de la guerre du Vietnam? Un «68» hors-sol, hors contexte? Comme si le seul problème cette fois serait qu'il aille «jusqu'au bout»?

La première chose est donc de remettre les compteurs à l'endroit et d'éviter de faire comme le vieux Delescluze de la Commune de Paris qui pensait pouvoir rejouer 1792 dans un monde qui avait changé.

La réalité sociale est devenue plus complexe. D'anciens prolétaires se font auto-entrepreneurs et côtoient des petits patrons qui ont les mains dans le cambouis: un problème, vraiment?

La situation politique est devenue elle aussi plus compliquée. Mais comment pourrait-elle être autrement? La majorité de notre classe n'a plus confiance dans les organisations syndicales ou politiques. Elle s'abstient plus qu'elle ne vote pour Le Pen, mais sur fond de «populismes» variés et nauséabonds dans toute l'Europe. Dans ces conditions, faut-il croire au miracle du Saint-Esprit? Même dans les cortèges de grévistes cheminots, combien étaient-ils à trouver que «Marine ne dit pas que des conneries»? Et à ne rien lâcher face aux patrons, face au gouvernement, tous ensemble?

On peut bien sûr rester au bord de la piscine et trouver que l'eau est un peu froide à notre goût. On peut aussi se dire qu'on a encore de la chance d'avoir un mouvement social qui s'en prend au «Président des riches» et qui veut comprendre où va l'argent, à quoi il sert, et pourquoi on nous taxe au moment où on supprime l'ISF, au lieu

de s'en prendre collectivement et violemment aux migrants comme cela se passe aujourd'hui en Allemagne ou en Italie.

LE TEMPS NOUS EST COMPTÉ

La montée des idées réactionnaires est partout, y compris dans les quartiers populaires pourtant victimes de racisme et de discriminations. Face au danger, la réponse n'est pas dans la désertion. Elle ne consiste pas non plus à se payer de mots sur les syndicats et leurs directions qui devraient appeler à une «journée d'action interprofessionnelle», en se faisant croire que ça va être possible dans les jours qui viennent. Les directions ne sont pas prêtes et il ne suffit pas de claquer dans les doigts. Par contre la question se posera concrètement samedi de savoir si on en sera, ou pas. Il faudra en être, bien évidemment!

Alors peut-être que les uns et les autres, nous aurions aimé que les choses se passent autrement. Mais pour l'instant, il y a ce mouvement réel et ce mouvement avance. Il se décante même à sa façon, malgré l'absence d'une partie des militants du mouvement ouvrier, même si rien n'est définitivement acquis non plus. Les patrons du transport routier ont sans doute envisagé pouvoir s'en servir. Mais le 19 novembre, le naturel a vite repris le dessus en appelant le gouvernement à dégager les barrages.

Ce mouvement fait partie de notre classe telle qu'elle est et nous avons notre part de responsabilité. Non pas en agitant l'épouvantail des «fachos», en tétanisant notre milieu. Mais en faisant ce qu'ont fait les camarades de la CGT de PSA, en appelant à la grève samedi dernier, sans rien opposer.

Nous savons désormais d'expérience que nos mots d'ordre autour des salaires et de la taxation des riches ne sont pas étrangers, encore moins rejetés par le mouvement. Encore faut-il qu'ils s'expriment en dehors des tous petits milieux de la «gauche sociale et politique» que la plupart des gens n'ont plus envie d'écouter ou ignorent tout simplement. [...]

SOURCE: MEDIAPART

LE BESOIN D'UNE UNITÉ QUI DONNE UNE PERSPECTIVE À TOUS LES TRAVAILLEUR-EUSES, AVEC OU SANS GILET JAUNE

L'INSURGÉ

23 NOVEMBRE 2018

Depuis dix-huit mois, le gouvernement Macron mène une offensive d'une immense brutalité contre les travailleurs et travailleuses, contre les acquis sociaux et les services publics. Tout y passe : le Code du travail et la protection contre les licenciements, le pouvoir d'achat des retraités avec la hausse de la CSG (contribution sociale généralisée – impôt), le statut des cheminots de la SNCF, le pouvoir d'achat de tous avec les hausses massives du gazole et de l'essence, du gaz et de l'électricité, du timbre-poste...

Des hôpitaux sont fermés, les universités asphyxiées sont mises en concurrence, les lycéens bacheliers ne peuvent plus accéder à l'université de leur choix, les contrats à durée déterminée et toutes les formes de petits boulots se développent au détriment des contrats à durée indéterminée, les réfugié-es, les migrant-es sont pourchassé-es, etc.

Et ce n'est pas fini : sont annoncées la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires et la dislocation de leur statut, la destruction du système des retraites, l'obligation pour tous les jeunes d'un service civique obligatoire pour les embrigader, les endoctriner...

Et depuis dix-huit mois, les partis bourgeois (Parti républicain de Wauquiez et Rassemblement national de Marine le Pen) critiquent Macron... parce qu'il ne va pas assez loin ni assez vite dans sa politique antisociale !

Depuis plus d'un an, les travailleurs n'ont cessé de se mobiliser contre cette politique : mobilisation en défense du Code du travail, mobilisation des cheminots, manifestations des retraités, grèves et manifestations des enseignants, des infirmières et hospitaliers, des personnels des EHPAD (établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes).

Dans toutes ces mobilisations, les syndicats des travailleurs ont été un outil d'organisation

indispensable. Mais la politique suivie par les directions syndicales a conduit à l'échec : souvent ces directions ont refusé de formuler des revendications claires (d'exiger par exemple le retrait du projet contre les cheminots et la SNCF) et, toujours, elles ont accepté de discuter avec Macron et son gouvernement, de se concerter sur les projets réactionnaires : ce dialogue social permanent a sauvé le gouvernement et sa politique, le dialogue social conduit les travailleurs et travailleuses à l'échec !

Dans ces conditions, il est assez logique que la protestation sociale surgisse de nouveau, mais par d'autres voies. C'est le cas depuis quelques jours avec celle des Gilets jaunes.

WAUQUIEZ ET LE PEN TENTENT D'INSTRUMENTALISER LA COLÈRE SOCIALE

Le mouvement des Gilets jaunes est spontané... mais la spontanéité surgit toujours dans des conditions concrètes et peut être « aigüillonnée » par des forces organisées, sociales et politiques. Ainsi, plusieurs semaines avant le 17 novembre, début de la mobilisation, les médias assuraient la couverture de cette action et des quotidiens locaux y consacraient leur première page un jour sur deux.

L'absence de revendications claires, la non-organisation de cette mobilisation ont facilité les opérations de Wauquiez, Dupont-Aignan [Debout la France] et Marine Le Pen qui ont incité leurs militants à s'inscrire dans les barrages routiers et les rassemblements, alors que toute leur politique va dans le même sens que Macron. Il en est résulté un certain nombre d'actes intolérables (propos racistes ou homophobes, livraison de sans-papiers à la gendarmerie...). Cela est inévitable : l'absence de frontières de classe laisse la porte ouverte à toutes les dérives.

Pourtant, une grande partie des Gilets jaunes sont des salarié-es, des retraité-es et des chômeurs et chômeuses, des artisans. Ils ne peuvent que vomir ces dérives. Encore faut-il que les organisations « ouvrières », syndicats et partis, reprennent l'initiative du combat contre Macron et fournissent à toute la population laborieuse les moyens politiques de ce combat.

NÉCESSITÉ DU FRONT UNIQUE OUVRIER CONTRE MACRON, WAUQUIEZ, LE PEN

Du côté des partis de « gauche » (plus ou moins d'origine ouvrière, et tous plus ou moins réformistes), cela implique de mettre fin à une politique de division et à la concurrence électorale pour des postes d'élus aux prochaines élections européennes et municipales. Il s'agit de réaliser l'unité sur des mots d'ordre clairs : entre autres la hausse

des salaires, le refus de toute nouvelle réforme des retraites, le refus du service civique-militaire obligatoire pour la jeunesse, l'abrogation de la réforme de la SNCF...

Une telle unité éviterait que certains dirigeants «de gauche» aillent manifester aux côtés de Dupont Aignan déguisé en gilet jaune.

Du côté des organisations syndicales, l'urgence absolue est de mettre fin au dialogue social avec le gouvernement qui ne sert qu'à conforter sa politique. Sur cette base, il s'agit de proposer le rassemblement de tous les travailleurs et travailleuses, avec leurs organisations, sur des revendications claires: augmentation des salaires et rattrapage du pouvoir d'achat perdu, retour à l'échelle mobile des salaires (augmentant comme les prix) garantissant au minimum le pouvoir d'achat, suppression de la CSG et défense de la sécurité sociale (suppression de toutes les exonérations de cotisations sociales), retrait des projets de lois contre l'école et contre la fonction publique, aucune suppression de postes dans les services publics (hôpitaux, école, poste...) et création de tous les emplois nécessaires (EHPAD...).

L'unité des organisations, sur de tels mots d'ordre, par la grève et les manifestations unies, serait le moyen d'infliger une défaite à Macron, d'ouvrir ainsi la perspective de son départ nécessaire.

Une telle unité donnerait une perspective à tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans Gilets jaunes. Elle mettrait en échec les manœuvres de Wauquiez et de Le Pen qui cherchent à instrumentaliser la colère sociale et dont l'objectif est de récupérer tôt ou tard le pouvoir pour finir de détruire tous les acquis sociaux.

Macron devra, tôt ou tard, partir mais cela ne doit pas être au profit de Wauquiez ou de Le Pen; ce départ doit au contraire ouvrir la voie à un gouvernement au service des travailleurs et travailleuses.

SOURCE : À L'ENCONTRE

POURQUOI ET COMMENT EN ÊTRE

ALAIN BIHR

2 DÉCEMBRE 2018

Il n'est plus nécessaire de rappeler l'ampleur d'un mouvement qui n'a eu d'égale que la surprise générale qu'a provoqué son déclenchement et que prolongent sa durée et sa radicalisation. Par contre, son existence même et son devenir continuent à poser quelques questions théoriques et politiques.

LES CARACTÉRISTIQUES SOCIOLOGIQUES DU MOUVEMENT

Les reportages journalistiques à chaud tout comme les témoignages de militants ayant pris part au mouvement de blocages permettent d'en souligner l'hétérogénéité en termes de composition de classe qui contraste avec sa concentration spatiale¹.

Sa composition pluriclassiste ne fait guère de doute, le gros en étant cependant constitué par des prolétaires (ouvriers et employés, salariés ou non), auxquels s'ajoutent des membres des couches inférieures de l'encadrement (agents de maîtrise, techniciens) ou de la petite-bourgeoisie (artisanne essentiellement, souvent des auto-entrepreneurs, mais aussi paysanne et même intellectuelle, par exemple des infirmières libérales) et même des éléments du petit patronat. On peut aussi relever la présence de femmes et de retraité-e-s bien plus importante que dans les mobilisations dont nous avons l'habitude.

Si cette hétérogénéité n'a pas nui au mouvement, c'est que tous et toutes partagent un certain nombre de points communs ayant rendu possible leur convergence. Ce sont autant de victimes des politiques austéritaires pratiquées par l'ensemble

1. À ces deux sources d'information, je me permets d'en ajouter une troisième, plus restreinte spatialement mais plus directe et plus compréhensive, plus subjective aussi. Depuis plusieurs années, je passe les deux tiers de mon temps dans un petit village en Déodatie (la région de Saint-Dié-des-Vosges), ce qui m'a permis d'observer directement bon nombre de phénomènes qui éclairent le déclenchement du mouvement des Gilets jaunes. Lors du premier week-end de mobilisation de ces derniers, dans un rayon de dix kilomètres autour de ce village, ce ne sont pas moins de cinq blocages qui y ont eu lieu (deux aux principales entrées dans Saint-Dié, un à Moyenmoutier, un à La Petite Raon, un à Raon-L'Étape). Le département des Vosges a connu ce weekend-là quelque quatre-vingt points de blocage, la plupart concentrés dans l'est du département, au pied du massif vosgien même, quelques-uns dans des localités que vous aurez du mal à situer sur une carte : Provenchères-sur-Fave, Frapelle, Anould, Le Syndicat, etc.

des gouvernements depuis près de quatre décennies. Elles se sont traduites pour elles par la dégradation de leurs conditions d'emploi, de travail et de rémunération; par la difficulté grandissante de «joindre les deux bouts en fin de mois»; par l'angoisse grandissante du lendemain pour soi et pour les siens (les enfants notamment); par la dégradation ou même la disparition des services publics et équipements collectifs auxquels elles pouvaient naguère encore avoir accès; par le sentiment de n'être plus représentées (prises en compte et en considération) par personne (notamment les organisations syndicales, professionnelles, politiques), si ce n'est quelquefois les maires (mais qui ont de moins de moins de pouvoir); par le sentiment d'être abandonnées et laissées à elles-mêmes et d'être franchement méprisées, par des gouvernants qui n'ont plus d'yeux, d'oreilles et de voix que pour «les premiers de cordée»!

Ces «dépossédés» disposent cependant encore de cette force collective qu'est la solidarité locale, basée sur des liens de parenté et de voisinage, faite de connaissance et de reconnaissance réciproques, mais aussi de toute une «économie souterraine» d'entraide, d'échanges de services, de dons et de contre-dons, qui assure au-delà de la survie la possibilité de «s'en sortir». Sans quoi on ne s'expliquerait pas que des hommes et des femmes aient participé aux opérations menées par les Gilets jaunes, dans la froidure de novembre, plusieurs jours de suite et jusqu'à plus de dix dans certains cas.

La seconde caractéristique sociologique notable du mouvement est sa localisation dans le rural périurbain. C'est que les catégories sociales précédentes sont de plus en plus expulsées des centres urbains et même des périphéries urbaines immédiates sous l'effet de l'augmentation des prix du foncier et de l'immobilier urbains et de l'étalement spatial des villes (développement du rural). D'autre part, dans cet espace, la dépendance à l'égard de l'automobile individuelle est maximale: il y faut au moins une automobile par ménage non seulement pour aller au boulot, mais aussi pour faire ses courses, emmener les enfants à l'école et aux activités périscolaires, se rendre chez le médecin, effectuer les démarches administratives indispensables, participer aux activités associatives locales, etc., du fait de la concentration grandissante des équipements et des services, privés ou publics, dans les centres ou les périphéries urbaines, de l'absence ou de la carence des moyens de transport en commun, de la préférence accordée à l'habitation individuelle favorisant la dispersion de l'habitat.

D'où, le caractère contraint des dépenses de carburants pour ces ménages¹ et, par conséquent, vu leur précarité budgétaire, l'extrême sensibilité de ces populations au prix des carburants. Ce sont leur augmentation continue au cours de ces derniers mois, suivant en cela le cours du pétrole sur le marché mondial, et l'annonce de leur augmentation prochaine (au 1^{er} janvier: + 6,5 centimes par litre de gazole, + 2,9 centimes par litre de SP95) sous l'effet de l'alourdissement de la taxe intérieure de consommation sur les produits énergétiques (TICPE) qui ont constitué la goutte d'eau qui a mis le feu aux poudres! D'autant plus que, parce que le gazole a été longtemps sous-taxé relativement aux autres carburants, le parc des voitures individuelles compte encore aujourd'hui plus de 60% de véhicules à moteur diesel. D'où aussi le choix de leurs modes d'action (bloquer ou filtrer la circulation automobile pour sensibiliser les automobilistes) et le choix du symbole de ralliement (le fameux gilet jaune).

DES CARACTÉRISTIQUES POLITIQUES ET IDÉOLOGIQUES DU MOUVEMENT

La composition sociologique du mouvement suffit pour l'essentiel à en expliquer les limites originelles sur le plan politique et idéologique. Ses revendications immédiates se sont limitées à exiger une baisse du prix des carburants, notamment des taxes entrant pour 60% dans ce prix. Mais cette dimension antifiscale ne s'en est prise qu'à un aspect mineur de la politique fiscale du gouvernement, sans remettre en cause l'ensemble de celle-ci, notamment l'augmentation de la fiscalité indirecte au bénéfice de la fiscalité directe et, au sein de cette dernière, de la fiscalité sur les revenus du travail au bénéfice des revenus du capital, donc des hauts revenus et des grandes fortunes: voir la baisse du taux de l'impôt sur les sociétés (les entreprises: IS), la flat tax sur les revenus du capital, la suppression des tranches supérieures de l'impôt sur le revenu (IRPP), la suppression de l'impôt de solidarité sur la fortune (ISF)². Et les Gilets jaunes n'ont pas davantage immédiatement contesté l'affectation des recettes fiscales (le

1. Comme l'a opportunément rappelé Michel Husson, «Les fondements microéconomiques de la connerie», <http://alencontre.org/economie/les-fondements-microeconomiques-de-la-connerie.html>.

2. Selon une estimation de l'OFCE, ce sont les 5% de ménages les plus riches qui seront les principaux bénéficiaires de la politique socio-fiscale de l'actuel gouvernement, qui (indépendamment d'autres facteurs) leur vaudra de connaître une augmentation de pouvoir d'achat de 2,2% fin 2019 par rapport à fin 2017, alors que les 5% de ménages plus pauvres n'y auront gagné que 0,2%: onze fois moins! Voir M. Plane et R. Sampognaro, «Budget 2018: pas d'austérité mais des inégalités», *Policy Brief de l'OFCE*, n° 30, janvier 2018, www.ofce.sciences-po.fr/pdf/pbrief/2018/Pbrief30.pdf.

volet dépenses publiques) au bénéfice là encore du capital (voir par exemple le crédit compétitivité emploi – CICE – d'un montant de quelque cent dix milliards sur cinq ans) au détriment du travail (les coupes claires dans le financement des services publics et des équipements collectifs, dont une partie constitue la part socialisée du salaire). Mais pareilles limites n'étaient a priori pas étonnantes de la part de populations qui n'ont eu jusqu'à présent, pour l'immense majorité d'entre elles, aucune expérience ni formation politiques et dont c'étaient souvent la première mobilisation revendicative.

C'est en tirant argument de pareilles limites immédiates que différentes voix se sont fait entendre pour discréditer le mouvement ou, du moins, jeter la suspicion sur lui. Passons sur le mépris ordinaire de «premiers de cordée» pour le «bas peuple». Plus étonnantes et inquiétantes ont été celles de ces voix en provenance de la gauche et même de l'extrême gauche. Le mouvement a ainsi été qualifié de poujadiste. Dans la seconde moitié des années 1950, le poujadisme a été un mouvement essentiellement composé d'éléments de la petite-bourgeoisie (notamment commerçante) et du petit capital menacé par la pénétration du grand capital (en devenir oligopolistique) dans certaines branches de l'industrie, du commerce et des services ainsi que par la mise en place des institutions caractéristiques du compromis fordiste entre capital et travail salarié (notamment la Sécurité sociale). Alors que le présent mouvement est à dominante des éléments du prolétariat menacés par le démantèlement continu des acquis du compromis fordiste. Seul point commun: l'antifiscalisme; mais alors qu'il a été un point de fixation pour le mouvement poujadiste, le présent mouvement des Gilets jaunes l'a déjà dépassé, comme on le verra plus loin.

Nos «belles âmes» de gauche et d'une partie de l'extrême gauche ont aussi accusé ce mouvement d'être à la traîne de la droite dure et de l'extrême droite. Ces accusations ont été lancées sur la base de l'observation de propos, slogans ou comportements sexistes et racistes au sein des collectifs de Gilets jaunes; de la présence dans des collectifs de symboles ou de marqueurs de la droite ou de l'extrême droite nationaliste (le drapeau tricolore, la *Marseillaise*); du soutien immédiat recueilli par les Gilets jaunes de la part des leaders d'extrême droite ou de la droite extrême (Le Pen, Dupont-Aignan, Vauquiez) tentant de récupérer le mouvement à leurs fins propres et de la participation de militants d'extrême droite à certains de leurs collectifs.

Bien qu'à de multiples reprises les Gilets jaunes aient déclaré se vouloir «apolitiques» (il est vrai que l'apolitisme est plutôt de droite), répondons quand même aux accusations précédentes. Outre que les actes et paroles racistes ou sexistes sont restés minoritaires en leur sein, les Gilets jaunes n'ont malheureusement pas le monopole ni du sexisme ni du racisme. De ce point de vue, des militants et organisations de gauche et d'extrême gauche feraient bien de balayer devant leur propre porte. De plus, attendre qu'un mouvement populaire spontané soit idéologiquement pur pour le soutenir et y intervenir, c'est se condamner à l'impuissance et mettre la charrue avant les bœufs: exiger comme point de départ ce qui ne peut être qu'un point d'arrivée. Par ailleurs, il est discutable de faire du drapeau tricolore et de la *Marseillaise* des marqueurs de la seule droite ou extrême droite nationaliste; on peut tout aussi bien rappeler l'héritage révolutionnaire qui y est attaché, le seul à la disposition de populations privées de tout autre héritage révolutionnaire. Enfin et surtout, ce n'est pas tant la présence d'éléments de la droite et l'extrême nationalistes dans le mouvement des Gilets jaunes dont il faut s'alarmer que l'absence de la gauche et de l'extrême gauche pour leur faire contrepoids et les chasser du mouvement.

CRITIQUE DE L'ATTITUDE DES ORGANISATIONS SYNDICALES ET POLITIQUES DE GAUCHE ET D'UNE PARTIE DE L'EXTRÊME GAUCHE

Dans leur ensemble, ces organisations se sont en effet tenues à l'écart de ce mouvement, au moins dans un premier temps. Du côté politique, on a assisté à un soutien du bout des lèvres du côté du PS (pas encore remis de sa déconfiture de l'an dernier) et du PC (occupé par son congrès), à un soutien plus résolu du côté de la FI, du NPA ou d'AL (Alternative libertaire) mais sans pour autant appeler à une participation massive au mouvement – quelques individualités mises à part (Ruffin, Besancenot, Poutou). Quant aux organisations syndicales, elles ont présenté un dégradé d'attitudes allant de l'indifférence à la franche méfiance confinant à l'hostilité (le pompon revenant comme d'habitude à la CFDT, dont le secrétaire général y aura vu «une forme de totalitarisme») – à l'exception de quelques structures locales ou fédérales (CGT-Métallurgie, Sud-Industrie, SUD-PTT, FO-Transports) et, bien évidemment, de ceux de leurs militants ou membres qui ont, au contraire, plus ou moins rapidement fait le choix contraire.

Les raisons d'une telle attitude sont multiples. Y ont eu leur part les critiques précédentes du mouvement, assorties de l'accusation de rouler

pour le patronat... de l'industrie de transport routier, qui a soutenu le mouvement du fait de sa revendication-phare, avant de se rétracter rapidement en protestant contre les blocages routiers. Plus profondément, il faut sans doute incriminer l'hostilité de principe à l'égard de mouvements sociaux spontanés (le mouvement des Gilets jaunes est parti d'une pétition qui a circulé sur les «réseaux sociaux») de la part d'états-majors qui ont l'habitude de faire défiler leurs troupes où et quand eux seuls l'ont décidé. Enfin, il faut encore pointer leur extériorité à l'égard de toute cette partie des couches populaires dans laquelle ces organisations n'ont pas (plus) aucune implantation et qui leur est devenue aussi étrangère et invisible qu'elle l'est pour le pouvoir. Ce qui en dit long sur leur manque d'ancrage dans le «pays réel» et a valu à ces soi-disant avant-gardes de se retrouver à la traîne d'un mouvement populaire, au moins à ses débuts.

Évidemment, pareille attitude est non seulement une erreur mais une faute politique grave. Le mouvement des Gilets jaunes est certes composite, partagé entre des tendances divergentes, gros de possibles contraires. Sa plate-forme revendicative initiale était pauvre et son horizon politique limité (pour ne pas dire inexistant). Mais son potentiel de lutte était et reste énorme, comme l'ont déjà prouvé l'enrichissement de la première et l'élargissement du second¹. Et c'est précisément la mission des organisations syndicales et politiques anticapitalistes d'intervenir en son sein et à ses côtés pour amplifier, accélérer ce double processus et orienter le mouvement dans un sens globalement favorable aux intérêts de classe de ses membres. Reste à déterminer comment.

PROPOSITIONS POUR PÉRENNISER, ÉTENDRE ET RENFORCER LE MOUVEMENT

Surtout ne pas intervenir en donneurs de leçons et, encore moins, en donnant l'impression de vouloir récupérer le mouvement au profit d'une organisation quelconque ou d'un programme politique défini. Défendre au contraire l'autonomie intégrale du mouvement par rapport à

1. Voir par exemple la plate-forme revendicative adoptée le 28 novembre en prévision de la réception d'un certain nombre de délégués à Matignon (qui n'a finalement pas eu lieu) : www.francetvinfo.fr/economie/transports/gilets-jaunes/zero-sdf-retraites-superieures-a-1-200-euros-salaire-maximum-a-15-000-euros-decouvrez-la-longue-liste-des-revendications-des-gilets-jaunes_3077265.html?fbclid=IwAR0JFfwjPHMqH28JEzSiLdKp3_YuHGxEp0ZAlhNBznMn6OIC4qaZXydFeA. Voir aussi la vidéo visible à l'adresse suivante : www.youtube.com/watch?v=gjV1gy9LUBg. Ainsi que la liste des revendications dans les « cahiers de doléances » publié, ce 2 décembre 2018, sur le site [Alencontre.org](https://alencontre.org/europe/france/france-debat-les-cahiers-de-doleances-des-gilets-jaunes.html), <https://alencontre.org/europe/france/france-debat-les-cahiers-de-doleances-des-gilets-jaunes.html>.

l'extérieur et la démocratie interne. Et se contenter de défendre, en son sein, un certain nombre de propositions parmi lesquelles je livre les suivantes à la discussion.

Quant aux formes d'organisation. Promouvoir la démocratie assembléeiste dans les collectifs. Faire de chaque rassemblement un lieu de discussion et de délibération. Défendre l'autonomie des collectifs locaux tout en plaidant pour la plus large coordination possible entre les collectifs locaux sur une base territoriale définie par eux. Mandater strictement les délégués aux coordinations en question. Ne pas accepter l'institution de soi-disant représentants nationaux chargés de négocier avec le gouvernement. Mais chercher autant que possible à favoriser le rapprochement avec les organisations et mouvements qui se seront déclarés favorables au mouvement et lui auront apporté leur soutien, sans tentative d'instrumentalisation de part ou d'autre, à commencer par celles et ceux (essentiellement les organisations syndicales et les mouvements lycéens et étudiants) qui sont déjà engagés dans des actions revendicatives sur leur terrain propre. Car le potentiel de mécontentement et de révolte est immense dans l'ensemble du pays, comme l'ont prouvé le samedi 1^{er} décembre des scènes d'émeute à Paris mais aussi en province (Marseille, Saint-Étienne, Le Puy-en-Velay, Tours), qui n'ont pas été le fait des seuls « casseurs » habituels.

Quant au contenu revendicatif. Proposer l'élaboration d'une plate-forme revendicative intégrant des revendications immédiates tout en défendant la nécessité de les élargir et de les approfondir. À titres d'exemples :

* Baisse immédiate du prix des carburants par l'intermédiaire de la TICPE, qui constitue actuellement la quatrième source de recettes fiscales de l'État (après la TVA, l'IRPP, et l'IS). Institution d'un prix administré de manière à éviter les dérapages à la pompe.

* Forte revalorisation des principaux revenus dont vivent les couches populaires mobilisées : porter le Smic et les pensions de retraite au niveau du salaire médian actuel (environ 1 700 euros) ; revalorisation équivalente de l'ensemble des prestations sociales ; porter les minimas sociaux au-delà de l'actuel seuil de pauvreté (par exemple à 1 200 euros).

* Adoption et mise en œuvre urgente d'un plan de lutte contre la misère. Relogement de tous les SDF dans des logements vacants comme la loi l'y autorise.

* Instauration d'un encadrement des loyers. Lancement d'un programme pluriannuel d'isolement

de l'ensemble des logements, sociaux ou non, financés sur fonds publics, en commençant par ceux occupés par des ménages en état de précarité énergétique.

* Allègement de la fiscalité indirecte (par exemple élargissement du panier des biens et services soumis au taux de TVA réduit avec imposition d'un prix plafond – pour éviter que les commerçants n'empochent la différence). Allègement de la fiscalité directe pesant sur le travail (par exemple des taux de la CSG). Alourdissement de la fiscalité directe sur le capital, les hauts revenus et les grandes fortunes: rétablissement des tranches supérieures de l'IRPP; augmentation du taux d'imposition des revenus de la propriété au titre de protection sociale; forte taxation de la part des profits distribués sous forme de dividendes; augmentation du taux de l'IS; rétablissement de l'ISF. Suppression du CICE et de l'ensemble des niches fiscales, dont le montant sera réaffecté au financement des différentes mesures écologiques et sociales énoncées par ailleurs.

* Adoption d'un moratoire sur la dette publique. Ouverture d'une procédure d'audit de cette dette pour en déterminer la part illégitime qui ne sera pas remboursée.

* Élaboration d'un cahier revendicatif contre la dégradation des services publics et, inversement, pour le renforcement de ces services, notamment en matière de transports (réouverture de lignes locales de chemin de fer fermées, gratuité des transports en commun), de santé (institution d'une période de présence obligatoire des jeunes médecins dans les déserts médicaux, réouverture des hôpitaux et services hospitaliers fermés, en les dotant de moyens supplémentaires) et d'éducation (aucune fermeture de classe dans le primaire, institution d'une distance minimale à parcourir par les élèves de l'enseignement secondaire et mise en place de ramassage scolaire systématique, des moyens supplémentaires pour les activités périscolaires).

* Abrogation de l'ensemble des mesures visant au démantèlement de la protection sociale: abrogation des mesures de déremboursement des médicaments; plan d'urgence pour pouvoir les hôpitaux publics de moyens supplémentaires et abandon de toute subvention aux cliniques privées; instauration d'un droit à la retraite pour tous après trente ans d'activité sur la base de 75% du meilleur revenu brut d'activité plafonné à deux fois le Smic¹.

Quant aux formes d'action. Sans abandonner les opérations de blocage ou de filtrage de la circulation automobile aux abords des villes (pour discuter avec les automobilistes, les inciter à rejoindre le mouvement, leur faire connaître les revendications), adopter des formes d'action adaptées aux revendications précédentes (par exemple blocage ou occupation de services publics pour appuyer les revendications des personnels de ces services et informer les publics des revendications à leur sujet; investissement des mairies, des conseils départementaux et régionaux, des permanences des députés et sénateurs pour les contraindre à relayer les revendications précédentes).

Mais, surtout, il me paraît nécessaire de privilégier les actions décentralisées mais coordonnées en province plutôt que des actions centralisées sur Paris: pour permettre au maximum de personnes d'y prendre part; pour permettre aux collectifs locaux de rester maîtres de leurs décisions et de leur calendrier; pour paralyser progressivement le pays; pour épuiser le gouvernement et ses soi-disant «forces de l'ordre» en les obligeant à multiplier leurs points d'intervention et leur déplacement.

Par-delà les propositions précédentes, qui peuvent et doivent être débattues collectivement au sein du mouvement, c'est surtout la nécessité et l'urgence d'intervenir au sein de celui-ci pour lui permettre d'aller le plus loin possible qui ne devrait plus faire débat au sein des organisations syndicales et politiques anticapitalistes. Et, quelle que soit son issue, ce mouvement aura révélé l'existence d'un immense champ de couches populaires qui doit constituer une véritable terre de mission pour ces organisations dans les mois et années à venir. Sans quoi il ne faudra pas s'étonner et se plaindre de voir ces couches populaires céder encore un peu plus aux sirènes de l'extrême droite qui sauront, pour leur part, y attiser le ressentiment, y semer la xénophobie et racisme et y favoriser le repli identitaire.

SOURCE : À L'ENCONTRE

1. Une bonne partie de ces mesures font déjà partie de la plateforme revendicative signalée dans la note précédente.

Les éditions Syllepse vous invitent à découvrir leur catalogue

www.syllepse.net



quand l'acide

ALL POWER TO THE PEOPLE

Une révolution inachevée

1871
AUTEUR DE LA COMMUNE DE MARSEILLE

Henri Lefebvre
Métaphilosophie

L'ALGERIE AU COEUR

COLLECTIF ANGOLES MORTS
VENGEANCE D'ÉTAT
VILLIERS-LE-BEL
DES RÉVOLTÉS
AUX PROCÈS

REVOLUTION
mexicaine

DE SUEUR ET DE SANG

Textes et discours
DES BLACK PANTHERS

CHICAGO
LE MOMENT 6

Jragan Katrina
Le désastre annoncé

Violence et colonisation

Les cahiers de l'émancipation

FÉMINISME AU PLURIEL

Agrocarburants :
impacts au Sud ?

CHRISTINE DELPHY
UN UNIVERSALISME SI PARTICULIER

PAULINE DEBENESE, VINCENT GAY, GABRIEL GIRARD
LISBETH SAL
ZARRA ALI
PAULINE DEBENESE
RAEWYN CONNELL
CLAIRE, ISABELLE ET CAMILLE
MARGUERITE ROLLINDE
ANA AZARIA
VIVIANE NAMASTE

DES LIVRES POUR ALLER PLUS LOIN QUE L'IMPOSSIBLE

PERMIS DE TUER

FIGURES DE LA REVOLTE

IVENGEREMO

TEMPS

ARMAND GATTI
PREMIER VOYAGE EN LANGUE MAYA
AVEC SURREALISTES A BORD

L'INSURRECTION DE MARTINIQUE
1870-1871

État des résistances dans le Sud
Amérique latine

BRULER LES PRISONS DE L'APARTHEID
Michèle Firk
est restée au Guatemala

État des résistances dans le Sud
Afrique

FACE À LA POLICE
FACE À LA JUSTICE
GUIDE D'AUTO DÉFENSE JURIDIQUE

Guadeloupe : le

La Main à plume...

État des résistances dans le Sud
Palestine : mémoire et perspectives

FACE À LA POLICE
FACE À LA JUSTICE
GUIDE D'AUTO DÉFENSE JURIDIQUE

Anthologie du surréalisme sous l'Occupation

Algerie 1956 :
Pacifier, tuer

COUTEAUX TIRÉS

AMÉRIQUES LATINES - ÉMANCIPATIONS EN CONSTRUCTION
FRANCK GAUDICHAUD
PAULINE ROSEN-CROS
HERVÉ DO ALTO
FLORA BAZARO, JULIEN TERRIE

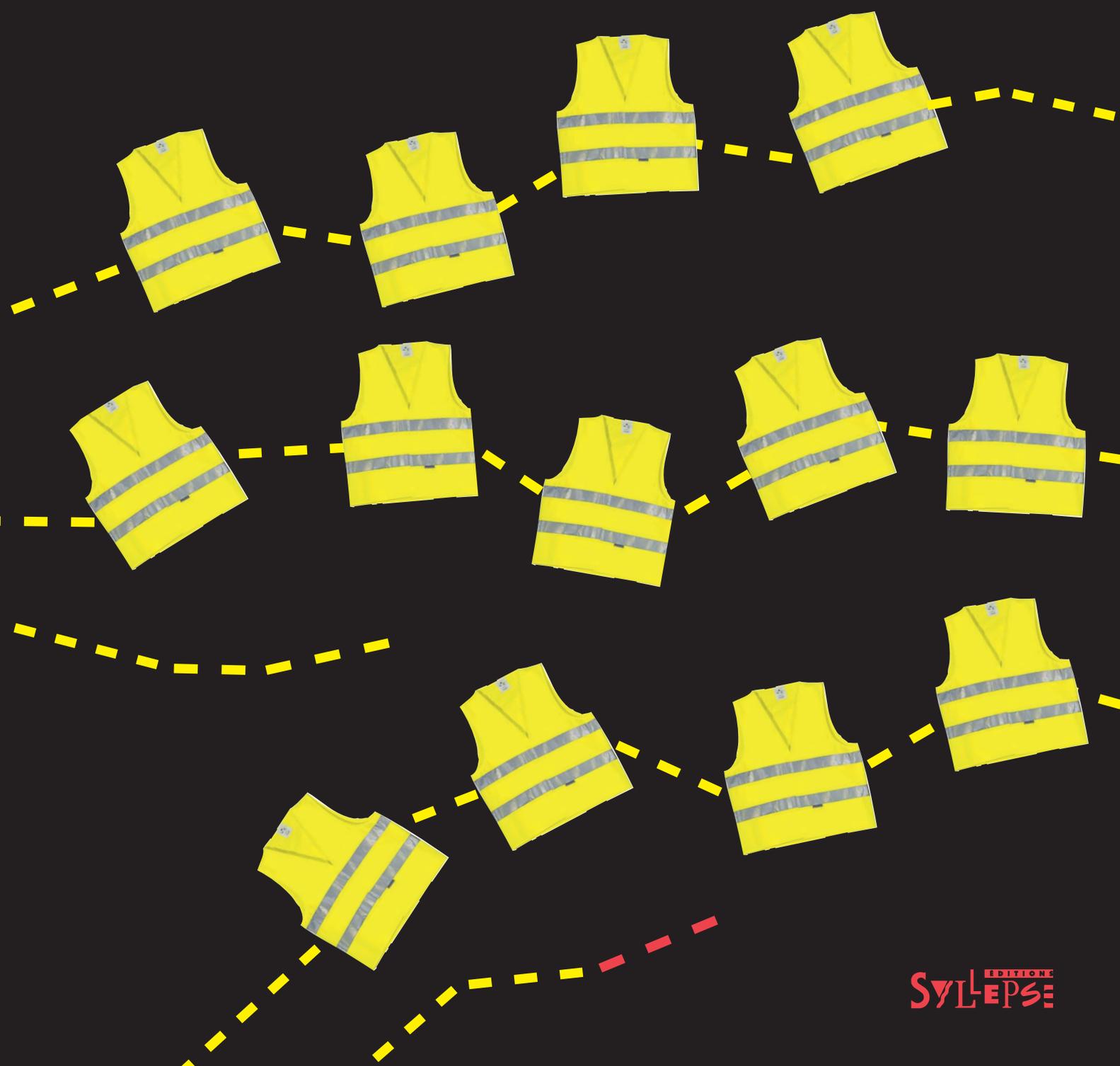
EDITIONS SYLLEPSE

UN TROTSKI DANS L'ENFERMEMENT NAZI
Jean-René Chauvin



GILETS JAUNES

tome 2



ÉDITIONS SYLLEPSE

69 RUE DES DES RIGOLES, 75020 PARIS

WWW.SYLLEPSE.NET

EDITIONS@SYLLEPSE.NET

ISBN : 978-2-84950-778-0

Les éditions Syllepse remercient les auteur·es pour les textes qu'ils ont bien voulu leur confier.

LES TITRES ET LES INTERTITRES SONT DE NOTRE FAIT.

EN CLIQUANT SUR LES PETITS GILETS JAUNES, VOUS ACCÉDerez À DES VIDÉOS OU AUX SITES D'ORIGINE DU TEXTE ET SUR LES NOTES DE SOLFÈGE À QUELQUES CRÉATIONS MUSICALES.

EN CLIQUANT SUR WWW.SYLLEPSE.NET EN BAS DE PAGE, VOUS ACCÉDEZ AU SITE DES ÉDITIONS SYLLEPSE.

TABLE DES MATIÈRES

7. AVANT-PROPOS : ACTE APRÈS ACTE, L'ÉCRITURE D'UNE PIÈCE

9. CHANTS DE GILETS JAUNES

2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

10. APPEL DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

11. RETROUVONS NOTRE POUVOIR DE DÉCISION, PLACE AUX ASSEMBLÉES CITOYENNES !

12. APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

12. APPEL POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

13. SON ET LUMIÈRE DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

14. APPEL DE LA 1^{RE} ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DE COMMERCY

15. APPEL POUR LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

15. APPEL DE GILETS JAUNES À CRÉER DES MAISONS DU PEUPLE PARTOUT !

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

16. CONSTRUISONS DES CONTRE-POUVOIRS POPULAIRES LOCAUX ! PLACE AUX ASSEMBLÉES MUNICIPALES !

GILETS JAUNES DE COMMERCY

18. DONNONS-NOUS NOUS-MÊMES LES OUTILS POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET DÉMOCRATIQUES

PROPOSITION DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE DU BASSIN MINIER DE L'ALLIER

18. MESSAGE DE SOLIDARITÉ DU PEUPLE DU ROJAVA POUR LES GILETS JAUNES EN FRANCE

INTERNATIONALIST COMMUNE OF ROJAVA

19. À TOUTES LES FEMMES GILETS JAUNES, À TOUTES LES PRÉCAIRES, À NOUS TOUTES

GROUPE FACEBOOK FEMMES GILETS JAUNES

19. UNE AMAJAUNE LORRAINE

TIN HANANE

20. LES FEMMES DONNENT DE LA VOIX

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE PARIS

21. OUI, OUI, LES ASSISTANTES MATERNELLES SONT VRAIMENT EN COLÈRE !

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU TARN-ET-GARONNE

22. PÉAGE-SUD, PERPIGNAN : LE RÉVEIL DES SANS-DENTS

SERGE ANDRÉ

22. LES GILETS JAUNES ET LEURS VALEURS

GILETS JAUNES DE LA LOIRE ET DE LA HAUTE-LOIRE

23. PARIS, ACTE 18

STREET MEDICS DE NANTES

24. INTELLECTUEL·ES ET ARTISTES AVEC LES GILETS JAUNES !

COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, D'INTELLECTUELS ET D'ARTISTES

25. TRAITEMENT JUDICIAIRE DES GILETS JAUNES

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

26. ROBES NOIRES ET GILETS JAUNES

UN COLLECTIF D'AVOCATS

27. POUR TOU·TES NOS BLESSÉ·ES ! BLOQUONS L'USINE ALSETEX ET TOUTES LES USINES D'ARMEMENT !

ACTION À L'INITIATIVE DE BLESSÉ·ES, DE LEURS PROCHES, DE LEURS SOUTIENS ET DE COLLECTIFS CONTRE LES VIOLENCES D'ÉTAT

29. PAS DE JUSTICE SOCIALE, PAS DE PAIX !

COMITÉ VÉRITÉ ET JUSTICE DE HAUTE-GARONNE

29. LE GUIDE DU GILET EN MANIF !

COMMISSION RÉPRESSION DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

30. BLOUSES BLANCHES, GILETS JAUNES, GILETS ROUGES

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU NORD - SANTÉ ACTION SOCIALE

31. APPEL DES GILETS JAUNES INTERMITTENT·ES, CHÔMEUR·EUSES ET PRÉCAIRES

COLLECTIF GILETS JAUNES INTERMITTENT·ES, CHÔMEUR·EUSES ET PRÉCAIRES

32. APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

GILETS JAUNES DE ROUEN

33. MOTION : POINT SUR LA CONVERGENCE

GILETS JAUNES DE MONTPELLIER

33. MOBILISATION ST MICROELECTRONICS : ACTE 1/PRIME MACRON

CGT-ST MICROELECTRONICS CROLLES

35. MACRON DOIT CÉDER AUX EXIGENCES DES GILETS JAUNES ET DU MOUVEMENT SOCIAL

ASSOCIATIONS, ORGANISATIONS SYNDICALES ET PARTIS POLITIQUES

36. SYNDICALISTES ET GILETS JAUNES : L'EXPÉRIENCE DE GAILLAC (TARN)

LETTRE D'UN SYNDICALISTE

37. GILETS JAUNES ET SYNDICATS : MÊMES REVENDICATIONS, MÊMES COMBATS

GILETS JAUNES ET INTERSYNDICALE DE HAUTE-LOIRE

37. GOUVERNEMENT-MEDEF VEULENT TOUT DÉTRUIRE !!! POUR FAIRE FACE AUX POLITIQUES RÉACTIONNAIRES OPPOSONS UN FRONT POPULAIRE !!!

FÉDÉRATIONS ET UNIONS DÉPARTEMENTALES CGT : FNIC, COMMERCE, UD 94, 04, 59, 41, 66, 95, 18, 13

39. MANIFESTE DE LA JEUNESSE POUR LE CLIMAT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTER-FAC

40. POUR LA JUSTICE SOCIALE ET L'URGENCE CLIMATIQUE

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

41. CONTRE LES ACTES ANTISÉMITES, CONTRE LEUR INSTRUMENTALISATION, POUR LE COMBAT CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISME

UJFP, PIR, COLLECTIF ROSA PARKS, ATMF, FTGR, FEMMES PLURIELLES, FONDATION FRANZ FANON, AFPS 63, ACTION ANTIFASCISTE PARIS-BANLIEUE, FUIQP, ARGENTEUIL SOLIDARITÉ PALESTINE

42. L'ALLIANCE GILETS JAUNES ET QUARTIERS POPULAIRES

GILETS JAUNES DE RUNGIS ET COMITÉ ADAMA

42. NOTRE COLÈRE NE S'ARRÊTE PAS AU SAMEDI - ACTE 18-BIS

LES GILETS JAUNES DE MONTREUIL, DU KREMLIN-BICÊTRE ET DE LA PLACE DES FÊTES (PARIS)

43. TOUJOURS FÂCHÉS, JAMAIS FACHOS

LE MÉDIA GILETS JAUNES INFO

43. DU MONDE ET L'AUTODÉFENSE POPULAIRE !

GROUPE ANTIFASCISTE LYON ET ENVIRONS

44. LE TROISIÈME APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET TOUTES FORMES DE PERSÉCUTIONS

GILETS JAUNES COMMERCY

45. UNE ASSEMBLÉE DE GILETS JAUNES DANS UN SQUAT DE MIGRANTS

GILETS JAUNES DE CAEN

46. « FAIRE ALLIANCE À ÉGALITÉ, AVEC NOS SPÉCIFICITÉS »

ENTRETIEN AVEC YOUCEF BRAKNI

48. LETTRE OUVERTE

STYLOS ROUGES

48. COMMUNIQUÉ DE VICTOIRE N° 1

LES GILETS JAUNES DU ROND-POINT DU CAMPANILE, DIT LE ROND-POINT D'OLIVIER

50. LINKY, COMPTEUR BLEU ET GILET JAUNE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

50. INNOVER POUR AGGRAVER LA CRISE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

52. COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN À GENEVIÈVE LEGAY

DES GILETS JAUNES DES ALPES-MARITIMES

54. NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIER-ES ET CONDAMNÉ-ES DU MOUVEMENT !

2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

ACTE APRÈS ACTE, L'ÉCRITURE D'UNE PIÈCE

Le mouvement des Gilets jaunes se donne le temps d'une respiration démocratique et ne cède en rien sur les agendas et les calendriers qu'on veut lui imposer. Il exprime, à sa façon, les possibilités d'une organisation autogérée de la société, d'un autogouvernement populaire¹.

De Commercy à Saint-Nazaire, ces lignes que nous écrivions dès le début du mois de décembre 2018 nous semblent résonner plus fort que jamais dans un imaginaire collectif qui s'arroge de nouveau le droit à l'alternative.

Des maisons du peuple aux assemblées de villes et de villages, le défaitisme des dernières années cède la place à la construction tâtonnante, patiente et déterminée, d'un horizon politique par et pour le peuple. Le besoin de coordination et d'unité a rassemblé des centaines de délégations sur les côtes saint-nazairiennes et on se prend désormais à rêver toujours plus loin.

Malgré les efforts déployés par le pouvoir pour expulser les Gilets jaunes des espaces publics et pour réprimer violemment la contestation sociale, rien n'y fait². La propagande médiatique est en sursis mais le mouvement continue d'inventer des lieux de délibération collective, d'échange et de solidarité, de résister en nombre dans les rues des villes chaque week-end, d'être soutenu par une majorité de la population. Mieux, il ricoche sur des pans de plus en plus larges de la société.

Des assistantes maternelles en gilets roses, jusque-là peu organisées, en sont à leur troisième mobilisation nationale et construisent déjà des alliances avec les chômeur·euses et les précaires. Des éboueurs de l'agglomération lyonnaise en gilets orange gagnent un conflit dur après dix-sept jours de grève. Des Stylos rouges font des marelles « politiques » au milieu des cortèges d'enseignant·es. Des Blouses blanches de l'hôpital universitaire de Besançon s'associent aux Gilets jaunes pour défendre un service public gratuit et de qualité. Des personnes handicapé·es en gilets bleus dénoncent, dans les rues de Carcassonne, un espace public qui exclut systématiquement des segments de la population. Sans parler des milliers de retraité·es déjà aux avant-postes sur bien des ronds-points et qui pourraient bien enfileur un gilet gris pour défendre les retraites.

Car d'acte en acte, le jaune cristallise l'envie de justice sociale, de démocratie et construit une pièce où chacun·e des acteur·trices peut jouer sa propre partition. Laquelle se joue et s'accorde dans un ensemble qui donne bien du fil à retordre aux tenants de l'ordre du monde. L'ébullition sociale contamine en effet la myriade de luttes aux quatre coins de la société pendant qu'une dignité retrouvée donne de l'élan combatif aux groupes sociaux discriminés, opprimés et exploités.

Peu ou prou, les organisations syndicales et associatives semblent elles aussi prises par le vent nouveau que les Gilets jaunes ont fait souffler, par cette atmosphère de sursaut social. Si, dans trop d'endroits, les premiers temps ont été difficiles et les clivages toujours vivaces, la nécessité commune de s'allier pour gagner et les combats communs ont entraîné des débats et des repositionnements significatifs. Des alliances se construisent ainsi sur des bases solides. Dans plusieurs départements, CGT, Solidaires, FSU, mais aussi FO, voire CFTC, et Gilets jaunes ont appelé ensemble à la grève et à la généralisation des blocages et des alternatives sur et en dehors des lieux de travail³. C'est une tournure « nouvelle » d'intersyndicale en forme de Bourse du travail première manière que proposent

1. Collectif, « Nous sommes le peuple », introduction à *Gilets jaunes : des clés pour comprendre*, vol. 1, Paris, Syllepse, 8 décembre 2018.

2. Sur la répression, voir notamment le site *Allô place Beauveau*. Sur la riposte, diverses initiatives sont en cours, voir notamment l'Assemblée des blessé·es et l'appel de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire : « Nous exigeons l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement ! », p. 54.

3. En bloquant, par exemple, Carrefour et son vaste plan de licenciement, en organisant des circuits courts, des marchés citoyens...

les assemblées de Commercy et de Saint-Nazaire et qui devrait permettre d'élargir et d'amplifier la mobilisation et les convergences dans les territoires et les entreprises.

La haie d'honneur faite par les Gilets jaunes montpelliérains à la marche contre les violences sexistes et sexuelles en novembre dernier, la journée du 8 mars qui s'est étendue au samedi 9, ainsi que les dimanches de mobilisation sont autant d'épisodes d'une convergence entre féministes et femmes Gilets jaunes qui s'approfondit dans l'action et par le débat.

À Paris, des organisations antiracistes et de racisé·es ont fait cortège commun avec des Gilets jaunes. Ailleurs, des liens se tissent entre monde rural et banlieue urbaine tandis que la jeunesse engagée dans la lutte contre le changement climatique s'est emparée du mot d'ordre unificateur : « Fin de mois, fin du monde, même combat ».

Une invitation aux possibles se fraye un chemin dans nos esprits au fur et à mesure que s'entraperçoivent les contours des coalitions possibles pour élargir et amplifier la lutte. Après celle de Commercy, l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire éclaire de façon éblouissante ce chemin :

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux « Toutes et tous ensemble » que nous scandons et qui rend tout possible : nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire. [...] Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe [...]. Nous appelons les assemblées citoyennes et populaires, ainsi créées, à se fédérer¹.

Ce second livre numérique et gratuit ne prétend pas donner une vision exhaustive et objective d'un mouvement aussi multiforme que celui des Gilets jaunes. Évidemment. En outre, il n'est pas dans nos habitudes, qui plus est dans un contexte mondial de montée en puissance des périls racistes et fascistes, d'écarter des possibles les tentatives de récupération et d'infiltration de l'extrême droite, ce qui relèverait d'une posture inconséquente². Néanmoins, sans minimiser ce qui s'est passé au cours de certaines manifestations, ce n'est pas du tout l'orientation prise par ce mouvement. Tourner le dos à l'intelligence collective en marche sous ce prétexte nous semblerait encore plus inconséquent et terriblement paralysant. De même, nous ne nions pas que « soutien et respect de l'autonomie » soient des notions qui se conjuguent mal pour nombre d'organisations, notamment politiques. Nous ne prétendons pas non plus que la présence de 300 « délégations » à Saint-Nazaire signifie pour autant que sur le terrain le mouvement se développe là où il est né et où il a tout son sens : dans les localités, les quartiers, les ronds-points...

Dans cet ouvrage, notre choix est celui de la mise en avant des éléments émancipateurs que les Gilets jaunes ont mis sur la place publique. Il s'agit d'un choix qui donne quelques-unes des lignes fortes qui participent tout à la fois de la construction d'un front large – un printemps jaune – enraciné dans les luttes, récentes ou anciennes et de l'esquisse d'un horizon émancipateur – trop souvent absent.

10 avril 2019

DAVID MINSTER, « REVOLUTION »



1. Voir les appels de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire des 5-6-7 avril 2019, p. 10-12. On peut aussi consulter le site [Le vrai débat](http://Le.vrai.debat).
2. Voir *Gilets jaunes : des clés pour comprendre*, vol. 1, Paris, Syllepse, 2018.

LE CHANT DES GILETS JAUNES

Ami, entends-tu le vol noir de la finance sur nos payes,
Amis, entends-tu la souffrance populaire sans pareil,
Ohé, villageois, citadines et banlieusards c'est l'alarme,
Ce soir l'ennemi connaîtra le prix du sang et des larmes.
Sortez des usines, des bureaux et des cuisines, Gilets jaunes,
Sortez les palettes, braseros, les barricades, Gilets jaunes,
Ohé, travailleurs, les chômeuses, les étudiantes, venez vite,
Ohé les sans dents, les fainéants, les illettrés, tout de suite.
C'est nous qui trimons jour et nuit pour une paie de misère.
Les taxes qui nous pressent, les très riches qui s'engraissent, la galère,
Il y a des villas ou les riches au creux des lits font des rêves,
Ici Gilets jaunes, nous on craque et nous on sue, nous on crève.
Ici on s'entraide, on se relaie sur les routes, on s'écoute,
On se sent moins seules dans la lutte, tous unis, coûte que coûte.
Ce soir l'Élysée tombera: des assemblées à la place,
Chantons compagnons, le système tombera: plus de classes.
Amis entends-tu les oiseaux des jours heureux qui se lèvent?
Amis entends-tu les murmures d'amour que l'on sème?



LE CHANT DU GILET

Ami, entends-tu le vol noir de la de la finance sur nos payes,
Citoyens, citoyennes,
Ecoutez notre histoire
C'est celle d'un espoir
Vous m'entendez, vous m'entendez
C'est celle d'un espoir
Pour nous sortir du noir
Ils nous croyaient matés
Mais on s'est révoltés
Et on s'est rassemblés
Vous m'entendez, vous m'entendez
Et on s'est rassemblés
On a mis le gilet
Précaires, retraités,
Salariés exploités
Taxés de tous côtés
Vous m'entendez,
vous m'entendez,
Taxés de tous côtés
On en a eu assez
De l'argent pour La guerre,
On a toujours trouvé
Mais contre la misère
Vous m'entendez, vous m'entendez
Mais contre la misère
Paraît qu'y rien à faire
Le peuple souverain
N'est plus représenté
C'est l'État des banquiers
Vous m'entendez, vous m'entendez
C'est l'État des banquiers
Qui nous a tout volés
Mais tout ça va changer
Car on s'est rassemblés
On a mis le gilet
Vous m'entendez, vous m'entendez
On a mis le gilet
Et on va rien lâcher,
On a mis le gilet
Et on va rien lâcher!!

2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

SAINT-NAZAIRE (5-6-7 AVRIL 2019)

Les documents issus de cette deuxième Assemblée des assemblées sont soumis aux groupes, ronds-points ou assemblées locales de Gilets jaunes, «pour validation, amendement ou rejet».

Ils seront rendus publics. La correspondance doit être envoyée à l'adresse :

inscriptionassemblee@riseup.net.

APPEL DE LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Nous, Gilets jaunes, constitué·es en Assemblée de nos assemblées locales, réunis à Saint-Nazaire les 5, 6 et 7 avril 2019, nous adressons au peuple dans son ensemble.

À la suite de la première Assemblée de Commercy, environ 200 délégations présentes poursuivent leurs combats contre les politiques d'extrémisme libéral pour la Liberté, l'Égalité et la Fraternité !

Malgré l'escalade répressive du gouvernement, l'accumulation de lois qui aggravent pour tous les conditions de vie, qui détruisent les droits et libertés, la mobilisation s'enracine pour changer le système incarné par Macron !

Pour seule réponse aux aspirations convergentes des Gilets jaunes et autres mouvements de luttes, le gouvernement panique et oppose une dérive autoritaire.

Depuis cinq mois, partout en France, sur les ronds-points, les parkings, les places, les péages, dans les manifestations, au sein de nos assemblées : nous continuons à débattre, à nous battre contre toutes les formes d'inégalités, d'injustice, de discrimination et pour la solidarité et la dignité.

Nous revendiquons : l'augmentation générale des salaires, des retraites et des minimas sociaux ; des services publics pour toutes et tous.

Notre solidarité et nos luttes vont tout particulièrement aux neuf millions de personnes qui vivent sous le seuil de pauvreté.

Conscients de l'urgence environnementale, nous affirmons «Fin du monde, fin du mois, même logique, même combat!»

Face à la mascarade du grand débat, face à un gouvernement non représentatif et au service d'une minorité privilégiée, nous mettons en place les nouvelles formes d'une démocratie directe.

Concrètement, nous reconnaissons que l'Assemblée des assemblées peut recevoir des propositions issues des assemblées locales et émettre des orientations (comme l'appel de la première Assemblée des assemblées de Commercy). Ces orientations sont ensuite systématiquement soumises aux groupes locaux.

L'Assemblée des assemblées réaffirme son indépendance à l'égard des partis politiques, des organisations syndicales, et ne reconnaît aucun leader autoproclamé.

Pendant trois jours, en assemblée plénière et par groupes thématiques, nous avons toutes et tous débattu et élaboré des propositions sur nos revendications, actions, moyens de communication et de coordination.

Nous nous inscrivons dans la durée et décidons d'organiser une prochaine Assemblée des assemblées en juin.

À fin de renforcer le rapport de forces, de mettre l'ensemble des citoyennes et citoyens en ordre de bataille contre ce système, l'Assemblée des assemblées appelle à des actions dont le calendrier sera prochainement diffusé par le biais d'une plateforme numérique dédiée et sécurisée.

L'Assemblée des assemblées appelle à élargir et renforcer les assemblées locales souveraines et à en créer de nouvelles.

Nous appelons l'ensemble des Gilets jaunes à diffuser cet appel et les conclusions de notre assemblée.

Les résultats des travaux réalisés en plénière sont mis à disposition des assemblées locales pour alimenter les actions et les réflexions des assemblées.

Nous lançons plusieurs appels: sur les européennes, les assemblées citoyennes et populaires locales, contre la répression et pour l'annulation des peines des prisonniers et condamnés du mouvement.

Il nous semble nécessaire de prendre un temps de trois semaines pour mobiliser l'ensemble des Gilets Jaunes et convaincre celles et ceux qui ne le sont pas encore!

Nous appelons à une Semaine jaune d'actions à partir du 1^{er} mai.

Nous invitons toutes les personnes voulant mettre fin à l'accaparement du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social écologique populaire.

La multiplication des luttes actuelles nous appelle à rechercher l'unité d'action.

Nous appelons à tous les échelons du territoire à combattre collectivement pour obtenir la satisfaction de nos revendications sociales, fiscales, écologiques et démocratiques.

Conscient que nous avons à combattre un système global, nous considérons qu'il faudra sortir du capitalisme.

Ainsi nous construirons collectivement ce fameux «Toutes et tous ensemble» que nous

scandons et qui rend tout possible: nous construisons toutes et tous ensemble, à tous les niveaux du territoire.

Le pouvoir du peuple, par le peuple, pour le peuple.

Ne nous regardez pas, rejoignez-nous!

RETROUVONS NOTRE POUVOIR DE DÉCISION, PLACE AUX ASSEMBLÉES CITOYENNES!

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des assemblées appelons l'ensemble des Gilets jaunes ainsi que toutes nos concitoyennes et nos concitoyens à s'engager dans la réappropriation de notre pouvoir politique.

Une étape importante de cette reconquête passe par le niveau local. Nous appelons à créer dans chaque commune de France où cela est possible une ou plusieurs assemblées citoyennes et populaires. Car ce pouvoir nous a été confisqué comme nous le constatons dans de multiples domaines: écologie, public/privé (privatisation), démocratie, etc.

Ces assemblées sont l'expression de la volonté populaire. Chaque assemblée mène ses propres expériences en toute autonomie dans le respect de l'intérêt collectif (en lien avec des associations, Gilets jaunes seuls, groupes de citoyens,

associations de quartiers, présentation de listes ou non, etc.).

Nous appelons les assemblées citoyennes et populaires, ainsi créées, à se fédérer en réseau par l'échange de leurs expériences.

Réapprenons à partager nos préoccupations pour dé finir ensemble ce que nous voulons!

Réapprenons à vivre ensemble où nous habitons!

APPEL À L'ACTION ET À LA MOBILISATION POUR LA PÉRIODE DES ÉLECTIONS EUROPÉENNES

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Nous, Gilets jaunes réunis lors de l'Assemblée des assemblées de Saint-Nazaire, dénonçons le caractère anti-démocratique et ultra-libéral des institutions européennes. Le Parlement européen que nous élisons n'a même pas le pouvoir de proposer une loi! La Commission européenne décide de tout sans aucun contrôle démocratique. Les institutions européennes sont soumises à la pression de 25 000 lobbyistes pour la seule capitale européenne!

À l'inverse du modèle actuel, les Gilets jaunes portent un modèle de démocratie directe, dans lequel l'intérêt général prime sur les intérêts particuliers. Un modèle démocratique où primeront en fin nos conditions de vie, de travail, vos droits, la qualité de nos services publics et de notre environnement.

Nous avons pour principe fondateur l'autonomie des groupes de Gilets jaunes et des individus en général. C'est pourquoi nous faisons le choix de ne donner aucune consigne de vote ou même de participation à ces élections. Nous condamnons toutes les tentatives de constitution de liste politique au nom des Gilets jaunes!

Nous appelons les Gilets jaunes et les citoyens et citoyennes à faire de cette période électorale une grande période de mobilisation. Nous proposons:

- D'organiser une campagne d'information et de sensibilisation contre les institutions européennes et leur politique libérale.
- De tourner en dérision cette mascarade électorale. Nous nous en remettons pour cela à la

créativité des groupes locaux, par exemple: carnaval, vote parallèle dans des cercueils jaunes, affichage jaune, présence jaune le jour du vote le 26 mai, etc.

Nous proposons aux Gilets jaunes de Belgique de co-organiser une convergence de tous les peuples à Bruxelles. Car quel que soit le résultat du vote, il faudra compter sur nous! C'est dans la lutte que se construira l'Europe des peuples.

Nous proposons à tous les peuples d'Europe de se saisir de cet appel, de le traduire dans leur propre langue, ou de s'en inspirer pour faire le leur. C'est en menant une lutte coordonnée contre nos exploiters communs que nous jetterons les bases d'une entente fraternelle entre les peuples d'Europe et d'ailleurs.

Pour nous aider à organiser la montée à Bruxelles, à traduire et à relayer cet appel, contactez-nous à l'adresse: tousabruelles@riseup.net.

APPEL POUR UNE CONVERGENCE ÉCOLOGIQUE

L'Assemblée des assemblées des Gilets jaunes prend Acte de l'urgence environnementale, sociale et démocratique. C'est la même logique d'exploitation infinie du capitalisme qui détruit les êtres humains et la vie sur Terre.

La limitation des ressources nous oblige à poser la question de leur partage et du contrôle de la production. Les dérèglements climatiques, l'effondrement de la biodiversité et le péril nucléaire sont autant de menace qui pèsent sur notre avenir. Les biens communs (eau, air, sol, droit à un environnement sain) ne doivent pas être transformés en marchandises.

La taxe carbone est l'exemple parfait de la fausse écologie punitive qui cible les gens qui ne sont pas responsables. Or il y a des responsables et des pollueurs à qui s'attaquer directement par des actions coordonnées.

Les Gilets jaunes invitent toutes les personnes voulant mettre fin à la destruction du vivant à assumer une conflictualité avec le système actuel, pour créer ensemble, par tous les moyens nécessaires un nouveau mouvement social, écologique et populaire.

L'indignation ne suffit plus, passons à l'action!

La planète bleue a besoin de jaune pour rester verte!

SON ET LUMIÈRE DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

PARTIE 1



PARTIE 2



PARTIE 3



PARTIE 4



PARTIE 5



PARTIE 6



FACEBOOK



TWITCH



APPEL DE LA 1^{RE} ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DE COMMERCY

27 JANVIER 2019

Nous, Gilets jaunes des ronds-points, des parkings, des places, des assemblées, des manif, nous sommes réunis ces 26 et 27 janvier 2019 en «Assemblée des assemblées», réunissant une centaine de délégations, répondant à l'appel des Gilets jaunes de Commercy.

Depuis le 17 novembre, du plus petit village, du monde rural à la plus grande ville, nous nous sommes soulevés contre cette société profondément violente, injuste et insupportable. Nous ne nous laisserons plus faire! Nous nous révoltons contre la vie chère, la précarité et la misère. Nous voulons, pour nos proches, nos familles et nos enfants, vivre dans la dignité. 26 milliardaires possèdent autant que la moitié de l'humanité, c'est inacceptable. Partageons la richesse et pas la misère! Finissons-en avec les inégalités sociales! Nous exigeons l'augmentation immédiate des salaires, des minimas sociaux, des allocations et des pensions, le droit inconditionnel au logement et à la santé, à l'éducation, des services publics gratuits et pour tous.

C'est pour tous ces droits que nous occupons quotidiennement des ronds-points, que nous organisons des actions, des manifestations et que nous débattons partout. Avec nos Gilets jaunes, nous reprenons la parole, nous qui ne l'avons jamais.

Et quelle est la réponse du gouvernement? La répression, le mépris, le dénigrement. Des morts et des milliers de blessés, l'utilisation massive d'armes par tirs tendus qui mutilent, éborgnent, blessent et traumatisent. Plus de 1 000 personnes ont été arbitrairement condamnées et emprisonnées. Et maintenant la nouvelle loi dite «anti-casseur» vise tout simplement à nous empêcher de manifester. Nous condamnons toutes les violences contre les manifestants qu'elles viennent des forces de l'ordre ou des groupuscules violents. Rien de tout cela ne nous arrêtera! Manifester est un droit fondamental. Fin de l'impunité pour les forces de l'ordre! Amnistie pour toutes les victimes de la répression!

Et quelle entourloupe que ce grand débat national qui est en fait une campagne de

communication du gouvernement, qui instrumentalise nos volontés de débattre et décider! La vraie démocratie, nous la pratiquons dans nos assemblées, sur nos ronds-points, elle n'est ni sur les plateaux télé ni dans les pseudos tables rondes organisées par Macron.

Après nous avoir insultés et traités de moins que rien, voilà maintenant qu'il nous présente comme une foule haineuse fascisante et xénophobe. Mais nous, nous sommes tout le contraire: ni racistes, ni sexistes, ni homophobes, nous sommes fiers d'être ensemble avec nos différences pour construire une société solidaire.

Nous sommes forts de la diversité de nos discussions, en ce moment même des centaines d'assemblées élaborent et proposent leurs propres revendications. Elles touchent à la démocratie réelle, à la justice sociale et fiscale, aux conditions de travail, à la justice écologique et climatique, à la fin des discriminations. Parmi les revendications et propositions stratégiques les plus débattues, nous trouvons: l'éradication de la misère sous toutes ses formes, la transformation des institutions (RIC, constituante, fin des privilèges des élus...), la transition écologique (précarité énergétique, pollutions industrielles...), l'égalité et la prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité (personnes en situation de handicap, égalité hommes-femmes, fin de l'abandon des quartiers populaires, du monde rural et des outre-mers...).

Nous, Gilets jaunes, invitons chacun avec ses moyens, à sa mesure, à nous rejoindre. Nous appelons à poursuivre les Actes (Acte 12 contre les violences policières devant les commissariats, Actes 13, 14...), à continuer les occupations des ronds-points et le blocage de l'économie, à construire une grève massive et reconductible à partir du 5 février. Nous appelons à former des comités sur les lieux de travail, d'études et partout ailleurs pour que cette grève puisse être construite à la base par les grévistes eux-mêmes. Prenons nos affaires en main! Ne restez pas seuls, rejoignez-nous!

Organisons-nous de façon démocratique, autonome et indépendante! Cette assemblée des assemblées est une étape importante qui nous permet de discuter de nos revendications et de nos moyens d'action. Fédérons-nous pour transformer la société!

Nous proposons à l'ensemble des Gilets jaunes de faire circuler cet appel. Si, en tant que groupe Gilets jaunes, il vous convient, envoyez votre signature à Commercy (assembleedesassemblees@gmail.com). N'hésitez pas à discuter et formuler des propositions pour les prochaines

«Assemblées des assemblées», que nous préparons d'ores et déjà.

Macron démission !

Vive le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

[Appel proposé par l'Assemblée des assemblées de Commercy. Il sera ensuite proposé pour adoption dans chacune des assemblées locales.]



APPEL POUR LA 2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES, SAINT-NAZAIRE

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

10 FÉVRIER 2019

Il y a une dizaine de jours, la première Assemblée des assemblées de Gilets jaunes s'est tenue à Commercy. Grâce au colossal travail de préparation et à la chaleur de l'accueil, ce fut un immense succès, un moment fondateur d'une dynamique qui nous remplit d'espoir. Bravo et respect aux organisateurs. Aussi, c'est un grand honneur pour nous à la MdP de Saint-Nazaire de recevoir le mandat d'organiser la prochaine, les 5, 6 et 7 avril.

Bon, le mandat c'était plutôt pour les 29, 30 et 31 mars. Mais dans la tête et les poches des Gilets jaunes, la fin du mois c'est jamais un bon moment, c'est la période des galères. Par contre les débuts du mois c'est tout de suite une autre ambiance. C'était donc une évidence pour notre AG de choisir plutôt les 5, 6 et 7 avril. Et puis gratter une semaine sur l'orga, on va pas cracher dessus...

Nous avons conscience de l'importance de cette mission, du défi logistique énorme à relever. Et nous sommes déterminés à le faire avec toute l'aide des groupes de la région et d'ailleurs. Nous voulons en faire un moment fort de rencontre et de cohésion entre Gilets jaunes, un moment exemplaire de démocratie et un moment historique pour le mouvement. Tout comme ce que

nous avons vécu à la première assemblée, nous voulons y faire vivre la fraternité et l'intelligence des échanges.

Toutes les délégations ayant participé à Commercy sont dès maintenant sollicitées pour réfléchir avec nous aux grandes lignes de l'organisation de cette deuxième assemblée.

Nous appelons tous les groupes de Gilets jaunes qui se reconnaissent dans la démarche de l'Assemblée des assemblées à se constituer en assemblée et à décider de leur participation à la prochaine. Nous les appelons à prendre contact avec les groupes de leur région, les ronds-points voisins, pour faire connaître cet appel.



APPEL DE GILETS JAUNES À CRÉER DES MAISONS DU PEUPLE PARTOUT !

GILETS JAUNES DE SAINT-NAZAIRE

1^{ER} FÉVRIER 2019

Aux Gilets jaunes partout en France, aux groupes et ronds-points locaux, aux assemblées locales ou départementales, aux familles et aux bandes de potes qui enfilent les gilets le week-end, et à toutes celles et ceux qui n'ont pas encore le gilet mais qui ont la rage au ventre.

Cela fait maintenant plus de deux mois que nous nous sommes soulevé·es contre la dictature du pouvoir de l'argent sur nos vies. Deux mois que nous sommes sur les ronds-points, dans les rues, dans des assemblées, à bloquer l'économie pour défendre notre droit à vivre et retrouver notre dignité. Les médias n'osent même plus dire que le mouvement s'essouffle : nous nous sommes installés !

Maintenant, il nous faut définitivement enraciner notre mouvement. Il nous faut le doter de lieux de vie et d'organisation durables. Nous devons construire des bases arrière pour alimenter le rapport de force que nous avons engagé contre ceux qui mènent nos vies et la planète à la ruine.

C'est pourquoi, nous, Gilets jaunes de la Maison du Peuple de Saint-Nazaire réunis à Commercy les 26 et 27 janvier pour la première Assemblée des assemblées des Gilets jaunes; appelons tous les groupes de Gilets jaunes à se doter de Maisons du peuple partout en France!

En plus de la répression des manifestations le gouvernement cherche à saper nos positions locales. Depuis la mi-décembre, il a ordonné l'évacuation de la plupart des ronds-points occupés. Dans de nombreux endroits les Gilets jaunes reconstruisent leurs cabanes à chaque destruction, dans des endroits parfois excentrés et peu visibles, dans d'autres la désorganisation persiste car les ronds-points ne peuvent pas être réoccupés. Nous devons donc lutter et nous organiser dans des conditions rudes, dans le froid de l'hiver, ou dans des salles prêtées ponctuellement au bon vouloir de telle ou telle mairie.

Nos Maisons du peuple sont des lieux de vie, de solidarité, où la chaleur du collectif nous fait sentir qu'on n'est plus seuls, où l'on apprend à s'écouter et s'accepter dans nos différences, et dont on ne pourrait plus se passer. Et même si certains de ces lieux sont menacés d'expulsion, quoi qu'il arrive, nous en trouverons d'autres. Une Maison du Peuple n'est pas qu'un bâtiment, elle se déplace avec nous.

En 1789, le peuple insurgé se retrouvait dans des clubs et des cafés; au début du 20^e siècle, les ouvriers renforçaient leur solidarité dans les Bourses du travail; en 1936 et en 1968 les usines en grève étaient le cœur de la lutte. Nos Maisons du peuple s'inscrivent directement dans cette continuité.

Certains bâtiments vides sont occupés, d'autres nous sont prêtés par des sympathisants. Ces occupations représentent pour nous des réquisitions citoyennes parfaitement légitimes, compte tenu des moyens dérisoires dont nous disposons face à ceux de nos richissimes adversaires. Par leurs dimensions sociales, ces lieux permettent justement de palier aux manquements de l'État.

Alors réapproprions-nous des bâtiments vides, cherchons des personnes qui pourraient nous en prêter, ou cotisons-nous, si nous le pouvons, pour en louer. Profitons de ces murs pour organiser des actions, accueillir de nouvelles personnes, nous reposer, venir en aide à celles et ceux qui sont en galère, mieux nous coordonner, etc.

Il nous faut poursuivre ce qui se passe déjà un peu partout mais qui menace d'être disloqué si nous ne trouvons pas d'espaces durables. Reprenons le pouvoir grâce aux Maisons du peuple!

Par cet appel, nous souhaitons aussi mettre à disposition nos conseils et nos savoir-faire à des groupes ou personnes qui se sentent orphelins de leurs ronds-points et souhaiteraient ouvrir des Maisons du peuple. Nous souhaitons mieux relier, visibiliser et fédérer les Maisons du peuple existantes ou en projet. Comme d'autres Gilets jaunes partout dans le pays, nous voulons construire des bases matérielles capable de s'opposer durablement à un État de plus en plus répressif et autoritaire.

Vive les Gilets jaunes! Vive les Maisons du peuple! Que la lutte soit longue!

Contacts: maisonsdupeuplepartout@riseup.net.



CONSTRUISONS DES CONTRE-POUVOIRS POPULAIRES LOCAUX! PLACE AUX ASSEMBLÉES MUNICIPALES!

GILETS JAUNES DE COMMERCY

AVRIL 2019

À l'attention de tous les groupes, assemblées et gilets jaunes qui s'y reconnaitrons, partout en France et dans le monde. Retrouvons-nous lors de la deuxième Assemblée des assemblées à Saint-Nazaire le 5, 6 et 7 avril pour avancer avec ceux qui le souhaitent sur cette proposition que nous adressons au mouvement! [...]

Depuis plusieurs mois, les Gilets jaunes ont prouvé que le peuple était tout à fait capable de reprendre ses affaires en main. Tout le monde pensait que le mouvement ne passerait pas l'hiver mais nous sentons déjà les douceurs du printemps qui arrive! Nous sommes toujours là! Notre souffrance, notre révolte, notre ras-le-bol, sont toujours là! Notre détermination aussi!

Et nous réclamons toujours les trois mêmes choses: davantage de moyens pour vivre; davantage de justice et d'égalité; une vraie démocratie: le pouvoir au peuple, pour le peuple et par le peuple.

Face aux dirigeants politiques et aux puissances de l'argent, nous devons tenir et ne rien lâcher sur ces aspirations légitimes! C'est bien pour ça que la coordination mise en place par l'Assemblée des assemblées doit devenir un outil pour amplifier la lutte au niveau national et nous renforcer! Et nous y parviendrons.

Mais au-delà de cette coordination et après quatre mois de lutte, il est devenu nécessaire de trouver des moyens d'enraciner notre mouvement. Car c'est certain: nous ne voulons plus nous quitter et souhaitons continuer ensemble. Mais comment? Et pour aller où?

Bien entendu, il nous faut absolument poursuivre les actions nationales, les blocages et les grèves. Mais nous pensons que pour durer nous devons *aussi* agir au niveau local! C'est partout où l'on vit, dans nos villes, villages, quartiers et municipalités que nous devons construire le rapport de force et trouver un second souffle.

Nous ne devons plus seulement attendre que ceux qui nous gouvernent cèdent et acceptent de changer le système au niveau national. Commençons dès maintenant au niveau local à bâtir nous-mêmes ce système plus juste!

Nous ne voulons plus laisser des élus, nationaux ou locaux, de n'importe quel parti, parler et décider à notre place, et faire leurs petites combines. On a bien vu avec le grand débat comment Macron a utilisé les élus locaux pour retrouver de l'air et calmer le jeu!

Voici nos propositions pour nous enraceriner et faire durer le mouvement:

1) Ouvrons de nouvelles Maisons du peuple partout où les cabanes et les QG ont été expulsés ou trouvons d'autres locaux!

2) Allons soutenir les luttes contre la fermeture des écoles, des services publics, des usines, la destruction de nos territoires!

3) Organisons par nous-mêmes des mini-RIC locaux plutôt que d'attendre que les puissants le mettent en place!

4) Allons plus loin: prenons les communes!

Dans les derniers mois nous avons créé des dizaines, des centaines d'assemblées de lutte dans tout le pays: dans les mois à venir faisons fleurir des assemblées municipales populaires partout pour gérer nos villes et nos villages!

Mais pas question de nous présenter aux élections municipales «par le haut» comme un parti classique voulant le pouvoir! Nous proposons au contraire d'ancrer le pouvoir local dans des assemblées municipales où le peuple décide et les élus obéissent. Ce serait un moyen de poursuivre la lutte en partant de la base, des groupes

locaux! Ces assemblées municipales prendraient les décisions sur tous les sujets qui les concernent, et les élus municipaux devraient en exécuter les décisions.

Malgré la force de notre mouvement, nous voyons bien que c'est difficile de faire plier les puissances dirigeantes et changer la donne dans tout le pays d'un seul coup. Mais tout en poursuivant nos actions pour les faire céder, nous pouvons commencer par nos villages, nos quartiers, nos villes. Nous pouvons instaurer partout où nous sommes des contre-pouvoirs locaux et grignoter, par le bas, le pouvoir des puissants d'en haut!

Nous proposons donc, partout où cela est possible, de former des assemblées municipales puis des listes de candidats, en vue des élections, qui s'engageront à appliquer la volonté de l'assemblée pour toutes les grandes décisions locales. Nous avons tout à gagner en faisant ce pari:

- si ces listes ne l'emportent pas, l'assemblée municipale pourrait tout de même peser sur les décisions locales et nous continuerons de renforcer notre ancrage local;

- si ces listes l'emportent, le conseil municipal aurait obligation d'entériner les décisions de l'assemblée municipale;

- si cette proposition marche, nous pourrions ensuite nous coordonner entre assemblées municipales pour former un réseau de communes libres où le peuple décide! Nous enracerinerons au niveau local un contre-pouvoir national pour continuer à s'opposer à ceux qui ruinent nos vies et nous écrasent.

Sans abandonner la lutte contre le gouvernement et contre les puissants, contre les taxes qui nous écrasent et les salaires de misère, nous pouvons d'ores déjà commencer par reprendre nos vies en main et changer les choses localement!

Cela peut paraître encore lointain. Mais jamais nous n'aurions imaginé en être où nous en sommes aujourd'hui: nous pouvons être Acteurs de l'Histoire et écrire le futur que nous souhaitons!

Enracinons le rapport de force! Tout le pouvoir aux Assemblées!

Vive le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple!

ANTHONY, JOUBERT, « LA COMPIL' DES GILETS JAUNES »



DONNONS-NOUS NOUS-MÊMES LES OUTILS POUR FAIRE ABOUTIR NOS REVENDICATIONS SOCIALES, ENVIRONNEMENTALES ET DÉMOCRATIQUES

PROPOSITION DE L'ASSEMBLÉE CITOYENNE DU BASSIN MINIER DE L'ALLIER

AVRIL 2019

Au printemps 1789, le peuple français a rédigé des «Cahiers de doléances» obligeant ensuite le roi Louis XVI à convoquer les États Généraux.

Or, en 2019, le monarque présidentiel ne convoquera jamais ces États Généraux du 21^e siècle, s'accrochant comme une bernique à son rocher élyséen au service des Ultrariches qui n'entendent pas céder un pouce de leur pouvoir.

Il est illusoire de penser que sa Bonne Grâce nous accordera, autre chose que des miettes. Nous n'avons rien à négocier avec lui et son monde.

Il faut donc que nous nous en occupions nous-mêmes et convoquions ces États Généraux

COMMENT ?

En 1793, une Constitution, jamais appliquée, prévoyait que chaque 1^{er} mai se réunissait dans chaque canton des assemblées primaires qui envoyaient, après délibération, des représentants à l'assemblée nationale (corps législatif), qui se réunissait pour un an le 1^{er} juillet (www.conseil-constitutionnel.fr/les-constitutions-dans-l-histoire/constitution-du-24-juin-1793).

Nous proposons que nous nous emparions de ce modèle, pour se donner comme objectif, en créant les conditions, de réunir dans toutes les communes de France des assemblées primaires.

Qu'un délégué et une déléguée soient désignés à une assemblée départementale en étant porteurs des revendications des cahiers communaux.

Cette assemblée départementale désigne à son tour deux délégués (un homme, une femme) à des États Généraux nationaux.

Et ces États Généraux se transforment d'eux-mêmes («*Nous sommes ici par la volonté du peuple et nous n'en sortirons que par la force des... LBD*») en Assemblée constituante qui rédige une nouvelle

Constitution de la République enfin démocratique, sociale et universelle, avec des droits nouveaux: notamment le droit de disposer de son corps: donner la vie ou éteindre la lumière, «le droit du producteur» et la «propriété d'usage» ou les droits du vivant ou même les droits de la «Terre Mère».

Bien sûr il faut creuser, mieux élaborer les conditions de «faisabilité» mais cette idée a l'avantage de préparer l'avenir et le monde qui vient, en parallèle s'il le faut à la vie actuelle de la 5^e République que Macron démissionne ou non, que l'Assemblée nationale soit dissoute ou non... Et contrairement au club d'experts qui a rédigé pendant l'été 1958 la constitution de la 5^e République, là c'est le peuple lui-même qui rédige ses propres règles de vie en commun.

Tout cela peut sembler utopique ou idéologique mais, comme disait Victor Hugo, «il n'est rien au monde d'aussi puissant qu'une idée dont l'heure est venue».

Et les peuples du monde observent le peuple français comme en 1789. Ne passons pas à côté de notre tâche historique. Il y va de l'existence même de l'espèce humaine sur cette Terre.



MESSAGE DE SOLIDARITÉ DU PEUPLE DU ROJAVA POUR LES GILETS JAUNES EN FRANCE

INTERNATIONALIST COMMUNE OF ROJAVA

15 DÉCEMBRE 2018

Depuis leur révolution en 2012, les habitant-es, des peuples kurde, arabe, assyrien, circassien, turkmène, arménien... de religions musulmane, chrétienne, yézidi... s'organisent au sein d'un système alternatif appelé le «confédéralisme démocratique». Ils et elles ont un message pour les Gilets jaunes et toutes celles et ceux qui rêvent d'un autre monde.

Cela fait sept ans, bientôt huit, que nous construisons notre révolution. En tant que femmes nous avons pris notre place partout, et en tant

que Forces d'autodéfense des femmes, nous nous protégeons. Nous nous autogouvernons dans les différentes institutions, à partir des communes qui sont la base de la société.

Nous avons vu aux informations qu'un soulèvement à lieu en France. En tant qu'étudiantes du Rojava nous soutenons ce mouvement et particulièrement les lycéens qui ont été réprimés avec violence par la police. Nous sommes solidaires avec vous et nous vous soutiendrons jusqu'au bout!

Le peuple n'est pas obligé de vivre dans un système étatique, avec un état pour nous gouverner. Le peuple peut établir son propre système, comme celui de la nation démocratique. [...] Le peuple peut s'autogouverner, le peuple peut se révolter, le peuple peut arracher ses droits pour toute l'humanité.

Vive la résistance du peuple français, bravo à vous! Nous sommes avec vous jusqu'à ce que vous obteniez vos droits, bravo!

Macron démission!

Vive les communes!



À TOUTES LES FEMMES GILETS JAUNES, À TOUTES LES PRÉCAIRES, À NOUS TOUTES

GRUPE FACEBOOK FEMMES GILETS JAUNES

2 MARS 2019

Macron a participé jeudi à un «grand débat au féminin» organisé par Bérangère Couillard, députée En Marche. Invitées: Mme Schiappa, chargée de l'égalité entre les femmes et les hommes, qui participe maintenant à l'émission Touche pas à mon poste, au côté de M. Hanouna, dont on sait les dérives en matière d'égalité de genre. Nous avons aussi assisté mercredi, à la promenade de Macron au côté des SDF (!!!)

Nous dénonçons cette politique spectacle médiocre, indécente et obscène. Dans le même temps, les budgets dédiés aux hébergements d'urgence – déjà surchargés – ont diminué tandis

que les prix des produits de première nécessité ont augmenté, comme celui de l'essence.

Tandis que les femmes sont toujours plus précarisées et discriminées, nous voulons du vrai, du concret, nous voulons pouvoir accéder à nos droits et en obtenir davantage. Notre quotidien est une guerre sociale que l'on mène de front. Les féministes celles qui luttent pour les droits des femmes et pour vivre, c'est nous, pas Schiappa!!!

Cette année, les 8 et 9 mars seront dédiés à la lutte pour les droits des femmes et à la lutte des classes.

Parce que la politique en matière de lutte pour les droits des femmes doit servir d'abord les plus précaires et les plus vulnérables. Parce que nous sommes les plus exploités par ce système capitaliste violent. Parce que nous sommes fières, fortes, solidaires et déterminées. Parce que les gouvernements partout dans le monde doivent nous entendre, nous soutenir et travailler avec nous pour proposer un avenir possible à nos jeunes.

Une Allumette. Une station essence. Ultimatum. Nous réclamons nos droits, et c'est urgent. [...]



BASILE ZBOUB, « HÉ MON JOJO »



UNE AMAJAUNE LORRAINE

TIN HANANE

20 JANVIER 2019

Je voudrais d'abord saluer tous les Gilets jaunes, de la première ou de la dernière heure. Bravo à vous toutes et tous pour votre détermination, votre endurance et votre courage. Grâce à vous le peuple français a retrouvé sa fierté. Nous sommes passés du statut de moutons à celui de citoyennes et de citoyens engagés. Merci!

■ Avec la force et la vaillance d'un peuple animé d'une saine colère, les Gilets jaunes affrontent depuis deux mois la violence et le mépris du président et des riches: le monarque Macron, autoproclamé Jupiter, Dieu de la terre du ciel et

de tous les êtres vivants... Extinction générale garantie!

■ Dans cette lutte de classes que les peuples craignent de perdre, les femmes ont toujours été perdantes. Nombreuses, dynamiques, infatigables et courageuses, malgré leurs lourdes tâches professionnelles, sociales et familiales, elles sont depuis le 17 novembre, dans toutes les assemblées, sur tous les ronds-points, manifestent dans la rue sous les gaz et les matraques. Sensibles et inventives, elles se rassemblent et créent des chaînes de solidarité pour venir en aide aux plus nécessiteux. Face à la misère grandissante, elles organisent des collectes et des distributions de vivres, couvertures et produits d'hygiène pour celles et ceux que le pouvoir laisse dépérir dans la rue.

■ 85% des parents isolés sont des femmes. Près de la moitié vit sous le seuil de pauvreté. Les femmes sont désignées comme assistées; elles sont surexploitées dans des jobs mal payés, accumulent les temps partiels, les CDD, et travaillent même le dimanche à l'enrichissement des grands capitalistes.

■ 90% des métiers sous-payés, d'aide à la personne sont occupés par des femmes. C'est sur leurs maigres épaules que reposent les soins aux malades, aux anciens, aux enfants...

On attend d'elles qu'elles travaillent comme si elles n'avaient pas d'enfants, et qu'elles élèvent leurs enfants comme si elles n'avaient pas de travail!

■ Macron et Hollande, et avant eux Sarko et Chirac, les marionnettes au service des plus riches du monde entier, ont trahi leur mission et ont infligé au peuple français des politiques d'austérité.

Ils ont réduit les dépenses publiques et ce sont les femmes qui en souffrent en premier.

■ Pour faire ses cadeaux aux riches, qui ont payé pour le porter en haut de l'Olympe, le monarque Macron demande aux collectivités territoriales de réduire la dépense de 13 milliards.

Et ce sont les centres médico-sociaux dont les femmes pouvaient bénéficier qui disparaissent.

■ Leurs enfants étudient dans des classes bondées (la France est passée du 4e rang au 26e rang des classements internationaux). Les activités extrascolaires sont payantes; les frais de cantine augmentent; les factures eau-gaz-électricité sont taxées à plus de 60%, le réseau de transports publics hors de prix disparaît...

■ Les plus riches siphonnent l'argent des services publics et les hôpitaux ferment, les médecins désertent nos provinces; les maisons de retraite se privatisent et se détériorent et c'est encore les femmes qui prennent en charge les anciens. Face

aux puissants qui nous polluent et nous empoisonnent, elles doivent bosser, nettoyer, remplir la casserole, nourrir, soigner, éduquer, transporter, égayer... Elles se font toujours baiser.

■ À travail égal, elles gagnent encore en France 25% de moins que les hommes, soit un minimum de 50 000 euros de moins pour dix années de boulot... 200 000 en quarante ans! Leur travail ménager n'est toujours pas considéré, ni rémunéré.

Les femmes sont les premières victimes du libéralisme, du sexisme.

Qu'à cela ne tienne, les Amajaunes ont posé les serpillières pour exprimer leur colère! Les femmes Gilets jaunes ont lâché leurs casseroles pour prendre la parole.

■ Et ce ne sont ni leurs coups, ni leurs insultes, ni leurs violences qui nous feront taire. La rue est à nous! L'avenir de nos enfants, et de notre planète, nous appartient.

■ Le capitalisme et le patriarcat ne s'effondreront pas tous seuls, aidons-les.

Femmes, hommes. Rassemblons-nous!

Multiplions-nous! Et demandons l'impossible!

Un monde meilleur est possible. Tout de suite, maintenant!



LES FEMMES DONNENT DE LA VOIX

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DE PARIS

1^{ER} FÉVRIER 2019

Le 8 mars c'est la Journée internationale de lutte pour les droits des femmes. Alors, le lendemain, on consacre l'Acte 17 des Gilets jaunes à cette juste cause, pour faire converger toutes les mobilisations et montrer notre unité face au gouvernement:

En *jaune*, pour mettre en avant les femmes qui occupent une grande place dans le mouvement et sont mobilisées depuis la première heure sur les ronds-points, dénonçant notamment la précarité et les bas salaires.

En *rose*, avec les «gilets roses», les assistantes maternelles, mobilisées depuis le 2 février contre

le Medef et le gouvernement qui veut baisser leurs droits.

En *violet*, avec le collectif #8mars15h40 qui rassemble des associations féministes et divers syndicats et appelle à porter un foulard violet pour dénoncer les inégalités salariales et les violences sexistes et sexuelles.

En *rouge*, avec les nombreuses mobilisations sociales qui se donneront rendez-vous ce 9 mars, et notamment celle des intermittent·es et précaires qui dénoncent la réforme inique de l'assurance chômage, véritable guerre contre les plus fragiles.

Parce que l'inégalité que subissent les femmes conditionne et impActe aussi leur place dans la société tout entière, en les éloignant souvent des décisions politiques, battons-nous pour faire entendre leurs voix, pour l'égalité réelle et contre les violences.

POUR LA JUSTICE SOCIALE ET LA DÉMOCRATIE : ON LÂCHE RIEN !

Départ : Champs-Élysées, passage à la Comédie française avec action des intermittents, puis Pyramide du Louvre avec une pyramide de poussettes des assistantes maternelles, traversée de la Seine par le pont du Carrousel, rue des Saint-Pères, bd Saint-Germain avec action des femmes du commerce, bd Saint-Michel rebaptisé Louise Michel, arrivée Luxembourg rebaptisée parc Rosa Luxemburg.



OUI, OUI, LES ASSISTANTES MATERNELLES SONT VRAIMENT EN COLÈRE !

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU TARN-ET-GARONNE

30 MARS 2019

Tout a débuté lorsque les assistantes maternelles, métier très majoritairement féminin, ont découvert que dans le cadre de la renégociation sur l'assurance chômage, la lettre de cadrage du gouvernement imposait environ quatre milliards d'économie sur trois ans.

En quoi cela les concernent-elles? Point hautement sensible, la suppression, puis la diminution de l'allocation de retour à l'emploi qu'elles perçoivent, sous conditions, en cas de perte de contrat.

Elles sont salariées «multi-employeurs» et subissent les aléas des mutations des parents des enfants qu'elles gardent ou encore de la scolarisation de ces derniers. Elles ne retrouvent pas forcément un nouveau contrat tout de suite et subissent donc une perte de revenu. Le revenu moyen de cette profession est de 1 100 euros net mensuel. Que faire lorsqu'un tiers disparaît du jour au lendemain? C'est à ce moment-là que l'ARE entre en jeu et les aide tout simplement à pouvoir payer leurs factures.

Alors oui, vraiment en colère car ce qui est envisagé met en danger l'ensemble de la profession. Rappelons ici qu'elles permettent à d'autres parent d'aller eux-mêmes travailler. Elles sont donc un maillon indispensable de notre société.

Elles ont donc réussi par l'intermédiaire des réseaux sociaux à créer un collectif national appelé «Gilets Roses» qui compte plus de 11 000 membres! Elles se sont adressées à la CGT et FO au niveau national et dans le département à notre organisations syndicale.

2 février, 9 mars, 30 mars étaient trois dates de rassemblements nationaux en territoire. Elles interpellent les élus, du député au ministre, elles sont présentes dans les médias, se multiplient pour rallier d'autres «Nounous» à leur cause et veulent faire bouger les lignes!

En bref, elles sont formidables et réussissent à mettre de l'organisation là où il n'y en avait pas avec notre appui. Elles sont salariées précaires, des liens se font déjà avec les privés d'emplois et elles voient loin pour ce collectif qui ne demande qu'à se renforcer.

Pierre Bonnet, responsable commerce, UD-CGT 82



« PAROLES, PAROLES »



PÉAGE-SUD, PERPIGNAN : LE RÉVEIL DES SANS-DENTS

SERGE ANDRÉ

10 JANVIER 2019

Ils ont frappé Mike. Notre vaillant guerrier en fauteuil électrique et incapable de parler a reçu des coups de matraque sur les mains et le crâne. Samedi 15 décembre, quand les bleus ont arrosé de lacrymos le rond-point du péage-sud, l'handicapé motorisé n'a pas pu déguerpir à temps. «D'habitude, on prend soin de l'extirper avec nous, mais là, ça a été si soudain et si brutal, explique une Gilet jaune, que chacun a fui comme il a pu.» Fusée éclairante, pluie de grenades, assauts musclés. Un vieux raconte qu'il suffoquait à quatre pattes quand un camarade «gilet» lui a prêté son masque à gaz : «Respire un bon coup, prends ton temps.» Franck [1] était en train de battre en retraite quand des flics ont surgi derrière lui : «J'avais les mains levées. Le gendarme a armé son pistolet à lacrymos vers le bas : la grenade a ricoché contre une voiture avant de heurter mon mollet. J'ai hurlé. Il s'est avancé vers moi et m'a filé un coup de matraque. J'ai passé 48 heures dans le potage, mon mollet avait doublé de volume.»

Ils ont frappé Mike et la nouvelle a fait le tour des Gilets. Stupéfaction, colère. Comment en est-on arrivé là ? Depuis le 17 novembre, les blocages perpignanais se concentrent autour de trois péages : nord, sud et celui du Boulou – quasi-frontalier. À un jet de pierre du péage-sud se trouve le marché international Saint-Charles, poumon économique du département et cible première des Gilets. «Il faut asphyxier Saint-Charles!», entend-on régulièrement. Résultat : les poids-lourds sont régulièrement bloqués. Cohortes interminables de camtars arrêtés tête à cul sur la voie de gauche. Sonia a acquis une véritable expertise dans l'art de «garer» les 38 tonnes. Faut voir sa petite silhouette se planter devant ces énormes engins, agiter les bras, indiquer les manœuvres. Des fois le chauffeur rechigne, la phase de négociation peut-être houleuse. On essaie d'expliquer en espagnol ou en anglais ce qui se joue ici. Petit réconfort : le point chaud où le chauffeur peut boire un caoua et manger un morceau. Sonia revient, essouffée, énervée : «Ça y est, le chauffeur a compris qu'il allait dormir ici. Par contre je viens de me faire cracher dessus par une nana en bagnole.»

Ils ont frappé Mike. Le commissariat a refusé de prendre sa plainte. Alors avec une petite escorte, il est allé la déposer auprès du procureur au tribunal. Pas intimidé pour deux sous, l'handicapé est revenu squatter le rond-point. C'est une drôle de famille qui se reconstitue tous les jours au milieu du bitume crevassé, des herbes noires et des effluves de gasoil. Engoncé dans son vieux cuir élimé, Robert n'a pas envie que ça s'arrête : «Ça va se calmer pendant les fêtes, pour mieux repartir après. Avec les motards, on a calé des actions jusqu'à mi-janvier. On n'a peut-être pas de dents mais on a un cerveau.» Coordonnateur «Gilet jaune», Robert a enquillé 8000 bornes avec sa bécane. Il est chaud pour 8000 de plus.

JOURNAL CQFD



LES GILETS JAUNES ET LEURS VALEURS

GILETS JAUNES DE LA LOIRE ET DE LA HAUTE-LOIRE

22 MARS 2019

Des Gilets jaunes de la Loire et de la Haute-Loire ont écrit et publié avec le consentement des Gilets jaunes de ces deux départements pour rappeler ce qu'est leur mouvement ainsi que ses valeurs :

Les Gilets jaunes sont un mouvement spontané qui rassemble, par-delà les clivages traditionnels les personnes qui, en France, s'indignent du mépris avec lequel sont traités les plus fragiles de nos concitoyens dans le monde du travail et en dehors, de l'injustice fiscale, territoriale ou de toute autre nature et qui va grandissante.

Les Gilets jaunes aspirent à une société plus égalitaire, plus solidaire dans laquelle chacun puisse vivre décemment et dignement, une société plus juste socialement dans laquelle les richesses seraient partagées équitablement, une société où nous sortirions du système capitaliste, et dans laquelle seraient abolis les privilèges, une société démocratique où la parole de tous les citoyens serait prise en compte, une société égalitaire entre les hommes et les femmes une société protectrice

de l'environnement, une société basée sur les valeurs humaines où l'éducation aurait toute son importance et où chacun serait respecté dans sa singularité (ce qui exclut les intentions sexistes, racistes, antisémites, xénophobes, homophobes ou violentes que le gouvernement nous prête)!

Il est regrettable que les dirigeants politiques répondent à ce mouvement, qui est tout à la fois l'expression d'une colère populaire et un formidable élan de solidarité, par la violence, en utilisant la police comme une milice, et le mensonge avec le soutien des médias nationaux aux ordres des grosses puissances financières.

En quelques mois, grâce au mouvement des Gilets jaunes, des milliers de personnes, qui s'étaient résignées à vivre en silence dans l'ombre, ont pu exprimer leurs colères et leurs aspirations dans la lumière! Les Gilets jaunes ont redonné à des personnes isolées, abandonnées par la société, le sens de l'existence, de la chaleur humaine et du partage, sans rien leur demander en échange quant à leurs conditions de vie, sans tenir compte de leurs convictions politiques, religieuses ou éthiques.

Solidarité et fraternité sont les valeurs des Gilets jaunes que les responsables politiques de tous bords semblent avoir oubliées!

Depuis trop longtemps, les politiciens carriéristes font des promesses qu'ils ne tiennent pas. Aujourd'hui, ils accusent les personnes qui le leur reprochent de déstabiliser la France. Remettons les choses à leur place: ce ne sont pas les Gilets jaunes qui ont fait renaître les vieilles antennes fascistes mais la course effrénée au profit qui relègue au ban de la société une grande partie de nos concitoyens!



PARIS, ACTE 18

STREET MEDICS DE NANTES

18 MARS 2019

Alors que le bilan matériel de la journée de samedi semble occuper tous les esprits, le bilan humain s'annonce tristement élevé. Les grenades de tous types (lacrymos, désencercantes ou GLI f4) ont plu toute la journée sur les manifestant·es. Les

DAR (Détachements d'action rapide), plus nombreux que jamais, ainsi que la CSI (Compagnie de sécurisation et d'Intervention, en casques noirs sans bandes) ont copieusement abusé des coups de matraque et des tirs de LBD.

Un compte-rendu, regroupant les bilans de plusieurs groupes de street-medics et de secouristes volontaires présents sur place, devrait voir le jour dans le courant de la semaine.

En attendant, nous pouvons doré et déjà parler de centaines de victimes de la répression. Pas moins de 237 interpellations sont à déplorer dans la capitale. On compte également plus d'une centaine de blessé·es déjà recensé·es, et ce chiffre risque d'augmenter encore très rapidement.

Des crânes ouverts, des désencercantes explosant entre des jambes, des éclats de GLI-F4 fichés dans les chairs, des malaises et évanouissements par dizaines, des tirs de LBD40 dans des visages, un enfant avec au moins deux doigts arrachés, un homme avec un pied partiellement arraché, des blessures avec des lambeaux de chair manquants, des interpellations se soldant par des tabassages, des tympanes atteints, au moins une personne éborgnée, plusieurs dizaines d'évacuations par les pompiers... la liste est extrêmement longue, et non-exhaustive. Nous tenons à apporter tout notre soutien aux victimes de la répression d'État, qu'elle soit physique ou judiciaire, ainsi qu'aux street-medics, secouristes ou autres manifestant·es qui ont pu rentrer de cette journée choqué·es, voir traumatisé·es.

Pendant que *Le Parisien* nous explique qu'un pauvre «homme désabusé» est obligé de quitter son appartement des Champs-Élysées tous les week-ends, pour aller se réfugier dans sa maison secondaire (sic).

Alors que certain·es n'hésite pas à parler de «prise d'otage» pour qualifier une émeute, tandis que dans le même temps des matons empêchent des centaines de familles de prendre des nouvelles de leurs proches, sans que cela n'émeuve grand monde.

Quand des dégradations deviennent des meurtres prémédités, selon notre ministre de l'intérieur.

Le sujet de la répression étatique semble n'avoir jamais été autant surpassé par les discours sécuritaires, alors qu'il est plus que jamais d'actualité.

Une pensée également pour toutes les personnes ayant marché contre le racisme d'État et les violences policières ce samedi après-midi, et ce dans le plus grand silence médiatique. Des centres-villes aux quartiers populaires, des ZAD

aux manifs, la solidarité face à la répression et aux violences d'État s'impose comme une nécessité.

Soutien aux victimes, force aux interpellé·es, et bon rétablissement aux blessé·es.



I MUVRINI, « FIN DU MONDE ET FIN DE MOIS »



INTELLECTUEL-ES ET ARTISTES AVEC LES GILETS JAUNES !

COLLECTIF D'UNIVERSITAIRES, D'INTELLECTUEL-ES
ET D'ARTISTES

4 JANVIER 2019

Nous ne serons pas les chiens de garde de l'État!

Qui aurait cru qu'un gilet suffirait à ébranler l'État?

Nous assistons depuis deux mois à un mouvement populaire de grande ampleur soutenu par une grande partie des Français. Ce mouvement a pris le gilet jaune comme symbole. Ce gilet de sauvetage qui signale le danger est devenu un cri de ralliement contre la casse sociale en marche: «ne nous écrasez pas»! Il permet de rendre visibles ceux qui restent d'ordinaire invisibles. En occupant pacifiquement des ronds-points, les Gilets jaunes s'inspirent à leur manière des occupations d'usines de Juin 36 et de Mai 68, et de mouvements de contestation plus récents comme les Printemps arabes, les Indignés espagnols ou Occupy aux USA.

Le mouvement des Gilets jaunes a montré à nouveau que, face à un pouvoir prêt à tout pour imposer ses «réformes», seule la lutte permet de gagner: occuper, bloquer, manifester, toucher les lieux sensibles de l'État, de l'économie, de la

finance. Tisser des liens, inventer des solidarités, s'organiser pour tenir, fédérer les colères, rechercher des convergences, créer de nouvelles formes de résistance, penser de nouvelles manières de faire de la politique.

Confronté à ce mouvement, l'État a choisi la voie de la répression policière et judiciaire. Il envisage désormais de ficher les manifestants pour pouvoir procéder à des interpellations préventives. Alors que les armes employées par la police ont déjà entraîné blessures et mutilations chez des dizaines de manifestants, de nouvelles consignes d'«extrême fermeté» viennent d'être données aux préfets et aux procureurs. Pour justifier cette politique de confrontation brutale, les autorités s'efforcent par tous les moyens de discréditer les Gilets jaunes. Ainsi, Emmanuel Macron les a stigmatisés comme une «foule haineuse» qui serait à la fois xénophobe, homophobe et antisémite... L'État peut compter sur la complicité de certains médias qui montent en épingle le moindre incident pour faire passer les Gilets jaunes pour des racistes et des fascistes. Il peut également compter sur ses chiens de garde, ces intellectuels médiatiques qui se sont empressés de les dénoncer comme des «barbares» et des «gilets bruns». L'un d'eux vient même de féliciter la police pour avoir «sauvé la République»!

Beaucoup d'universitaires, d'intellectuels (enseignants, chercheurs, etc.) et d'artistes s'en sont tenus jusqu'à maintenant à un silence prudent, y compris ceux qui affichent leur sympathie pour la gauche et l'extrême gauche. Sans doute parce que ce mouvement échappe aux catégories habituelles du jugement politique – imprévisible, inclassable, comme Mai 68 en son temps, comme tout événement historique digne de ce nom. Certains ont pris position en faveur de ce mouvement populaire, mais leur parole est ignorée par les médias dominants. C'est ce silence que nous voulons contribuer à briser, en affirmant publiquement notre solidarité avec les Gilets jaunes et en appelant les intellectuels, les universitaires et les artistes à les rejoindre.

Il s'agit certes d'un mouvement hétérogène, traversé de multiples contradictions, et qui fait l'objet de tentatives d'infiltration et de récupération de la part de l'extrême droite. Il importe de demeurer vigilants face à toute dérive complottiste, raciste ou homophobe. Mais ces dérapages restent le fait d'une petite minorité et ne peuvent en aucun cas servir de prétexte pour déconsidérer l'ensemble des Gilets jaunes. Tout en condamnant sans réserve les menaces de mort envers des élus ou envers des Gilets jaunes accusés de «trahison», nous contestons l'usage indifférencié du terme

violence qui confond les violences physiques contre les personnes, qui sont inacceptables, et les dégradations de biens (voitures brûlées, vitrines brisées ou porte de ministère enfoncée...) qui accompagnent toujours les soulèvements populaires. Sans oublier que, comme l'écrivait Brecht, On dit d'un fleuve emportant tout qu'il est violent / Mais on ne dit jamais rien de la violence / Des rives qui l'enserrent.

Le mouvement des Gilets jaunes est né d'une exigence d'égalité et de justice, d'une protestation contre la destruction du «modèle social français» et la précarisation de larges couches de la population, encore accélérées par les réformes d'inspiration néolibérale menées au pas de charge et sans concertation par Emmanuel Macron. Ce mouvement témoigne d'une demande de reconnaissance, de la volonté d'être écouté et respecté, face à l'arrogance méprisante d'un gouvernement de technocrates qui se jugent «trop intelligents, trop subtils» pour être compris par un peuple d'«illettrés», de gens «qui ne sont rien».

En partant d'une révolte antifiscale, le mouvement des Gilets jaunes a connu une politisation rapide qui s'est effectuée en dehors de tous les partis. On a assisté à l'émergence de revendications radicales portant sur les institutions et l'exercice du pouvoir. En se référant aux traditions historiques de la Révolution française (cahiers de doléances, appel à des États Généraux, «marche des femmes»...), les Gilets jaunes ont réveillé l'idée de citoyenneté active fondée sur la compétence du peuple. On commettrait une grave erreur en condamnant comme «populistes» ou réactionnaires leur revendication de «référendum d'initiative citoyenne» ou l'appel des Gilets jaunes de Commercy à créer partout des «comités populaires» de citoyens et à les fédérer dans une «assemblée des assemblées». L'exigence d'une expression directe de la volonté populaire, la revendication d'un contrôle des élus par leurs électeurs qui les soumettrait à un mandat impératif et révocable: tout cela appartient à la tradition démocratique et révolutionnaire, depuis les Sans-Culottes, la Révolution de 1848 et les Communards jusqu'aux Conseils ouvriers du 20^e siècle. Le refus de toute délégation de pouvoir qui caractérise la plupart des Gilets jaunes s'inscrit dans la même tradition, celle de la démocratie radicale et libertaire, ravivée par la mémoire des révoltes trahies.

Aujourd'hui, le mouvement des Gilets jaunes est à la croisée des chemins. Même s'il ne doit pas être surestimé, le risque existe que l'extrême droite arrive à lui imposer son orientation autoritaire, haineuse et xénophobe. C'est la

responsabilité historique de la gauche de ne pas lui laisser le champ libre.

Pour toutes ces raisons, nous appelons les universitaires, les intellectuels et les artistes fidèles aux idéaux d'émancipation à soutenir activement les Gilets jaunes, à relayer leurs revendications et à les rejoindre dans la lutte.



TRAITEMENT JUDICIAIRE DES GILETS JAUNES

SYNDICAT DES AVOCATS DE FRANCE

19 FÉVRIER 2019

Au quatrième mois de mobilisation du mouvement des Gilets jaunes, les avocats intervenant aux côtés des manifestants, en garde à vue ou dans les prétoires, peuvent légitimement se poser la question. En effet, parallèlement aux violences policières, qui discréditent définitivement la doctrine française du «maintien de l'ordre», s'ajoutent désormais les violences judiciaires, commises dans le cénacle moins «engagé» mais finalement tout aussi anxiogène des tribunaux.

Ainsi les parquets requièrent-ils, sur ordre de la garde des Sceaux – dont la circulaire du 22 novembre 2018 constituait déjà un appel à la répression pénale la plus sévère – de lourdes peines de prison à l'encontre de tout prévenu assimilable, de près ou de loin, à un Gilet jaune: prison sans sursis pour des «primo-délinquants», mandats de dépôt, lourdes amendes, interdictions de manifester et interdiction des droits civiques privant opportunément du droit de vote aux prochaines élections.

Trop souvent les tribunaux leur donnent satisfaction! Pourtant, nous constatons chaque jour que les dossiers sont très souvent vides ou approximatifs:

- Absence quasi systématique de procès-verbal d'interpellation, remplacé par une fiche de mise à disposition, sorte de QCM, dont bien souvent n'est versé au dossier que le recto!
- Condamnations massives pour «participation à un groupement en vue de la préparation de

violences et de destructions», infraction «tarte à la crème», permettant de condamner des manifestants pour leur simple participation à la manifestation, dès lors qu'ils ont été interpellés à un moment de tension avec les forces de l'ordre.

■Peines complémentaires d'interdiction de manifester alors même que l'article L211-13 du Code de la sécurité intérieure limite à des infractions très précises la possibilité de prononcer une telle peine. Pour mémoire, de 1995 à octobre 2018, seules trente-trois personnes ont été condamnées à une peine complémentaire d'interdiction de manifester. Depuis novembre 2018, plusieurs centaines de Gilets jaunes ont été condamnés à cette peine complémentaire!

Menées en un temps record, ces procédures répondent à un double objectif: augmenter le nombre de déferrements/condamnations et «neutraliser» les Gilets jaunes.

Le SAF dénonce le traitement judiciaire subi par les Gilets jaunes, déjà soumis à des violences policières sans équivalent dans l'histoire récente des mouvements sociaux.

Cette violence judiciaire marque une nouvelle dérive dans la criminalisation d'un mouvement social, laquelle ne fera qu'abîmer davantage la confiance des citoyens dans leur Justice.

Moins de justice sociale, plus d'injustice pénale, est-ce l'État de droit que nous voulons?



ROBES NOIRES ET GILETS JAUNES

UN COLLECTIF D'AVOCATS

2 JANVIER 2019

En vertu que l'État de droit est celui dans lesquels les mandataires politiques, représentants élus en démocratie, sont tenus par le droit édicté par la démocratie elle-même, en se fondant sur la séparation des trois pouvoirs, exécutif, législatif et judiciaire, et leur limitation mutuelle, ce qui garantit son impartialité dans les normes de droit et une nécessité incontournable dans leur application concrète,

En vertu du principe que le droit se définit tel un instrument privilégié de régulation d'organisation politique et sociale et subordonne le principe de légitimité au respect de la légalité, et au 1er chef du respect absolu des principes constitutionnels caractéristiques d'un régime démocratique, l'exécutif n'est pas libre d'agir à sa guise, de manière partielle et paradoxale, pour servir ses intérêts politiques et protéger sa souveraineté au mépris total des droits et libertés civiles des Citoyens.

Toujours en vertu du droit dont nous, avocats, sommes dépositaires, dans les circonstances du contexte social du moment, nous déclarons l'iniquité, et l'abus caractérisé du poids frénétique de l'appareil policier mis en place face au soulèvement social actuel, des arrestations arbitraires sans droits en vue d'un fichage suivant les centaines de témoignages que nous recevons, et affirmons son illégitimité.

Et ce, selon le non-respect, voire l'annulation capricieuse des droits fondamentaux, politiques, et des libertés civiles individuelles, dans le but exclusif d'imposer davantage de restrictions aux Acteurs de la société civile; nous contestons ainsi les dispositions oppressives, théoriques et pratiques, qui lui sont affectées de manière brutale et répressive, à des fins d'asphyxie sociale, et leur totale non-conformité aux normes de droit, sous des prétextes fallacieux et nébuleux et totalement interprétatifs des lois à son bénéfice.

Selon le postulat que toutes ses mesures contrevennent gravement, sur un plan collectif et individuel, non seulement à notre Constitution, mais également à la Déclaration des droits de l'homme et du Citoyen, et tout autant au traité de Lisbonne, entre autres, et au bien commun.

Nous refusons également l'argutie juridique avancée de l'«état d'exception» voire «l'état d'insurrection» car l'adopter suggérerait que notre État se définirait en guerre contre son propre peuple, menacé par lui, et suspendrait de fait son titre d'État de Droit et de démocratie, au profit d'un système parallèle de «dictature, voire d'une monarchie», contre un régime véritablement républicain.

C'est pourquoi, le 2 janvier 2019, nous, collectifs d'avocats, identifié «Robes noires et Gilets jaunes – Officiel», comptant, à ce jour, une centaine d'avocats et 17000 adhérents, répartis sur deux Groupes, et représenté notamment des membres fondateurs suivants:

David Libeskind, avocat au Barreau de Paris;
Philippe de Veulle, avocat au Barreau de Paris;
Juliette Bissière, avocat au Barreau de Paris,

Alfonso M. Dorado, avocat au Barreau de Paris, Conseil près de la Cour pénale internationale (CPI), Christine Claude-Maysonnade, avocat au Barreau de Tarbes, Guillaume Royer, avocat au Barreau de Nancy, Olivier Beyer, avocat au Barreau de Lyon, Anne Gréco, avocat au barreau de Paris avons transmis un courrier à M. le préfet de police de Paris, pour l'informer de notre soutien des intérêts de nombreuses personnes mises en cause de manière pour le moins extravagante, particulièrement dans la séquestration non avenue de la rue Vignon en date du 22 décembre dernier, et dont tous les éléments en notre possession attestent d'une fin de non-recevoir; qu'un dépôt de plainte pénale à titre non-exhaustif, pour atteintes à la liberté d'expression, du droit «d'aller et venir», de réunion et de manifestation, de violences, de séquestration, et de mise en danger de la vie d'autrui, et que d'autres plaintes sont envisagées, par ailleurs, auprès de toutes les instances intérieures concernées ainsi que Internationales. Dans ce courrier, nous proposons, en outre, à M. le préfet de police de Paris, de nous fournir toutes explications à ce sujet.

Au vu de l'actualité, et de ce courrier daté et posté au 2 courant, il va sans dire que nous ajouterons à ce dossier lourd, notamment, la répétition des mêmes procédés, le soir même, place de la Concorde, et en d'autres événements suivants en province, et nous nous engageons à soutenir les lésés, de la même façon.

Nous objectons, de plus, et particulièrement à tous ces titres, l'interprétation subjective de l'État du «droit à s'opposer à une manifestation non déclarée» pour justifier la répression brutale de retour.

Pour rappel, la manifestation pacifique des Gilets jaunes du samedi 29 décembre 2018, devant les locaux de BFM, avait été dûment déclarée en préfecture, selon la loi en vigueur, mais, par un sombre «tour de passe-passe», a été nassée à l'identique, de manière imprévisible et violente, sous l'argument «d'attroupement» malveillant, et ce, malgré l'appel, in vivo in situ, d'une co-organisatrice à la préfecture, préfecture qui confirmait elle-même cette déclaration officielle.

Des vidéos, à l'appui de cet appel en direct à la préfecture, en témoignent, et l'enregistrement d'un dialogue de cette Gilet jaune avec un CRS en faction confirment ce retournement de situation imprévisible et pour le moins inapproprié, voire illégal, selon les principes d'une déclaration officielle de manifestation.

Pour le moins, par cet exemple précis, entre autres, ce prétexte de «déclaration de manifestation ou de non-déclaration officielle» évoqué

pour justifier des interventions policières musclées et l'arbitraire de bon nombre de situations comparables, apparaît vide de sens lorsque l'on sait que la manifestation du 12 janvier 2018 à Paris avait été autorisée par la Préfecture.

Nous, collectif d'avocats, «Robes noires et Gilets jaunes – Officiel», exigeons des Pouvoirs publics en place des explications sur l'usage intempestif des lois et règlements en vigueur à son propre avantage, faute de quoi nous entamerons toutes les procédures susceptibles de mettre en évidence leur illégitimité dans le but de sanctions juridiques adaptées, afin d'obtenir réparation de tous les préjudices des individus nommément impliqués, et des atteintes à la collectivité.



POUR TOU-TES NOS BLESSÉ-ES ! BLOQUONS L'USINE ALSETEX ET TOUTES LES USINES D'ARMEMENT !

**ACTION À L'INITIATIVE DE BLESSÉ-ES, DE LEURS
PROCHES, DE LEURS SOUTIENS ET DE COLLECTIFS
CONTRE LES VIOLENCES D'ÉTAT**

25 MARS 2019

Dans le cadre du maintien de l'ordre en métropole et dans les territoires d'outre-mer, l'État français a recours à un arsenal militaire sans commune mesure avec celui utilisé par ses voisins européens. Il est le seul à utiliser des grenades et un des rares à tirer sur la foule avec des balles de gomme.

Cet usage légitime de la violence était jusqu'alors réservé aux quartiers populaires et aux mouvements de révolte. L'histoire de l'après-guerre est rythmée par une violence systémique qui nous a amenés à faire le constat suivant: sur les vingt dernières années, les forces de l'ordre françaises ont mutilé en moyenne deux à trois personnes par an et en ont tué en moyenne quinze chaque année.

Mais depuis le mois de novembre 2018, face à l'ampleur et la spontanéité du soulèvement des

Gilets jaunes, la violence de l'État à l'égard des manifestations s'est considérablement durcie, faisant naître une prise de conscience collective des violences policières. Trois mois de révolte intense ont démontré, par une hécatombe sans précédent, que le facteur principal déterminant la violence d'État, c'est le caractère potentiellement révolutionnaire d'un mouvement de révolte.

Pourtant, sans être partie prenante du mouvement, Zineb Redouane a été tuée à Marseille, visée à sa fenêtre du quatrième étage par une grenade lacrymogène tirée en plein visage.

Également, trois personnes ont été éborgnées par des tirs de LBD à La Réunion dans les deux premières semaines de la révolte, suivies de dix-sept autres en métropole, dont deux lycéens de 15 et 16 ans et un collégien de 14 ans.

Cinq personnes se sont fait arracher une main par des grenades GLI F4 à Paris, Tours et Bordeaux.

Plusieurs centaines d'autres ont été grièvement blessées, dont les deux tiers à la tête.

Et malgré ce carnage, aucun mot, aucun regret, aucune excuse de la part des autorités. Au contraire, la répression se fait chaque jour plus féroce et le ministre de l'intérieur, au comble du cynisme, explique à des enfants dans une mise en scène télévisée comment tirer au LBD.

Le maintien de l'ordre protège l'État et non le peuple, il est à la fois un placement politiquement rentable pour le pouvoir, apeuré par sa chute possible, et un commerce juteux.

L'État français se vante en la matière d'un savoir-faire et d'une doctrine développés dans les anciennes colonies et sur les territoires d'outre-mer, et inspirées depuis les années 1980-1990 par les théories sécuritaires et logiques commerciales agressives des idéologues au service du complexe militaro-industriel étasunien (hypothèse de la vitre brisée, brigades antigang et d'intervention en civil, armes sublétales, militarisation de la police).

La France achète et utilise des armes chimiques (proscrites par les conventions internationales sur les terrains de guerre) : les grenades lacrymogènes.

La France achète, vend et utilise des armes de guerre : les grenades GLI F4, les grenades de désencerclement...

La France achète et utilise des munitions qui mutilent : les cartouches à destination des lanceurs de balles de défense de 40 et 44 mm (Flash-Ball SuperPro et SuperPro2, LBD 40, Kann 44, Riot Penn Arms).

L'État français offre des milliards d'euros à sa police et aux marchands de mort, tandis que son système de santé est en faillite, que son système

social est en faillite, que son système éducatif est en faillite, que son système de transports sert à nous taxer alors qu'il devrait être gratuit (pour le peuple et pour l'environnement) et que les grandes entreprises qui servent l'État refusent de payer des impôts, d'augmenter les salaires et de baisser le temps de travail, et cela alors même que le chômage bat des records.

Les augmentations d'impôts contre lesquelles nous nous battons servent à payer les armes qui répriment nos révoltes, alors il est temps de frapper là où le bât blesse.

Bloquer le complexe militaro-industriel français, c'est bloquer l'économie de mort de ce système.

Pour Zineb Redouane, pour les blessé-es, pour tou-tes celles et ceux mortes de s'être revolté-es, du 29 au 31 mars 2019, bloquons l'usine [A].

Et pour tou-tes celles et ceux qui ne pourrons venir dans la Sarthe, nous appelons à bloquer tous les sites suivants : [Suit une liste de quinze site de fabrication].

Précision : même si les événements venaient à être supprimés des réseaux sociaux (pressions des autorités), les rassemblements seront maintenus dans tous les cas. À chacun-e de s'organiser localement pour parvenir jusqu'aux sites, pour s'y rassembler selon les modalités qui lui conviendront et pour prendre ses précautions pour que tout se passe au mieux pour lui/elle. Pour info, les sites de fabrication sont classés Seveso, c'est-à-dire avec un haut niveau de sécurité.

Prévoyez de partir de chez vous quarante minutes à l'avance et de vous garer à trente minutes à pieds du lieu de rassemblement s'il devait être difficile de se rendre en voiture sur place ou de s'y garer. Organisez-vous pour ne pas garer votre véhicule sur le bas-côté de la chaussée, mais sur des chemins vicinaux où le stationnement ne gêne pas. Si les sites devaient être inaccessibles, nous invitons à bloquer les axes qui y mènent ou à se rassembler sur la place principale du village ou de la ville la plus proche.



KOPPP JOHNSON



PAS DE JUSTICE SOCIALE, PAS DE PAIX !

COMITÉ VÉRITÉ ET JUSTICE DE HAUTE-GARONNE

25 JANVIER 2019

Depuis le début du mouvement des Gilets jaunes, la violence de la police et la répression ont frappé dur dans toute la France: plus d'une centaine de blessés graves (mains arrachées, éborgnés) et une personne a été tuée. Rien qu'à Toulouse, fin janvier, on comptait 410 interpellations, 263 gardes à vue, 115 passages au tribunal et des condamnations qui totalisent 121 mois de prison ferme.

QUINZE MORTS ENTRE LES MAINS DE LA POLICE PAR AN EN MOYENNE DANS LES QUARTIERS...

Rappelons que cette violence s'abat depuis des décennies sur les habitants des quartiers populaires. Le flash-ball y a été déployé largement avant son utilisation en manifestation. Près de 600 personnes sont décédées suite à l'intervention de la police ces quarante dernières années (source base de données *Bastamag*: <https://bastamag.net/webdocs/police/>).

Une écrasante majorité des victimes sont noires ou arabes et issues de quartiers. L'impunité est toujours la règle pour les policiers. Au delà de ces chiffres, il y a aussi la réalité quotidienne des insultes, des humiliations, des contrôles permanents et des violences banalisées.

Il ne s'agit pas de s'engager dans une concurrence morbide de qui subit le plus la police, mais d'appeler à des alliances face à cette situation. Espérons que ceux qui subissent aujourd'hui les matraques, grenades et flash-ball, soutiennent aussi les habitants des quartiers populaires dans leur quotidien. Les habitants de ces quartiers ne connaissent que trop bien l'injustice sociale.

Partout en France, les Gilets jaunes ont été choqués par les images des jeunes de Mantes-la-Jolie forcés par la police de s'agenouiller, les mains derrière la tête. La scène a été rejouée par les manifestants. Pourvu que ce geste de solidarité en entraîne d'autres. Ce mouvement est peut-être enfin une occasion de dépasser la division entre les banlieues et le reste de la France.

Justice et Vérité pour Adama, Wissam, Lamine, Morad, Aboubakar, Angelo, Zyed et Bouna!

Pour Théo, pour Madame Kébé! et pour toutes les victimes...

Justice pour Zineb Redouane!
Justice pour tous les blessés, avec ou sans gilet jaune!

Force à celles et ceux qui luttent!



LE GUIDE DU GILET EN MANIF !

COMMISSION RÉPRESSION DE L'ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES

27 JANVIER 2019

Propositions pour organiser une défense solidaire des Gilets jaunes à l'échelle locale

UNE ORGANISATION COMMUNE PRÉSENTE À CHAQUE MANIF

Avoir au moins un, si possible deux avocats de permanence que chaque gilet peut solliciter s'il est arrêté et mis en garde à vue.

Il est important de ne pas piocher un nom au hasard mais de prendre le temps de discuter avec l'avocat en amont pour savoir s'il est favorable à nous soutenir. Il est aussi important d'apprendre le numéro de portable de l'avocat et pas seulement son nom pour être sûr que les policiers arriveront à le joindre: l'avocat n'est pas toujours dans son cabinet, or c'est ce numéro qui apparaît dans l'annuaire.

Avoir deux Gilets qui se portent référents à chaque manif pour noter les éventuelles arrestations. On peut ainsi:

- Savoir qui est arrêté, dans quelles conditions, et dans quel commissariat il est emmené.
- Avoir un témoin en cas de violence.
- Aller soutenir le Gilet devant le commissariat, ou aller l'y chercher quand il sort. L'idéal serait que l'avocat du gilet soit en lien avec les autres gilets pour leur dire s'il y a comparution immédiate ou non.
- Aller en manif en binôme pour qu'on puisse se surveiller et se protéger mutuellement.
- Appeler à la vigilance quant aux photos et vidéos qui sont prises.

Trop souvent, les images servent à réprimer et à fichier les Gilets, soit directement comme simples constats prouvant l'implication de ces derniers

dans une agitation sociale, soit en tant que moyens de pressions lors de procès ultérieurs. Par ailleurs, plusieurs vidéos/photos prises de différents points de vue et à des moments différents peuvent parfois s'avérer utiles à la police. Elles peuvent permettre de constituer une séquence compromettante, que le délit ait été réel ou non : un montage (intentionnel ou non) peut faire croire à tout et n'importe quoi. Avoir au moins un, si possible deux avocats de permanence que chaque gilet peut solliciter s'il est arrêté et mis en garde à vue.

On suggère donc de :

- Ne pas photographier ou filmer une scène susceptible d'entraîner des conséquences pénales pour des personnes (en revanche, prendre soin de filmer les violences policières).
- Favoriser les photos de foule de dos en manifestation afin de ne pas faire apparaître les visages
 - Flouter les visages des manifestants avant publication.

LA SOLIDARITÉ APRÈS LA MANIF EN CAS D'ARRESTATION

Quels outils mettre en place pour être soutenu financièrement, juridiquement, et moralement

- Avoir une caisse de soutien qui puisse servir à payer les frais de justice, ceux des blessés ou de leurs familles. Cette caisse peut-être financée par une cagnotte à laquelle tous les gilets contribuent, ou par des événements organisés par des Gilets... Toutes les idées sont les bienvenues. Attention : il est illégal d'appeler à payer les amendes.
- Aller soutenir les gilets au tribunal ou devant les commissariats, en leur montrant simplement qu'on est présents.

DIFFUSER L'INFORMATION !

- Faire en sorte qu'un maximum de personnes soient au courant de leurs droits, et sachent comment se protéger des diverses attaques policières.
- Distribuer un tract d'informations sur nos droits (en manifestations, en garde à vue, encas de procès) à son groupe avant chaque manif. Comme tract, vous pouvez utiliser Jaune a rien à déclarer!
 - En discuter entre Gilets et se préparer ensemble à être solide et efficace.

POUVOIR RIPOSTER

Se défendre, ça implique aussi pouvoir attaquer quand on est touché et que la police est dans l'illégalité. Porter plainte à l'IGPN lorsqu'on subit des violences policières, porter plainte au tribunal correctionnel ou administratif lorsque la police a agi dans l'illégalité. C'est aussi en parler à la

presse, ou contacter des collectifs qui défendent les blessés. Voir : desarmons.net

Ne pas réagir, c'est laisser à la police la possibilité d'agir en toute impunité.

SÉCURISER NOS MOYENS DE COMMUNICATION

Utiliser des outils sécurisés qui rendent difficile à la police de lire et écouter nos échanges téléphoniques. Les applications de messagerie comme Telegram et Signal sont chiffrées, c'est-à-dire qu'à moins d'avoir le code de déchiffrement, la police ne peut pas avoir accès à nos échanges. Ces messageries ne sont pas localisées en France, ce qui veut dire qu'il est plus difficile pour la police d'avoir accès à ces codes. Ne pas avoir accès à ces échanges rend difficile d'identifier des Gilets, de créer des responsables pour condamner le mouvement, et d'anticiper les actions à venir.

Un téléphone et un ordinateur peuvent être intégralement chiffrés. Pour les smartphones, cette option existe dans les paramètres. En revanche, s'ils sont saisis alors qu'ils sont allumés, les données ne sont pas chiffrées, il est donc fortement conseillé en cas de crainte d'arrestation imminente d'éteindre son portable ou son ordinateur pour protéger les données.

Document inspiré de la commission sur la répression des Gilets jaunes, réunie pour la première fois lors de l'Assemblée des assemblées de Commercys le 27 janvier 2019.



BLOUSES BLANCHES, GILETS JAUNES, GILETS ROUGES

UNION DÉPARTEMENTALE CGT DU NORD - SANTÉ ACTION SOCIALE

8 JANVIER 2019

GAGNER ENSEMBLE, C'EST POSSIBLE !

Augmentation immédiate des salaires et des pensions...

Salariés de la santé et de l'action sociale le changement est possible pour :

Augmenter les salaires par l'augmentation de 1 euro des points d'indice ;

Remplacer tous les arrêts maladies et départs en retraite ;

Travailler moins, 32 heures de jour et 30 heures la nuit pour améliorer nos conditions de travail et créer de l'emploi ;

Embaucher 10% de personnel en plus dans nos services, soit 10 000 créations emplois dans le département ;

Titulariser les contractuels pour mettre fin à la précarité des travailleurs et de nos vies ;

Contraindre l'égalité salariale femmes-hommes ;

Lutter contre la fraude et l'évasion fiscale qui représente 80 milliards d'euros et pour la justice fiscale ;

Récupérer l'argent de notre travail pour les services publics. Les versements de dividendes aux actionnaires n'ont jamais été aussi importants, à eux seuls ils comblent le déficit du budget de l'État et de la sécurité sociale...

Salariés de la santé et de l'action sociale, Gilets jaunes et Gilets rouges convergeons tous ensemble dans les luttes.



APPEL DES GILETS JAUNES INTERMITTENT-ES, CHÔMEUR-EUSES ET PRÉCAIRES

**COLLECTIF GILETS JAUNES INTERMITTENT-ES,
CHÔMEUR-EUSES ET PRÉCAIRES**

4 FÉVRIER 2019

Nous sommes artistes, technicien-ne-s, personnels administratifs, nous travaillons dans les mondes du théâtre, du cinéma, de la musique, de la danse, du cirque, de l'audiovisuel, des arts de rue. Nous avons décidé de rejoindre le mouvement des Gilets jaunes.

Comme beaucoup d'autres personnes, nous sommes des travailleur-euses précaires qui vivons de contrats courts, nous dépendons de plusieurs

employeur-euses, nous travaillons souvent les soirs et les week-ends, sans possibilité de nous projeter dans le temps. La discontinuité et l'instabilité font souvent partie de nos métiers. Ce que nous refusons, c'est la précarité organisée. À l'heure où l'intermittence de l'emploi est la réalité d'un nombre croissant de travailleur-euses, une indemnisation chômage inconditionnelle doit être mise en place.

Le 10 décembre, nous, syndiqués ou non, nous sommes réunies en assemblée générale à l'appel de la CGT spectacle, pour nous mobiliser contre la nouvelle attaque de l'assurance chômage. Dans sa lettre de cadrage aux syndicats de salariés et patronaux, le gouvernement demande une économie de près de 4 milliards d'euros sur trois ans, à réaliser sur le dos des chômeur-eurs. Encore une fois le gouvernement stigmatise les prétendu-es assisté-es du marché du travail. Mais que disent les chiffres ? Il y a 150 000 offres d'emploi et 6 millions de personnes inscrites à Pôle Emploi. Sur ces 6 millions, seulement 2,4 millions de personnes sont indemnisées, soit plus d'un chômeur sur deux qui ne touche aucune allocation.

Le 30 décembre dernier le gouvernement a passé un décret pour durcir encore les conditions du droit au chômage, menaçant les chômeur-euses de radiation et de suppression des allocations dont ils et elles ont besoin pour vivre. Le but du gouvernement est clair, ce n'est pas de faire baisser le chômage mais d'y faire croire en faisant baisser le nombre d'inscrit-es à Pôle Emploi. En témoigne la suppression prévue de 400 postes de conseiller-ères et création de 800 contrôleur-euses.

Toute attaque contre les droits au chômage n'est pas seulement une attaque contre les chômeur-euses mais aussi contre l'ensemble des salarié-es, pour les forcer à accepter n'importe quelles conditions salariales, puisqu'une armée de réserve de précaires est disponible pour les remplacer.

Alors que l'évasion fiscale est estimée au minimum à 80 milliards d'euros, que les cadeaux aux plus riches se multiplient (suppression de l'ISF et de l'Exit Tax, budget du CICE doublé, baisse des cotisations patronales), on demande aux plus précaires de supporter le poids des économies. Les gouvernements successifs et le medef poussent à la précarisation généralisée de la société.

Dans notre société actuelle où le plein-emploi n'existe pas, nous voulons que tout-es les chômeur-euses soient indemnisé-es et que l'indemnisation chômage soit généralisée. Nous invitons toutes les professions intermittentes, assistant-es maternel-les, technicien-nes de surface, pigistes, intérimaires, auxiliaires de vie scolaire, les

découragés de Pôle Emploi et les invisibles du système, à se mobiliser et à se coordonner.

Sortons de notre isolement et réunissons-nous sur les ronds-points, les parkings, les places, les lieux de travail, en assemblées, en manifs, pour formuler des revendications communes et construire des actions collectives.

Nous appelons toutes les assemblées de Gilets jaunes à intégrer la question de l'assurance chômage dans la revendication d'une société plus juste et libérée de la précarité.

Gilets jaunes intermittentes chômeuses précaires, affirmons nos valeurs démocratiques, contre toutes les oppressions: racistes, sexistes, homophobes, transphobes, autoritaires. Maintenons la pression sur le gouvernement et les organisations patronales par des blocages, des occupations, des grèves, des manifestations et des interventions coup de poing.

Soyons solidaires et gilet-jaunons les entreprises, organisons ensemble la lutte et la grève générale.

POUR UNE JUSTICE SOCIALE, FISCALE ET ENVIRONNEMENTALE.

Texte adopté à l'unanimité moins une personne à l'AG du 4 février 2019, à la Bourse du travail de Paris



**JOJO LE GILET JAUNE,
« MACRON ON VIENT TE CHERCHER CHEZ TOI »**



APPEL À LA GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE

GILETS JAUNES DE ROUEN

28 JANVIER 2019

Nous, Gilets jaunes de Rouen, déplorons que le pouvoir exécutif s'obstine à ne rien entendre des revendications portées par les Gilets jaunes et à conduire une politique injuste rejetée par 75% des Français.

Chacun a compris que le Grand Débat National ne constitue qu'une nouvelle stratégie de communication visant à anesthésier l'opinion publique sans qu'aucune mesure concrète ne soit adoptée à son issue. Le Président de la République se refuse en effet catégoriquement à remettre en cause les dispositifs fiscaux adoptés au début de son mandat au bénéfice des 1% les plus riches (réforme de l'ISF, Flat Tax, Exit Tax, et CICE) tout en confirmant sa volonté de réduction des dépenses publiques dont nous savons qu'elle concernera nos services publics essentiels: santé, éducation, police et justice.

Plutôt que tenter d'apaiser et d'écouter le peuple, le Président de la République et le gouvernement n'ont fait que jeter de l'huile sur le feu par des déclarations irresponsables (« foule haineuse », « agitateurs », « sens de l'effort »). Cette stratégie du chaos a engendré 1 000 blessés parmi nos policiers et gendarmes, douze décès et 1 800 blessés parmi les manifestants, dont près d'une centaine ont été mutilés, défigurés ou éborgnés. Pas un seul mot d'empathie à l'endroit des victimes n'a été prononcé à ce jour par ceux qui portent la parole institutionnelle. Les violences que connaît notre pays doivent cesser et nos revendications enfin accueillies.

En conséquence, nous appelons l'ensemble des citoyens français – salariés, intérimaires, fonctionnaires, artisans, commerçants, chefs d'entreprise, agriculteurs, chômeurs, retraités, professions libérales, étudiants, lycéens, artistes, intellectuels – à se mobiliser pour construire à compter du 5 février 2019 :

GRÈVE GÉNÉRALE ILLIMITÉE !

- l'ensemble des Gilets jaunes du pays, et tous ceux qui voudront se joindre à nous, à diffuser cet appel auprès de la population sur tous les réseaux sociaux et sur le terrain (ronds-points, entreprises, universités, lycées, établissements publics...);
- chaque citoyen à boycotter les grandes enseignes commerciales au profit des commerces de proximité afin de les soutenir en cette période de crise;

Chacun devra s'interroger, en son for intérieur, s'il entend continuer à se soumettre aux injonctions d'un pouvoir devenu illégitime dès lors qu'en abandonnant la poursuite de l'intérêt général, il a perdu de vue l'essence de son mandat, ou s'il est temps de reprendre en main notre destin commun.

C'est un sacrifice à faire aujourd'hui pour notre avenir et celui de nos enfants et petits-enfants. Ce moment est et doit être historique.

Il est temps que la résignation change de camp et d'en revenir au respect de l'article 2 de notre Constitution selon lequel le principe de la République est: gouvernement du peuple, parle peuple et pour le peuple.



MOTION : POINT SUR LA CONVERGENCE

GILETS JAUNES DE MONTPELLIER

L'AG du Peyrou réunie ce dimanche 31 mars constate que la convergence est maintenant une réalité: le 5 février, puis le 19 mars avec les organisations syndicales FO, CGT, FSU et Solidaires, hier encore aux côtés des parents d'élèves et des enseignants: les Gilets sont présents, ce fait est relevé par tous.

Nous apportons ainsi tout notre soutien au combat engagé par les enseignants pour le retrait de la réforme Blanquer. Cette réforme apparaît maintenant pour ce qu'elle est: une mesure pour encore réduire le nombre de postes, liquider des pans de programmes, créer des diplômes locaux, expérimenter des horaires et des matières variables d'un établissement à un autre, bouchant la possibilité de poursuivre dans la filière de son choix dans le supérieur.

Nous soutiendrons donc, à notre niveau, les actions entreprises par les enseignants, quelles que soient les formes d'actions choisies. Nous invitons tous les Gilets jaunes enseignants à rejoindre cette mobilisation à y apporter notre vitalité, notre expérience.

Ceux qui ont cherché à nous diviser ont eu tort, ils doivent maintenant le reconnaître. Les arguments expliquant que les gilets jaunes n'avaient pas grand-chose à voir avec le monde du travail et que nos revendications étaient à opposer aux combats pour l'augmentation des salaires sont maintenant nuls et non avenues. Nous sommes des travailleurs, du public comme du privé, parfois privés de travail, parfois autoentrepreneur ou travailleurs pauvres, parfois dans des petites entreprises, parfois au chômage ou au RSA, parfois à la retraite mais nous sommes des travailleurs sous le

gilet jaune, et beaucoup d'entre nous sont syndiqués ou l'ont été.

Nous saluons l'initiative des Youthforclimat de Montpellier, qui ont demandé à nous rencontrer pour converger avec nous. Ils ont raison, nous avons des préoccupations communes.

Ceux qui, dans leurs salons ou dans les médias locaux, ne parlent que des violences le samedi, pour éviter de parler de la réalité sociale de notre pays, du ras-le-bol que notre mouvement exprime, font également fausse route, passe à côté de l'essentiel; et quand ces discours servent d'argument pour leur petite campagne électorale, ils sont minables.

Chaque jour notre mouvement mûrit, réfléchit, s'organise, comprend les pièges et les déjoue. Nous plus fort, soutenu par la majorité de la population, quand Macron est maintenant tout seul.

Plus que jamais, l'heure n'est pas à la division, mais à l'unité.

L'unité, tout en préservant nos cadres, nos modes d'actions, notre indépendance.

L'unité de tous pour chasser Macron, sa politique, ses laquais, ses députés, et ceux qui leur ressemblent: on débattrà quand on vous aura tous viré, vous, votre politique, votre médiocrité.

Place aux travailleurs, au peuple, aux femmes, à la jeunesse!

Adoptée à l'unanimité moins deux abstentions, 31 mars 2019.



MOBILISATION ST MICROELECTRONICS : ACTE 1/PRIME MACRON

CGT-ST MICROELECTRONICS CROLLES

17 JANVIER 2019

Depuis plusieurs semaines, le pays est secoué par une mobilisation sociale inédite des «Gilets jaunes». Contre tous les pronostics et malgré une propagande du gouvernement visant à discréditer ce mouvement, la mobilisation perdure et se renforce.

À l'origine de ce mouvement, une taxe sur les carburants, la goutte d'eau qui a fait déborder le vase d'un ras-le-bol général. Au fil des semaines, les revendications des Gilets jaunes se sont affinées et ont révélé notamment un problème de pouvoir d'achat, que le pouvoir exécutif, et surtout le patronat, feignent d'ignorer.

Ce problème de pouvoir d'achat est avant tout un problème de salaire, issu notamment d'une inégale répartition des richesses produites par le travail! Chez ST, en 2018, la politique salariale a été de 2% pour les I&C, de 2,3% pour les OATAM et de 35% pour la direction. L'inflation a été de 1,6% et la revalorisation du PMSS (plafond mensuel Sécurité sociale) a été de 2,1%. Alors bonne augmentation pour les salarié·es?

D'un autre côté, toujours chez ST, notre nouveau PDG dès sa désignation a bénéficié de 100 000 actions gratuites sans avoir fourni aucun travail dans ses nouvelles fonctions. Par ailleurs, le niveau des dividendes versés aux actionnaires s'élève à 215 M\$ en 2018, et en 2019, les cadeaux semblent se poursuivre. Notre direction lance un programme de rachat d'actions pour un montant max de 750 millions de dollars sur une période de trois ans, qui profitera en majorité comme d'habitude à une minorité de personnes déjà bien aisée (JG>15, Managers, Shomm chefs équipes, Top management)!

En 2018, les entreprises du CAC40, dont ST fait partie, ont distribué 57,4 milliards aux actionnaires.

L'INÉGALE RÉPARTITION DES RICHESSES PRODUITES PAR LE TRAVAIL, EXISTE BELLE ET BIEN À ST!

La mobilisation des Gilets jaunes a poussé le Président de la République à annoncer un certain nombre de mesures, plutôt tours de passe-passe, dont la fameuse «prime Macron» de 1 000 euros à verser par les entreprises volontaires (voir modalités au verso). Toutes les organisations syndicales ont demandé à la direction de ST que cette «prime Macron» soit versée aux salarié·es. Mais la direction, avec mépris, a refusé catégoriquement de verser cette prime et promet à la place un tour de passe-passe également, avec un supplément (soit un Booster) à la prime d'intéressement qui s'annonce d'ores et déjà décevante avec le nouveau calcul de l'accord triennal. Pour la CGT, mieux vaut une augmentation de salaire qu'une prime, mais le refus de la direction à verser la «prime Macron» n'est pas acceptable pour autant.

ST Microelectronics est une entreprise du CAC40 faisant d'importants bénéfices et distribuant beaucoup de dividendes. L'État est actionnaire de l'entreprise. ST reçoit près de

200 millions d'aides par an (dont 43 M d'euros de CICE en 2018), issus de nos impôts et encore de nombreuses aides vont arriver prochainement. L'enfumage politico-patronal n'a que trop duré, d'autant plus qu'il n'apporte rien ni aux salarié·es, ni en embauches durables! En convergence avec les Gilets jaunes qui expriment une colère légitime, exprimons maintenant la colère légitime des salarié·es: ST doit redistribuer plus équitablement les richesses créées par notre travail d'abord sous forme d'augmentations de salaire significatives et dès maintenant en versant la «prime Macron» de 1 000 euros pour tou·tes.

ACTE 1 : SALARIÉ·ES DE ST! OCCUPONS LE ROND-POINT DEVANT ST-CROLLES!

Rassemblement lundi 21 janvier [...]. Ce rassemblement sans grève se fera sur votre pause déjeuner pour le personnel journée, avant ou après votre Shift pour les équipes postées 1&2 et pour les autres équipes, nous comptons sur votre présence pour montrer votre mécontentement et aussi débattre *tou·tes* ensemble sur ce manque de reconnaissance chronique!

ST Microelectronics, une entreprise pas si extraordinaire... Des entreprises jouent le jeu et versent la «prime Macron» à leurs salarié·es, mais ST fidèle à elle-même persiste à poursuivre sa politique sociale au rabais.

Versement «prime Macron»		
	prime Macron (en euros)	Bénéfices 2017 (en M d'euros)
Poma	1 500	13,8
Klesia	entre 300 et 900	29,3
Lactalis	500	80
Soitec	entre 300 et 1000	86,4
RATP	entre 200 et 400	132
Véolia	500	401,6
Iliad (Free)	1 000	405
ADP	entre 250 et 1 000	571
Dassault	750	709
ST Microelectronics	0 (!!!)	802
Essilor	entre 600 et 800	833
La Poste	entre 200 et 300	851
Publicis	1 000	862
SNCF	entre 200 et 400	1 330
Michelin	entre 250 et 750	1 700
Orange	entre 500 et 1 000	1 900
Engie	600	1 940
Total	1 500	8 360

La prime peut être attribuée par l'employeur à l'ensemble des salariés ou à ceux dont la rémunération est inférieure à un plafond. Pour les salariés ayant perçu en 2018 une rémunération inférieure à trois fois la valeur annuelle du salaire minimum de croissance calculée pour un an sur la base de la durée légale du travail, la prime bénéficie de l'exonération d'impôt sur le revenu, de toutes les cotisations et contributions sociales d'origine légale ou conventionnelle, dans la limite de 1 000 euros par bénéficiaire.

Son montant peut être modulé selon les bénéficiaires en fonction de critères tels que la rémunération, le niveau de classifications ou la durée de présence effective pendant l'année 2018 ou la durée de travail prévue au contrat de travail.

Son versement est réalisé entre le 11 décembre 2018 et le 31 mars 2019.

La prime ne peut se substituer à des augmentations de rémunération ni à des primes prévues par un accord salarial, le contrat de travail ou les usages en vigueur dans l'entreprise. Le montant de la prime ainsi que le plafond et la modulation de son niveau entre les bénéficiaires font l'objet d'un accord d'entreprise ou de groupe.



MACRON DOIT CÉDER AUX EXIGENCES DES GILETS JAUNES ET DU MOUVEMENT SOCIAL

ASSOCIATIONS, ORGANISATIONS SYNDICALES ET PARTIS POLITIQUES

3 FÉVRIER 2019

La France est bouleversée depuis onze semaines par une révolte citoyenne et sociale sans précédent depuis Mai 68. [M]algré les caricatures et le mépris, les Gilets jaunes exigent des mesures simples et immédiates et plus que légitimes de démocratie et de justice fiscale, sociale et environnementale. Simples et immédiates, parce que l'annulation de la hausse des taxes sur le carburant

aurait pu être compensée quasi immédiatement par le rétablissement de l'ISF. Parce que la remise en cause du CICE pourrait financer une augmentation immédiate du Smic.

Plus que légitimes, parce que dans un pays devenu un paradis pour les millionnaires, la répartition des richesses est une urgence absolue pour en finir avec l'indécence de cette situation.

Le dimanche 27 janvier à Commercy, une assemblée [...] a lancé un appel contenant des revendications sociales et écologiques fortes (augmentation immédiate des salaires, minimas sociaux, allocations et pensions, droit au logement, à la santé, à l'éducation, services publics gratuits et pour tous, éradication de la misère sous toutes ses formes, égalité et prise en compte de toutes et tous quelle que soit sa nationalité, transition écologique...) ainsi que de grandes exigences démocratiques.

Pour la première fois depuis le début de la mobilisation, les Gilets jaunes ont décidé de se joindre à une grève annoncée par les syndicats [...]. Nous voyons dans cette convergence une possibilité de victoire sociale majeure, en permettant un mouvement d'ensemble durable et reconductible incluant l'ensemble des salarié·es, la population des quartiers populaires et la jeunesse. Nous souhaitons que la grève et les manifestations soient les plus massives possible afin de faire aboutir ces revendications légitimes. [...].

Nous condamnons les tentatives de l'extrême droite de s'approprier ce mouvement et de l'utiliser pour promouvoir la haine des immigré·es, l'antisémitisme, le racisme, le sexisme et l'homophobie.

Au lieu d'écouter, le pouvoir se recroqueville sur son appareil répressif et sur un simulacre de débat. Il prépare même une loi qui restreint la liberté de manifestation. [...] Nous exigeons du gouvernement qu'il abandonne la logique de criminalisation du mouvement social et populaire. Un président qui ordonne ou couvre de telles violences sur ses compatriotes perd sa légitimité de représentation du peuple. [...].

Ce n'est pas dans la dérive autoritaire que se trouve la sortie de crise. Ce n'est pas en menottant ou en éborgnant les Gilets jaunes et ses porte-voix qu'il étouffera la contestation. Le vrai débat populaire s'exprime dans les quartiers, les ronds-points, les assemblées communes, les entreprises. Emmanuel Macron a perdu la bataille des idées. Il doit faire droit aux revendications sociales et populaires !

Associations, organisations syndicales et partis politiques : Attac, Collectif national pour les droits des femmes

(CNUF), collectif La vérité pour Adama, Fondation Copernic, Union départementale CGT 75, SUD-PTT, Solidaires, Alternative libertaire, Ensemble, Gauche démocratique et sociale (GDS), Génération·s, Groupe parlementaire FI, Mouvement Écolo, Nouveau Parti anticapitaliste (NPA), Parti de gauche (PG), Parti ouvrier indépendant (POI).



MOMO & CHARLEY, « RAMÈNE LA FRANCE À LA RAISON »



SYNDICALISTES ET GILETS JAUNES : L'EXPÉRIENCE DE GAILLAC (TARN)

LETTRE D'UN SYNDICALISTE

3 MARS 2019

Courrier d'un syndicaliste expliquant à un autre syndicaliste (Christian Mahieux, de Solidaires et de l'équipe rédactionnelle de la revue *Les Utopiques*) comment les Gilets jaunes (Les Zèbres de Gaillac, dans le Tarn) débattent et comment des syndicalistes qui sont parmi eux/elles, font leur travail, tout en constatant les difficultés à associer vraiment les cultures militantes différentes.

«Je t'écris de Gaillac, où nous tenons un rond-point depuis le 17 novembre, en compagnie notamment de Liêm Khê Luguern (que tu n'es pas sans connaître puisque c'est elle-même qui me suggère de t'écrire). Nous te faisons parvenir une synthèse d'un débat que nous avons tenu à organiser le 8 février à Brens, près de Gaillac.

Nous étions plus de 300, ce qui est énorme pour notre petite ville. Par comparaison, les réunions du Grand Débat national, ont rassemblé beaucoup moins de monde, une douzaine pour la dernière d'entre elles. Tu pourras y remarquer la richesse des échanges, même si nombre de sujets sont absents ou un peu faibles, je pense notamment à ce qui a trait à l'international, ou encore

à la justice. Nous prévoyons de refaire une réunion publique le 8 mars pour approfondir certains sujets.

Nous nous engageons actuellement vers une autre phase du mouvement, assez imprévisible, où nous projetons de tenter la convergence : avec des salariés de centres d'impôts locaux dont l'existence est menacée ; avec des militants pour l'environnement, lors des journées pour le climat du 15 mars etc.

Les enseignants et lycéens ne sont pas non plus très loin de nous, même si pour l'instant ils se tiennent encore réticents à rejoindre le rond-point.

Chaque rond-point est une entité en soi, parfois antinomique de ses voisins, et ce pour le meilleur et parfois le pire. Le rond-point des Zèbres de Gaillac est depuis le début animé par plusieurs briscards syndiqués et désormais à la retraite. Il y a ainsi plusieurs anciens de la cégèr du rail, ou de l'usine Alphacan de Gaillac, ou des anciens services publics, comme le gaz. On a aussi des profs sudistes de l'éduc nationale, dont Liêm Khê, encore en activité et moi-même, qui suis à la retraite.

Pour être honnête, le sentiment à l'égard des syndicats est mitigé, parfois hostile, y compris de la part de celles et ceux qui en furent des militants. Les dernières décennies d'échecs ou de compromission syndicales, y sont évidemment pour beaucoup (je ne mets pas tout le monde dans le même sac). Cette faiblesse actuelle ne signifie pas qu'il faille contester la nécessité pour les salariés de s'organiser.

Au plaisir de te rencontrer.

Longue vie à la lutte des travailleurs.»



D ACE, « TENSIONS SOCIALES »



LA CAGOULE, « AYA NAKAMURA - HO MACRON »



GILETS JAUNES ET SYNDICATS : MÊMES REVENDEICATIONS, MÊMES COMBATS

GILETS JAUNES ET INTERSYNDICALE DE HAUTE-LOIRE

8 MARS 2019

Toutes et tous ensemble en grève, généralisons les blocages! Dans l'unité, les Gilets jaunes et les organisations syndicales CGT, FO, CFTC, FSU, Solidaires appellent à la grève et à la manifestation mardi 19 mars [...]. Malgré les mobilisations et la colère légitime de la population, Macron continue sa politique d'austérité et de démolition de la fonction publique, des droits des chômeurs, de la protection sociale, des libertés et des retraites.

La volonté du gouvernement de transformer nos retraites par répartition en retraite à points est un nouveau sale coup pour les salariés de ce pays. En effet, si la retraite à points est appliquée à tous, plus besoin de débat et de loi pour retarder l'âge de départ à la retraite ou baisser la pension. C'est inacceptable!

- Stop au racket au profit d'une minorité de privilégiés.
- Nous exigeons la justice sociale et fiscale.
- Augmentation immédiate des salaires, des traitements, des minimas sociaux, des allocations et des retraites de 300 euros brut.
- Suppression de la hausse de la CSG pour les retraités.
- Suppression du CICE pour les groupes du CAC 40 et rétablissement de l'ISF.
- Conforter et rétablir le service public au service de la population dans tout le territoire: retrait du projet de loi «transformation de la fonction publique».
- Stop au projet Macron contre nos droits à la retraite.
- Arrêt des licenciements et des fermetures d'entreprises qui impActent aussi les commerçants, les artisans, les paysans...
- Maintien des droits des salariés privés d'emploi (non au vol de 4 milliards sur l'assurance chômage).
- Non à la loi anti-manifestation et antigrève, halte à la répression.

N'acceptons plus que les millionnaires et les actionnaires soient toujours plus riches.



GOUVERNEMENT-MEDEF VEULENT TOUT DÉTRUIRE !!! POUR FAIRE FACE AUX POLITIQUES RÉACTIONNAIRES OPPOSONS UN FRONT POPULAIRE !!!

FÉDÉRATIONS ET UNIONS DÉPARTEMENTALES CGT : FNIC, COMMERCE, UD 94, 04, 59, 41, 66, 95, 18, 13

30 MARS 2019

Emmanuel Macron, son gouvernement et sa majorité, ne cachent plus leurs intentions de détruire notre modèle social et l'ensemble des conquits sociaux constituant les droits et garanties individuels et collectifs du monde du travail et des populations. Pour satisfaire l'appétit des marchés financiers et des actionnaires tout doit y passer.

La rigueur financière est de mise et tout ce qui entrave le profit doit disparaître au bénéfice du grand patronat. De concert avec l'Union européenne, tous les moyens sont mis pour satisfaire le Medef:

- casse du droit du travail;
- casse de la Fonction publique;
- mise en concurrence et privatisation des secteurs publics,
- casse de la Sécurité sociale;
- casse de notre système de retraite solidaire par répartition;
- casse de nos industries;
- plans de licenciements massifs dans de nombreux secteurs.

Ces politiques ont des conséquences dramatiques sur nos conditions de travail et de vie. Elle n'épargne personne, salariés du privé et du public, retraités, jeunes, chômeurs et précaires,

tous subissent les effets des choix politiques réactionnaires à l'œuvre dans le pays.

Face à cela de nombreuses luttes sont menées dans les entreprises et administrations. Elles portent le rejet de ces mauvais coups et l'exigence d'autres solutions porteuses de progrès social et débouchent parfois sur des victoires. Les revendications portées par ces luttes sont souvent identiques à celles portées par des centaines de milliers de Gilets jaunes depuis quatre mois maintenant, en particulier sur les injustices sociales et fiscales, sur l'exigence d'une autre répartition des richesses, sur le besoin de services publics, sur les questions environnementales, etc.

Tous ces mouvements illustrent concrètement la volonté d'une grande majorité de travailleurs, retraités, chômeurs, jeunes, d'en finir avec les logiques du capital d'accapuration des richesses au bénéfice de quelques privilégiés, de mise en concurrence des travailleurs et des peuples, de saccage de la planète, de toutes ces logiques qui rendent chaque jour la vie plus difficile et l'avenir incertain.

En guise de réponse, le Président de la République, son gouvernement et le patronat usent de la répression d'un côté et de la manipulation de l'autre.

Le grand débat d'Emmanuel Macron n'apportera rien de bon à celles et ceux qui subissent ses politiques, il n'y a rien à attendre d'un pouvoir aux ordres du patronat qui s'apprête à rendre toute contestation impossible en interdisant les manifestations.

Les choses sont claires, ce que nous obtiendrons sera le fruit du rapport de force que nous saurons créer. De ce point de vue, la situation interpelle l'ensemble des organisations syndicales, associatives et politiques du pays qui composent le camp progressiste, tout comme celles et ceux qui, depuis quatre mois, luttent avec les Gilets jaunes quant aux solutions à mettre en œuvre pour faire émerger un mouvement social capable de mettre un coup d'arrêt aux politiques de régression sociale en cours dans le pays.

Sans avoir de solutions toutes faites, il nous faut partir de quelques constats évidents :

- tout d'abord l'attaque est globale et concerne donc tous les secteurs, toutes les catégories de travailleurs et toutes les générations ;
- l'ensemble du camp réactionnaire est mobilisé et uni pour imposer ses choix.

À l'unisson, La République en marche, la droite, l'extrême droite et le patronat, travaillent à rendre inéluctable les sacrifices qu'on nous impose. Pour cela, ils œuvrent à la culpabilisation, au fatalisme

et à la division de ceux qui auraient intérêt à s'unir pour changer les choses. Cela, avec l'appui des grands médias qu'ils possèdent quasiment tous.

À ce jour, la division des organisations progressistes, l'éparpillement des luttes dans et hors de l'entreprise, pèsent sur nos capacités collectives à élever le rapport de force. Or, si l'attaque est globale, la riposte pour être à la hauteur doit l'être aussi.

Pour cela, il nous faut agir ensemble, dans l'unité la plus large, afin de conforter et faire converger toutes les luttes en cours et donner envie, courage et détermination au plus grand nombre afin d'élever le mouvement social à la hauteur des enjeux. Cela doit se faire par un dialogue entre nos organisations et les Gilets jaunes partout, à tous les niveaux et déboucher sur des revendications communes nous permettant de fédérer et de mettre en mouvement le plus grand monde. Les sujets ne manquent pas et les solutions non plus, les questions d'emplois, des salaires et pensions, la justice fiscale, etc.

Dans l'intérêt général, ce qui nous rassemble doit primer sur ce qui nous divise et nous sommes persuadés qu'en construisant ensemble une plateforme revendicative en rupture avec les logiques du capital, porteuse de perspectives de progrès, nous pouvons y arriver. Les moyens existent pour le faire, il nous faut aller chercher ensemble les richesses que nous produisons et qu'on nous vole.

Parce que la victoire est possible, parce qu'ensemble nous pouvons le faire, les organisations et les signataires appellent l'ensemble des organisations syndicales, associatives, politiques, les Gilets jaunes, toutes celles et ceux qui refusent la dictature du capital, à s'engager dans la réussite d'une grande mobilisation nationale à Paris le 27 avril prochain.

D'ici là, créons partout les conditions de la réussite de toutes les actions et manifestations en semaine et les samedis.



KHALED FREAKS, « GILET JAUNE DANCING »



MANIFESTE DE LA JEUNESSE POUR LE CLIMAT

ASSEMBLÉE GÉNÉRALE INTER-FAC

8 FÉVRIER 2019

Ce texte émane des réflexions du groupe de travail dédié à la rédaction de l'ultimatum, créé à la suite de l'assemblée générale (AG) inter-fac rassemblée vendredi 8 février 2019 et comportant des étudiant·es et lycéen·nes de divers établissements de la région parisienne. Cette AG a été organisée par plusieurs associations étudiantes parisiennes écolos en vue de lancer le mouvement de grève pour l'environnement de la jeunesse reconduite chaque vendredi à partir du 15 février.

Nous, la jeunesse, sommes né·es dans un modèle de société mondialisé responsable de la catastrophe environnementale et sociale actuelle, et c'est notre futur qui se dérobe sous nos yeux.

Heureusement, quelque chose se passe aujourd'hui. Une colère verte gronde sur fond de désordres écologiques toujours plus visibles. La démission de Nicolas Hulot, les impressionnants chiffres de participation aux marches pour le climat, l'État français porté en justice pour «inaction climatique» par plus de deux millions de ses citoyen·ne·s, tandis que les gens affirment qu'«On est prêt» et qu'«Il est encore temps»: les événements récents confirment que le mouvement écologiste prend de l'ampleur.

La jeunesse se mobilise elle aussi: ces dernières semaines, les grèves scolaires pour le climat en Suède, en Australie, en Allemagne, en Suisse, aux Pays-Bas et en Belgique en témoignent. De plus, en France, le mouvement des Gilets jaunes revendique un système social plus juste, et a permis d'engager un nouveau rapport de force. Tous ces mouvements montrent l'urgence d'une transformation globale où questions sociale et écologique fusionnent pour devenir le projet du 21^e siècle: celui d'un mode de vie et d'un modèle de société viables à terme, incompatibles à tous les niveaux avec le capitalisme, qui ne sera jamais «vert».

La jeune suédoise Greta Thunberg appelle à la grève mondiale de la jeunesse pour le climat le 15 mars prochain. Nous, la jeunesse, consciente de l'urgence climatique, allons commencer sans attendre la mobilisation à Paris suivant le principe du mouvement mondial *Fridays for future* (Les vendredis pour l'avenir), en reconduisant la grève tous les vendredis à partir du 15 février.

Nous entrerons en résistance, car face à l'inaction politique la seule solution est la désobéissance civile

À ceux qui s'appliquent à détruire ce monde et prétendent faire preuve de «pédagogie», nous entendons donner une leçon: chaque vendredi, nous présenterons une revendication impérative afin d'éviter le désastre écologique. Vous, dirigeants et dirigeantes aurez des devoirs à faire, et nous donnerons une semaine à l'État pour mettre en place notre proposition. Si ces devoirs ne sont pas rendus avant le vendredi suivant, vous serez sanctionnés: nous entrerons en résistance, car face à l'inaction politique la seule solution est la désobéissance civile. Soyez prêt·es pour l'examen du 15 mars. En parallèle, nous présenterons des alternatives citoyennes allant dans le sens de ces propositions et les mettrons en pratique.

Chaque vendredi, nous nous réunirons donc en assemblées locales le matin, avant de nous rejoindre pour une action commune l'après-midi. Soyons le plus nombreux·ses possible afin de montrer aux dirigeant·es que nous n'acceptons plus ce système destructeur de l'environnement. Portons collectivement ce combat jusqu'à ce que cesse l'inaction politique face au dérèglement climatique.

Chaque samedi, nous vous invitons à rejoindre les Gilets jaunes dans leurs manifestations contre ce système qui ravage l'environnement. Vendredi vert, samedi jaune...

Nous sommes tou·tes concerné·es par cette mobilisation: nous ne défendons pas la nature, nous sommes la nature qui se défend!

LEÇON N° 1

Pour ce vendredi 15 février, nous proposons au gouvernement de réviser les bases avec une première leçon.

Le dérèglement climatique ainsi que les bouleversements sociaux et environnementaux auxquels nous nous confrontons nécessitent une considération systémique et ne peuvent se réduire au périmètre du ministère de la transition écologique et solidaire. C'est pourquoi nous appelons le gouvernement français à prendre ses responsabilités et à déclarer l'état d'urgence écologique et sociale afin de débloquent un plan interministériel à la hauteur des risques encourus.

Cet état d'urgence devra faire un constat clair de la situation dans laquelle nous nous trouvons en reconnaissant l'ampleur des dérèglements enclenchés par nos activités tout en mentionnant le manque de moyens déployés jusqu'à maintenant. Il devra notamment consister en une

communication intense sur le sujet via la diffusion de spots d'information publics et l'instauration de programmes scolaires à la hauteur des enjeux, ainsi qu'en l'inscription dans l'article 1 de la Constitution du fait que «La France est une République indivisible, laïque, démocratique, sociale, solidaire et écologique.»

Suite à cet état des lieux, une réaction immédiate devra être entreprise.

Nous appelons le gouvernement à débloquent des moyens exceptionnels et contraignants pour s'engager dans la voie d'une réduction annuelle de 4% d'émissions de gaz à effet de serre afin s'aligner sur l'Accord de Paris et de lutter contre le dérèglement climatique et ses conséquences sur notre monde.

Si le gouvernement persiste dans son manque de volonté et maintient ses notes aussi proches de 0, un conseil de discipline sera organisé pour envisager une réorientation.

Face à la catastrophe, cet enseignement est celui de notre futur, l'échec n'est donc pas une option. Nous saurons vous le rappeler incessamment.

Nous donnons rendez-vous à tous les grévistes, ce vendredi 15 février [...] devant le ministère de la transition écologique et solidaire pour le premier rendu des copies.

SOURCE : REPORTERRE, LE QUOTIDIEN DE L'ÉCOLOGIE



POUR LA JUSTICE SOCIALE ET L'URGENCE CLIMATIQUE

UNION SYNDICALE SOLIDAIRES

12 MARS 2019

Les dérèglements climatiques ne font plus de doute aujourd'hui comme leur origine, le système productiviste et financier qui pille la planète et exploite les populations. Les dégâts causés par les dérèglements climatiques se répercutent sur les populations et touchent en premier lieu les plus précaires.

Les mobilisations climats se renforcent ces derniers mois avec la multiplication des initiatives partout sur le territoire.

Des liens se construisent avec les mobilisations sociales mises en œuvre par l'arrivée des Gilets jaunes et que l'on peut résumer par «fin du monde, fin du mois, même combat».

Pendant «le grand débat», le gouvernement poursuit sa politique de casse sociale au profit d'une minorité (comme avec les aides aux grandes entreprises ou les baisses d'impôts pour les plus riches), d'accélération des dérèglements climatiques (avec nombre de grands projets inutiles comme à Strasbourg ou à Europa City en région parisienne) et renforce sa politique répressive (loi anti-manifestation).

UNE URGENCE À AGIR DE PLUS EN PLUS PARTAGÉE

Solidaires appelle à participer massivement aux mobilisations de la jeunesse le 15 mars et aux initiatives pour le climat [...].

Comme dans de nombreux pays, à la suite de l'appel de la collégienne suédoise, Greta X, les lycéens et étudiant·es ont lancé la grève scolaire des vendredis et interpellent les politiques : à quoi cela sert de s'éduquer si les politiques publiques et les grandes entreprises nous amènent tout droit vers le chaos ?

Ils ont le soutien d'organisations de parents, de professeurs et de syndicats et préparent la journée internationale de grève scolaire le 15 mars.

Le 16 mars est une journée de mobilisation particulière.

Elle marquera la fin de la mascarade du «grand débat», et sera aussi la cinquième journée de mobilisation pour le climat.

Elle sera l'occasion de réaffirmer la nécessité de rompre avec la logique productiviste, l'idéologie de la croissance, et d'appeler à une autre organisation de la société qui répond aux besoins sociaux et préserve les limites de la planète. [...]



LUNO, « GILET JAUNE »



CONTRE LES ACTES ANTISÉMITES, CONTRE LEUR INSTRUMENTALISATION, POUR LE COMBAT CONTRE TOUTES LES FORMES DE RACISME

UJFP, PIR, COLLECTIF ROSA PARKS, ATMF, FTCR,
FEMMES PLURIELLES, FONDATION FRANTZ FANON,
AFPS 63, ACTION ANTIFASCISTE PARIS-BANLIEUE,
FUIQP, ARGENTEUIL SOLIDARITÉ PALESTINE

17 FÉVRIER 2019

Nous soussignés associations, partis, syndicats, indépendants, sommes toutes et tous activement impliqués dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes. La lutte contre l'antisémitisme fait partie à part entière de notre combat antiraciste. Nous condamnons fermement les Actes antisémites, qui surgissent dans un contexte social et politique particulier.

Malgré l'ampleur du dispositif de répression policière et judiciaire déployé contre les Gilets jaunes par l'État, le mouvement continue de bénéficier d'un fort soutien populaire. Il n'est pas homogène et révèle une effervescence sociale. Face à un gouvernement déterminé à ne pas répondre aux attentes sociales, il reflète la société française et ses contradictions et a largement évolué dans ce qu'il porte depuis le mois de novembre.

La séquence que nous vivons est par conséquent confuse. Si des éléments d'extrême droite sont encore présents, le mouvement montre bien qu'ils sont loin d'être hégémoniques et capables d'en prendre le contrôle, en l'état actuel. Politiquement, mais aussi physiquement, les groupes d'extrême droite sont mis à l'écart, comme cela a pu être constaté à Lyon, Paris, Toulouse ou encore Bordeaux. Plus le mouvement perdure, plus l'espace auquel l'extrême droite pouvait prétendre durant les premières semaines semble se rétrécir. Parallèlement, les contacts et convergences avec des syndicats, des collectifs antiracistes, de sans-papiers, de soutien aux migrants se renforcent.

Les tags antisémites du week-end du 9 février comme la dégradation du lieu de mémoire d'Ilan Halimi s'inscrivent dans le contexte de cette période de brouillage politique et informatif. Une période qui favorise la résurgence d'un racisme identitaire rappelant celui de l'entre-deux-guerres.

Ces Actes antisémites portent bien la signature idéologique de l'extrême droite nostalgique du nazisme (croix gammées, croix celtiques, «*jüden*», etc.). Ils témoignent de la progression de la dialectique d'extrême droite à l'échelle nationale et planétaire dans un contexte d'aggravation des inégalités sociales. Or, le gouvernement et ses alliés ont choisi d'instrumentaliser ces Actes contre les Gilets jaunes, dénonçant leur supposée violence, antiparlementarisme et antisémitisme.

Pourtant, c'est bien ce gouvernement qui, récemment, entreprenait de réhabiliter le Maréchal Pétain, chef du régime collaborationniste de Vichy. C'est bien cette même classe politique qui trouvait si peu à redire des hommages rendus à Maurras ou à Céline, écrivains violemment antisémites. L'antisémitisme est une affaire bien trop grave pour la laisser à celles et ceux qui, jour après jour, s'emploient à stigmatiser et à réprimer les minorités. Le sommet du cynisme est atteint lorsque, déjà, nous pouvons percevoir le glissement dangereux consistant à attribuer la montée de l'antisémitisme au «communautarisme musulman», comme n'a pas manqué de s'y adonner un Éric Ciotti hélas pas isolé. Le racisme structurel n'est ni le fait des Gilets jaunes, ni le fait des minorités. Il est celui de l'État qui organise une société inégalitaire et violente.

Nous n'acceptons pas la manipulation dégradante de la lutte antiraciste par tous ceux qui, le plus souvent, ont favorisé le racisme. Nous luttons contre le racisme sous toutes ses formes, nous n'oublions pas non plus tous les Actes racistes et toutes les violences policières islamophobes, négrophobes, romophobes, visant les Asiatiques, les personnes LGBT. Ce que disent les chiffres depuis des années tient en une phrase : le racisme avance en France et en Europe. Nous ne manifesterons pas ni ne participerons à la grand-messe organisée par les forces et partis politiques, ceux qui se disent progressistes avec ceux qui s'inscrivent contre le mouvement social, et qui affirment ensemble : «le racisme, ce n'est pas la France.» Cet «antiracisme», vidé de sens social et politique, est celui des pompiers pyromanes. L'antiracisme que nous revendiquons reconnaît la responsabilité politique du gouvernement français et des forces politiques alliées qui défilèrent avec lui. Manifester contre le racisme avec ceux qui, LREM en tête, en sont responsables et l'instrumentalisent relève pour nous de la contradiction et de la faute politique. Nous affirmons que cela ne peut être que contre-productif.

Nous ne nous laisserons pas prendre en otage entre les instrumentalisation du gouvernement ou celles des officines et ambassades poursuivant

un agenda n'ayant rien à voir avec le combat contre le racisme et l'antisémitisme. Notre refus de la haine antisémite comme de toutes les haines raciales nous l'exprimerons sur un terrain dégagé de tout ce qui produit et entretient ces haines. Le mouvement antiraciste ne servira pas de caution pour salir les Gilets jaunes. La période est dangereuse nous en sommes conscients, et une sortie de crise qui se contenterait de rétablir l'ordre, serait porteuse de conversion à la haine raciale et au fascisme. Les mobilisations exigent des réponses sociales et démocratiques. La responsabilité gouvernementale est totalement engagée.

Nous appelons à manifester contre les Actes antisémites, contre leur instrumentalisation, contre le racisme sous toutes ses formes [...].



L'ALLIANCE GILETS JAUNES ET QUARTIERS POPULAIRES

GILETS JAUNES DE RUNGIS ET COMITÉ ADAMA

17 FÉVRIER 2019

Les quartiers populaires reviennent constamment dans le débat autour des Gilets jaunes. Les articles se succèdent dans différents journaux et autres sites pour insister sur l'absence des quartiers populaires. Il y a comme une volonté d'occulter la présence pourtant bien réelle d'habitants des quartiers concentrés dans les grands centres urbains.

L'image médiatique du mouvement des Gilets jaunes, est celle d'une France rurale, périphérique qui aurait surgi sur tout le territoire. Cette affirmation, en partie vraie, ne prend pas en compte la mobilisation importante dans les grandes villes de France comme Toulouse, Bordeaux ou Rouen.

Il y a une sorte de soulagement de la part d'une élite qui utilise tous les moyens médiatiques pour ne pas voir une implication massive des quartiers dans les Gilets jaunes.

Comment imaginer qu'un tel mouvement puisse se faire sans les habitants des quartiers? Nous sommes investis depuis plusieurs semaines

dans le mouvement des Gilets jaunes, nous habitons les quartiers d'Ile-de-France.

Les Gilets jaunes de Rungis et le Comité Adama manifestent chaque samedi ensemble.

Nous avons jugé qu'il était important de se réapproprié la parole sur nos vies et sur les luttes que nous menons. D'exprimer, dans le cadre d'un meeting, notre engagement et nos motivations dans le mouvement des Gilets jaunes.

Nous souhaitons réfléchir à la façon dont nous pouvons amplifier l'implication des habitants des quartiers populaires, qui vivent l'enclavement, la précarité, Le mal-logement, les violences policières et le racisme au quotidien.

Ce qui est fait pour nous, sans nous, est fait contre nous! [...]



NOTRE COLÈRE NE S'ARRÊTE PAS AU SAMEDI ACTE 18-BIS

LES GILETS JAUNES DE MONTREUIL, DU KREMLIN-BICÊTRE ET DE LA PLACE DES FÊTES (PARIS)

18 MARS 2019

Nous ne pouvons pas laisser la capitale simplement retourner au calme après l'embrasement de samedi. Les Gilets jaunes d'Ile-de-France ont dans ce sens un rôle à jouer. Il s'agit de continuer à exprimer notre colère, là où se trouvent les puissants, et de ne leur laisser aucun répit.

Depuis plusieurs semaines, en région parisienne, des hommes et des femmes se mobilisent non seulement contre Macron et son gouvernement, mais aussi contre la vie chère, les violences policières dans les quartiers populaires et pour l'accès de tous à un logement décent. En menant des actions de blocages, en construisant des cabanes, en organisant la solidarité notre riposte est quotidienne!

[...] Il est temps que les Gilets jaunes d'Ile-de-France se rencontrent, échangent, nouent des alliances et se coordonnent à partir de leurs bases locales. Nous pensons que c'est la meilleure façon [...] est de manifester ensemble et d'aider

ceux et celles qui en ont besoin! C'est pourquoi nous [...] appelons à une première date ensemble, hors samedi, le mardi 19 mars à 18 heures! Cette manifestation partira de porte de Vincennes et aura pour but d'aller soutenir les Gilets jaunes de place des Fêtes dont la cabane a été détruite par la mairie et qui subissent des pressions policières pour les empêcher de s'organiser.

Cette première manifestation sera le début d'un réseau d'entraide et d'actions en banlieue et à Paris, qu'il faudra absolument continuer pour se donner les moyens d'obtenir des victoires.

Nous appelons tous les ronds points, assemblées, groupes de Gilets jaunes d'Ile-de-France à rejoindre cette manifestation et à cosigner cet appel (en nous envoyant un message après validation avec votre groupe)

Faites tourner partout, partagez, parlez-en sur vos ronds points dans vos assemblées.



TOUJOURS FÂCHÉS, JAMAIS FACHOS

LE MÉDIA GILETS JAUNES INFO

12 MARS 2019

Des «Assises de la France des Gilets jaunes» organisées par l'extrême droite, Riposte laïque et Résistance républicaine, se tiendront à Rungis le 17 mars 2019.

Nous nous désolidarisons entièrement de tous ceux qui se permettent de tenir des rassemblements, meetings, en notre nom, dans un objectif de récupération politique.

Notre mouvement, depuis le premier jour, se proclame apaisant et entend bien rester à distance de toutes les idéologies racistes ou discriminatoires comme celles qui sont propagées ouvertement par les organisateurs de ces assises.

Les récentes polémiques survenues, notamment l'intrusion de certaines factions d'extrême droite au service d'ordre des manifestations ou encore les accusations montées en épingle sur le prétendu antisémitisme du mouvement, montrent de

toute évidence la volonté de récupérer et de discréditer les Gilets jaunes.

Nous le dénonçons haut et fort et nous combattons toute tentative d'infiltration de notre mouvement. Nous luttons pour les valeurs de justice sociale, de partage des richesses et d'égalité pour tous, sans aucune distinction!

L'appel de la 1^{re} Assemblée des assemblées de Commercy reste, à cet égard, une ligne de conduite contre toute forme de discrimination, à laquelle nous adhérons totalement.

Nous continuerons donc à rester à distance des personnes qui propagent ce type d'idéologie, notamment par des attaques contre les outils de presse des Gilets jaunes et qui entendent se réserver le droit de définir quel média est Gilet jaune, ou pas! C'est un Acte totalitaire, vecteur de dissensions et dont les objectifs et origines posent question.

Nous précisons également que le collectif Gilets jaunes Rugis-IDF ne soutient en aucun cas ces assises, bien au contraire! Il appelle à s'y opposer et à combattre les tentatives de récupération de l'extrême droite.

Vive le mouvement des Gilets jaunes! Tous ensemble pour gagner!



THOMAS GAËTAN, « LES GUEUX »



DU MONDE ET L'AUTODÉFENSE POPULAIRE !

GROUPE ANTIFASCISTE LYON ET ENVIRONS

13 FÉVRIER 2019

Le Groupe antifasciste Lyon et environs était présent comme les samedis précédents à la manifestation des Gilets jaunes lors de l'Acte 13 de ce samedi.

Nous avons présenté à l'assemblée générale des Gilets jaunes notre volonté de créer un cortège inclusif «Gilets jaunes antiracistes».

En effet, depuis plusieurs semaines des mouvements d'extrême droite gangrènent les manifestations, attaquent ceux et celles qui ne leur plaisent pas et tentent de détourner la colère des Gilets jaunes.

Ce cortège se voulait être un cadre sécurisé pour toutes les personnes qui sont les cibles de choix des néofascistes : personnes racisées, LGBTQI+, syndicalistes, militant·es de gauche, antiracistes, etc.

Alors que le cortège s'engageait dans le boulevard Lafayette après le pont, une soixantaine de néonazis principalement lyonnais mais aussi d'autres régions attaquèrent violemment ce cortège par-derrière.

Les fascistes lyonnais ont pu gonfler leurs rangs car un concert néonazi se tenait le soir même en région.

Ils attaquèrent en nombre, par surprise et armés.

Ils furent repoussés avec détermination par le cortège antiraciste après une petite dizaine de minutes de combat.

L'extrême droite a prouvé qu'elle n'en n'avait rien à faire des revendications des Gilets jaunes et qu'elle ne venait que pour agresser comme à chaque manifestation !

Nous pouvons signaler de nombreux témoignages concordants sur le rôle de la police qui les a sciemment laissés entrer dans la manifestation, s'armer sous leurs yeux et protéger leur repli à la fin de la confrontation. Nous sommes convaincus·es que les autorités laissent faire pour décrédibiliser le mouvement gilet jaune.

Globalement le traitement médiatique a été déplorable, profitant de l'agression pour renvoyer dos à dos des éléments extérieurs aux Gilets jaunes faisant du hooliganisme.

Le fameux couplet des deux extrêmes que les autorités et les médias veulent nous vendre pour masquer les enjeux politiques et nier le caractère antifasciste de ce combat.

Toutes les vidéos le prouvent, nous avons répondu à un assaut violent de militants d'extrême droite !

La seule chose qui soit vraie, c'est que c'est bien la gauche révolutionnaire qui prend au sérieux la menace fasciste et s'organise pour y faire face !

Cette victoire momentanée n'est pas due au hasard. Elle est le fruit d'une organisation rigoureuse dans laquelle le GALE a largement pris part.

Nous ne cessons de le clamer, poursuivons l'organisation de l'autodéfense populaire !

Si vous ne voulez pas rester seul·es face à l'extrême droite, organisez-vous, rejoignez-nous, rejoignez les organisations de lutte ! [...]



LE TROISIÈME APPEL DES GILETS JAUNES DE COMMERCY CONTRE LE RACISME, L'ANTISÉMITISME ET TOUTES FORMES DE PERSÉCUTIONS

GILETS JAUNES COMMERCY

17 FÉVRIER 2019

Depuis le 17 novembre, et même avant la grande mobilisation, notre mouvement citoyen a été qualifié de raciste et «beauf» tant par la presse que par le gouvernement.

Même le Président Macron n'a pas hésité à nous qualifier de «foules haineuses» qui s'en prendraient aux élus, aux forces de l'ordre, aux journalistes, aux Juifs, aux étrangers et aux homosexuels... quelle injure !

Depuis quelques semaines, des Actes inacceptables, sont perpétrés par des individus et repris largement par certains médias, discréditant, voir diabolisant notre mouvement !

Nous Gilets jaunes de Commercy, rappelons que l'indépendance vis-à-vis des partis et organisations est un de nos fondements.

Cependant, nous condamnons très fermement tout Acte ou expression de racisme ou d'antisémitisme, ainsi que toutes autres formes de persécutions quelles qu'elles soient.

Il est insupportable que de tels Actes puissent avoir lieu. Le silence qui les entoure nous rappelle les heures sombres que notre pays a traversé, et ça, il ne faut jamais l'oublier.

Nous devons être la petite lumière qui veille à ce que cela ne soit jamais banalisé.

Chaque homme, chaque femme, chaque enfant doit pouvoir vivre en toute liberté et toute sécurité dans notre beau pays.



UNE ASSEMBLÉE DE GILETS JAUNES DANS UN SQUAT DE MIGRANTS

GILETS JAUNES DE CAEN

22 DÉCEMBRE 2018

Des Gilets jaunes caennais nous envoient ce récit. Il date du 22 décembre. S'il s'en est passées de belles depuis, cette journée caennaise nous semblait particulièrement intéressante pour être retranscrite ici. Entre assemblée d'organisation et porosité avec les réseaux de solidarité aux migrants, ces initiatives viennent donner une texture prometteuse au mouvement des Gilets jaunes.

Ah! Pas loin de 400 personnes se sont retrouvées au squat du Marais vendredi 22 décembre. Ce squat il s'est ouvert pendant la lutte des cheminots au printemps dernier, il fait bien 50 000 m² et plus de 200 personnes y vivent. Il s'est ouvert pour les sans-papiers et pour la convergence des luttes. Il trouve ici une application bien concrète. Les demandes de salle pour la réunion ont été refusées tant et si bien que comme le rappelle une personne, d'entrée de cette AG: «L'État ne permet pas nos AG alors ce sont les migrants qui nous accueillent ici.» Ce retournement est accueilli sous les bravos et les quelques fachos ronchonnent de se voir mis à l'amende.

Il fallait bien ce squat énorme pour que cette AG puisse se tenir. Avant 20 heures le défilé des voitures n'en finit pas d'impressionner, on aurait jamais cru qu'il y aurait tant de monde. Tout le monde avait un peu baissé la tête le week-end dernier, quand sous la pluie gelée et les forces policières nous étions complètement désorganisés et impuissants. Là on sent que c'est loin d'être fini, qu'il y a de la revanche dans l'air. On est à trois jours de Noël et les Gilets jaunes entendent le passer à continuer à tisser les liens dans cette nouvelle famille. Dans un des hangars du Marais,

c'est une de ces «AG de ville» tant espérée par les mouvements sociaux qui prend forme, envoyant balader encore une fois les schémas habituels. Des gens sont venus des villes alentour pour prendre le pouls et chacun constatant le nombre il y a déjà là quelque chose d'une victoire.

Les discours reprennent à la volée, l'importance du RIC, ou combien il nous enfermerait. Mais ce qui revient le plus c'est ce qui tourne autour de l'action. Il faut que cette AG soit suivie d'une action et il faut que demain marque encore les esprits. Alors on s'organise. Les actions doivent être nivelées pour que chacun puisse s'y retrouver et qu'on n'oppose surtout pas les degrés de conflit. D'un niveau 1: action pacifique sans risque à un niveau 4: «Vous voulez faire usage de la force? On vous attend!», on établit ainsi le périmètre des actions pour les heures à venir. Des commissions sont décidées, s'y inscrit qui veut et une nouvelle AG est programmée pour la semaine suivante.

À présent on part de l'AG pour reprendre un rond-point qui fut l'emblème du début de mouvement à Caen, le rond-point leu d'Ifs. Érigé au-dessus du périphérique il est un des points d'entrée au sud de la ville et il est situé dans une zone d'activité. Les premiers jours du mouvement il était complètement occupé par des centaines de personnes qui évidemment sont vite descendues s'installer aussi sur le périph. Ainsi pendant deux jours entiers, le périph était fermé à cet endroit et jalonné sur 500 m de feux constants, de barricades, de cabanes, etc. La nuit et la fête faisant leur œuvre, les gendarmes après plusieurs échecs sont parvenus à le reprendre un petit matin sans autres oppositions que quelques gilets fatigués. Ce vendredi soir il est repris par 200 personnes. Les feux s'installent, les flics repartent après avoir exigé que le périph ne soit pas investi. Dans la nuit bien sûr, le périph est investi.



HK & LES SALTIMBANKS, « ON LÂCHE RIEN »



« FAIRE ALLIANCE À ÉGALITÉ, AVEC NOS SPÉCIFICITÉS »

ENTRETIEN AVEC YUCEF BRAKNI

27 DÉCEMBRE 2018

Le 26 novembre, le comité Vérité et Justice pour Adama Traoré appelait à rejoindre les Gilets jaunes. Il a pu y joindre des revendications des habitant·es des quartiers populaires, pour qui la question sociale est indissociable du racisme. Entretien avec Youcef Brakni, membre du comité.

PEUX-TU TE PRÉSENTER AINSI QUE LE COMITÉ ?

Je m'appelle Youcef Brakni. Je suis membre du comité Vérité et Justice pour Adama Traoré, qui s'est créé après la mort d'Adama, jeune noir, citoyen français, tué par la gendarmerie de Persan-Beaumont le 19 juillet 2016, le jour de son anniversaire. À la suite d'une interpellation très violente, il a subi un plaquage ventral, une clé d'étranglement et une pression thoracique, qui ont mené à son asphyxie.

On a fondé un comité qui rassemble d'anciens membres du Mouvement de l'immigration et des banlieues (MIB) et des militant·es plus jeunes des quartiers populaires d'Ile-de-France : je viens de Bagnolet, par exemple, et j'ai toujours milité à Bagnolet. C'est l'idée d'une organisation locale avant tout : partir de l'auto-organisation des habitant·es des quartiers et, à partir de cette force, s'élargir à tous les niveaux, à l'échelle nationale, et même internationale.

Mais c'est aussi un travail plus global, sur la question du racisme systémique, la question postcoloniale, la question du traitement des habitant·es de quartiers populaires, noir·es et arabes pour faire vite. Ce sont ces questions que porte le comité, avec bien entendu celle de rendre justice à Adama.

POURQUOI AVOIR DÉCIDÉ DE REJOINDRE LES GILETS JAUNES ?

Au départ, on a observé ça avec distance. On a d'abord vu les problèmes de racisme, de négrophobie, d'islamophobie et d'homophobie, qui ont été largement médiatisés. Ça a fait un peu peur évidemment, mais on s'est dit qu'il fallait regarder ça de plus près. En fait, c'est la France abandonnée. C'est la France périphérique, un peu comme celle qu'on peut trouver dans les quartiers populaires. Et cette France s'est levée avant tout pour la justice sociale, notamment pour l'égalité devant l'impôt. C'est drôle parce que ça renvoie à des

notions portées par la Révolution française, pour l'abolition des privilèges. Mais force est de constater que... non [rires]! Il y a encore, en France, des groupes dominants – ceux du CAC40 et les grands groupes internationaux – qui arrivent à esquiver l'impôt. Et pendant ce temps-là, on a le petit peuple de France qui trime.

La question des taxes nous parle aussi, nous qui habitons les quartiers populaires, à proximité des grands centres urbains. Ne serait-ce que Beaumont-sur-Oise : quand Assa Traoré va voir sa mère à Beaumont-sur-Oise, c'est 100 kilomètres aller-retour! Donc on est confronté·es à la question de la mobilité, avec ce que Fatima Ouassak appelle « l'assignation à résidence ». Dans les quartiers populaires, tout est fait pour nous entraver, avec des stratégies urbaines pour nous empêcher de circuler librement. En bref, on se retrouve dans toutes les problématiques portées par les Gilets jaunes : la question des familles monoparentales, des femmes isolées qui n'arrivent pas à s'en sortir, la question de l'exploitation, de ne pas pouvoir vivre de son travail.

On a donc investi le mouvement parce qu'il nous concerne et avec l'idée de ne pas laisser le terrain à l'extrême droite, en posant nos questions et revendications spécifiques : le racisme, la persistance du fait colonial, notamment dans la gestion des quartiers populaires. Pour dénoncer tout ça, il ne faut pas rester passif : il faut construire des alliances avec le mouvement social et la gauche de façon large. Il faut le dire : notre appel a permis à beaucoup de personnes de gauche de trouver une place parmi les Gilets jaunes ! Et notamment avec les départs de Saint-Lazare, qui permettaient de rejoindre nos allié·es cheminot·es de l'intergare et d'être là où se trouvent les pouvoirs économique et politique.

QUEL BILAN TIRES-TU DE CES MOBILISATIONS ?

Le premier bilan à tirer de cette mobilisation, c'est qu'on a une stratégie du pouvoir politique qui consiste à empêcher la coordination de Saint-Lazare d'aller vers les Champs-Élysées, avec un dispositif policier impressionnant. Alors évidemment, nous on marche avec les Gilets jaunes ! Beaucoup d'entre eux·elles nous ont rejoint·es d'ailleurs, notamment celles et ceux qui avaient été refoulé·es des Champs-Élysées.

Pour le pouvoir, c'est intéressant d'avoir un mouvement sans meneur ou meneuse, avec un discours plutôt simple. C'est d'ailleurs ce qui a permis son succès, mais c'est aussi sa limite. Le mouvement n'est pas organisé au sens politique : bien sûr que les mobilisations sont politiques, mais elles ne sont pas organisées politiquement.

Ça montre les limites du mouvement : si tu mets une grosse répression policière, si tu désorganises, si tu repousses les personnes dans toutes les rues adjacentes des Champs-Élysées, un peu partout dans Paris, il n'y a pas de mouvement de masse qui peut en sortir. Forcément, ça radicalise et ça marginalise. On le voit dans l'opinion : petit à petit, le matraquage médiatique du pouvoir sur la violence commence à faire effet.

Mais il est encore trop tôt pour faire un bilan général. En ce qui nous concerne, on a laissé un précédent historique : on était là ! Et je pense qu'on a ouvert la voie, on a montré comment il fallait s'y prendre : ne pas rester spectateur, ne pas tomber dans la théorie théorique et abstraite. Être concrètement dans la lutte, s'y confronter. C'est pas facile, ça peut mener à l'échec. Mais la victoire, on la voit : les quartiers populaires et nos revendications ont pu exister, on a pu être sur le devant de la scène et exister politiquement, comme dirait [Abdelmalek] Sayad.

LORS D'UNE CONFÉRENCE SUR LE MONDE RURAL ET LES QUARTIERS POPULAIRES, TU AS DÉCLARÉ QUE « LA GAUCHE, C'EST NOUS EN VRAI. C'EST PERSONNE D'AUTRE ! », EST-CE QUE TU PEUX DÉVELOPPER ?

On a préparé cette conférence il y a trois mois avec Édouard Louis, un ami et soutien indéfectible du comité Adama. J'avais pensé à ce thème en lisant son livre *Qui a tué mon père*, dans lequel j'ai trouvé beaucoup de similitudes avec les parents de l'immigration. Ça a été un déclic, je me suis dit : « Il faut faire comme le MIB dans le Larzac, mais en allant encore plus loin. Il faut montrer les similitudes entre les deux situations, et en même temps insister sur nos spécificités ». Et ça a super bien marché : il y avait plus de 300 personnes, c'était énorme ! J'ai l'impression qu'il y a une demande dans ce sens, de part et d'autre, venant autant des quartiers populaires que de la France des laissés-es pour compte.

C'est important d'aller dans ces zones reculées et abandonnées, parce qu'on est pour la justice, et qu'on la veut pour tout le monde ! Quand je vois des ouvriers pleurer devant leur usine qui ferme, ça me touche. Et d'autant plus que nos parents ont participé concrètement à la construction de la puissance économique de la France, malheureusement contre nos pays d'origine.

Alors la gauche, on la laisse à personne ! La gauche, c'est le progrès social, le progrès de l'humanité, contre toute forme de domination, contre le capitalisme, le sexisme. Un mouvement global pour la justice. Et qui incarne mieux toutes ces

notions que nos luttes dans les quartiers populaires ? Qui l'incarne mieux que nous ?

D'autant plus qu'en France, on a toute une mouvance d'extrême droite qui se cache en se disant de gauche. Mais ces personnes sont réactionnaires et droitisent la gauche. Évidemment, celles qui se réclament de gauche et qui ont galvaudé ce terme n'ont pas attendu la gauche d'aujourd'hui type Printemps républicain. Il y avait déjà le Parti socialiste qui le faisait très bien, notamment contre les luttes des quartiers populaires.

Mais quand même, il y a un tournant car cette gauche réactionnaire devient la courroie de transmission vers l'extrême droite, qui permet à des régimes autoritaires d'arriver au pouvoir. Des régimes autoritaires et fascistes vont parvenir au pouvoir parce qu'elle banalise les idées d'extrême droite. Elle banalise la construction d'un ennemi intérieur autour des musulman·es, autour de l'habitant·e des quartiers populaires, autour de la figure du barbare. Cette figure n'est d'ailleurs pas nouvelle : il y avait déjà la question des classes dangereuses au 19^e siècle, constituées par la classe ouvrière, qui était blanche à l'époque. Mais là, il y a quand même la question d'un ennemi historique, civilisationnel autour de la figure du barbare, du sauvage, qui est musulman, africain.

Notre 5^e République a été créée dans un contexte colonial, pour sauver l'empire colonial français à travers la création de nouvelles institutions néocoloniales, comme la Françafrique, ou le soutien à des dictatures complètement inféodées. Cette République continue son œuvre en appliquant une gestion coloniale des quartiers populaires, à l'image des révoltes de 2005 où elle a appliqué l'état d'urgence. « La gauche, c'est nous », c'était donc aussi une manière d'interpeller : les années où l'état d'urgence était appliqué dans nos quartiers, lorsque les assignations à résidence pleuvaient contre nous, vous avez regardé ailleurs. Or ces méthodes de répression qui étaient réservées aux populations postcoloniales sont désormais appliquées plus largement, par exemple à Notre-Dame-des-Landes. C'est nous la gauche, c'est nous la justice, tout simplement !

Propos recueillis par Anouk Essyad publiés initialement dans *SolidaritéS*, n° 341.



LETTRE OUVERTE

STYLOS ROUGES

8 AVRIL 2019

M. le Président de la République, M. le Premier ministre, M. le ministre des finances, M. le ministre de l'éducation nationale,

Nous, les Stylos rouges, avons été reçus par M. Edouard Geffray, DGRH du ministère de l'éducation nationale, le jeudi 4 avril 2019. Cette rencontre a donné lieu à un échange franc et nous y avons exposé toutes nos revendications qui sont :

1. La revalorisation de nos métiers pour les rendre à nouveau attractifs (dégel du point d'indice et indexation de notre salaire sur l'inflation, augmentation immédiate de nos salaires et alignement sur les autres cadres A de la fonction publique soit au total 40% d'augmentation des salaires, reconnaissance du travail invisible, arrêt de la réforme des retraites annoncée, renégociation du PPCR...).

2. Une vraie « bienveillance » de l'État pour ses élèves en améliorant leurs conditions d'apprentissage (limitation du nombre d'élèves par classe, fin des suppressions de postes, augmentation des moyens mis en oeuvre pour l'accueil des élèves à besoins particuliers, arrêt des réformes du primaire et du secondaire avec l'ouverture d'une vraie concertation nationale...).

3. La reconnaissance de la qualité de notre travail et de notre fonction (contribution des professionnels aux réformes, suppression du jour de carence, création d'une réelle médecine du travail, formation initiale et continue de qualité, service RH efficace et juste, respect de la part de la hiérarchie et des parents, fin des statuts précaires, non au devoir de réserve...).

En réponse, un détail de la politique gouvernementale et des actions engagées nous a été présenté. À ce stade, aucune réponse satisfaisante n'a été apportée à nos revendications, notamment salariales. Nous ne pouvons pas nous contenter de déclarations d'intentions, toutes « bienveillantes » qu'elles soient, ni de mesurette visant à diviser notre action unitaire (prime REP+, revalorisation seulement des deux premiers échelons, heures supplémentaires mal payées et dont nous ne voulons tout simplement pas).

Nous sommes donc dans l'obligation d'appeler nos collègues à agir pour faire entendre nos demandes en boycottant tous les examens nationaux de toutes les façons possibles (grève des

surveillances et des corrections, note maximale à toutes les copies pour les corrections). Nous sommes heureux d'apprendre que plusieurs organisations syndicales nationales représentatives sont solidaires de cet appel en le relayant massivement et que d'autres proposent à leurs militants de se prononcer sur ce type d'action.

Cette menace sur les examens à laquelle nous contraignent les choix budgétaires du gouvernement, sera levée quand nos demandes en terme de salaires, moyens et respect dans l'exercice de nos fonctions aboutiront à des décisions officielles, actées et annoncées publiquement.



COMMUNIQUÉ DE VICTOIRE N° 1

LES GILETS JAUNES DU ROND-POINT DU CAMPANILE, DIT LE ROND-POINT D'OLIVIER

Chaque semaine notre rédaction reçoit de très nombreux tracts ou appels que nous ne sommes pas en mesure de publier en tant que tels c'est-à-dire en dehors de toute contextualisation et travail éditorial de notre part. Nous faisons ici une exception avec ce communiqué du rond-point du Campanile de Villeneuve-sur-Lot.

Victoire: la colère que chacun pensait ressentir solitairement a rencontré celle du plus grand nombre!

Victoire: les Gilets jaunes ont brisé dans la population le sentiment d'accablement et de fatalité qui donnaient aux puissants la certitude d'avoir définitivement gagné!

Victoire: les ronds-points, zones sans vies et très coûteuses pour les communes, sont devenus des lieux humains de rencontres et de partages!

Victoire: ce qui était destiné à gérer la circulation pour en accélérer encore la fluidité-productivité se sont transformés en espaces où le temps se dépense sans compter à bavarder directement sur la vie et le monde!

Victoire: le terrorisme d'État mené à coups de mutilations, de LBD 40, de menaces militaires et pratiquant une brutalité sans pareil n'a pas réussi à

stopper la poursuite, semaines après semaines, les manifestations et rassemblements.!

Victoire: malgré l'hiver, le froid et la pluie, les Gilets jaunes ont continué à tenir partout les ronds-points!

Victoire: l'État doit sortir les blindés et mettre à bas le masque des mensonges sur la démocratie!

Victoire: les services de police et de surveillance sont pris à contre-pied et se trouvent confrontés en permanence à des situations dont la logique leur échappe!

Victoire: le mouvement des Gilets jaunes a permis de mettre fin au faux consensus dans la société, et de voir, enfin, qui sont ceux qui souhaitent un mieux-être commun et qui sont ceux qui ne pensent qu'à leurs seuls intérêts!

Victoire: malgré tous les coups, mensonges, calomnies, insultes, mépris que n'ont eu de cesse de déverser médias et politiques, les Gilets jaunes ne sont pas mêlés de polémiques et de faux débats!

Victoire: partis d'une opposition aux taxes, les Gilets jaunes sont entrés sur le terrain d'une remise en cause radicale de la société!

Victoire: les étiquettes, automatismes et fétiches politiques ont été mis au rancart au profit de pratiques concrètes!

Victoire: après quatre mois d'existence le mouvement n'a pas l'intention de se trouver un leader, au grand dam des autorités qui n'ont personne à se mettre spectaculairement sous la dent!

Victoire: face à la terreur d'État, les capacités créatives et collectives des Gilets jaunes inventent sans cesse de nouvelles stratégies!

Victoire: les partis politiques sont, parmi les Gilets jaunes, regardés avec hostilité!

Victoire: après des décennies d'humiliation, d'isolement et d'écrasement, des dizaines de milliers, des centaines de milliers de personnes relèvent la tête!

Victoire: le mouvement des Gilets jaunes inspire des millions de personnes sur toute la planète!

Victoire: au soir du 1^{er} décembre le Medef a demandé à ses adhérents de «lâcher du lest vis-à-vis des salariés» «au risque de tout perdre»...!

Victoire: confronté à la quantité et à la qualité des discussions, recherches, inventions et échanges, le «Grand Débat national» est apparu pour ce qu'il est: une grotesque comédie dont les seuls bénéficiaires sont destinés aux dirigeants!

Victoire: il est de plus en plus fréquent d'entendre des Gilets jaunes refuser de se plier à cette fausse division entre casseurs et pacifistes!

Victoire: les Gilets jaunes sont et restent le cauchemar des décideurs, des autorités et des prédateurs en tous genres!

Victoire: le mouvement se construit lui-même et au fur et à mesure, dans une grande confiance à l'égard de sa popularité et la plus grande défiance vis-à-vis des méthodes obsolètes d'organisation!

Victoire: les Gilets jaunes remettent au centre des discussions et réflexions la question de la société dans son ensemble et pas seulement des préoccupations liées au travail ou à des secteurs particuliers!

Victoire: la plupart des politiciens polémiquent ridiculement entre eux pour savoir qui est «le plus Gilet jaune» ou qui «[les] avait annoncés avant tout le monde», pendant que les Gilets jaunes les regardent avec indifférence, mépris ou moquerie, selon les jours!

Victoire: le gouvernement a été ridiculisé par l'ONU qui l'accuse d'«usage abusif de la force et de restriction grave aux droits de manifester»!

Victoire: les réseaux sociaux apparaissent finalement inadéquats à cette soif de rencontres, d'échanges et de coordinations directs entre les gens!

Victoire: l'égalité, la bienveillance et la tolérance sont les principes intangibles auxquels, dans les faits, se tiennent les Gilets jaunes!

ET C'EST LOIN D'ÊTRE FINI!

Les Gilets jaunes du rond-point du Campanile, dit le rond-point d'Olivier en hommage à notre ami tué le 20 décembre 2018. Villeneuve-sur-Lot, le 28 mars 2019.



«HYMNE»



LINKY, COMPTEUR BLEU ET GILET JAUNE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

ALBI, 4 AVRIL 2019

Cher Cédric Villani,

Tout d'abord, nous avons le plaisir de vous remettre un compteur communicant Linky. Prenez-le, il est offert: c'est nous tous qui finançons, via le Turpe [tarif d'utilisation des réseaux publics d'électricité], leur déploiement à hauteur de 7 milliards d'euros.

Ce petit boîtier jaune rend bien des services. Il s'est révélé un merveilleux outil d'éducation populaire. Dans toute la France, il a permis une prise de conscience massive de ce que signifie le monde du Big Data et des algorithmes, des véhicules autonomes et de la 5G. Dès lors, initiés par Enedis [anciennement Électricité réseau distribution France (ERDF)] aux joies des objets connectés, nous sommes devenus particulièrement sensibles aux mensonges dont on accompagne les investissements en faveur de l'intelligence artificielle.

Par exemple, l'idée qu'elle serait une manière de créer des emplois. Soyons sérieux: l'automatisation sert à automatiser. Automatiser sert à licencier, à l'image des dizaines de milliers d'employés d'Enedis qui relevaient les compteurs électriques, ou à l'image de la désastreuse dématérialisation des services publics. Autre exemple: en France, le déploiement des véhicules autonomes, c'est-à-dire de la conduite par intelligence artificielle, menace directement plus de 600 000 professionnels (chauffeurs de bus, routiers, taxis, etc.), soit 2% de la population active. Et ne nous ressortez pas la bonne vieille théorie de la compensation: les conducteurs licenciés auront autant de chance de créer leurs start-up de robotique que les chevaux n'en avaient de se mettre à produire des pièces automobiles.

Le problème, Monsieur Villani, c'est aussi qu'il a fait chaud, beaucoup trop chaud à Albi en ce début de printemps. Or l'économie numérique est vorace: elle exige de produire toujours plus de processeurs, de capteurs, de serveurs, de câbles, d'antennes et d'écrans. Elle engloutit des quantités colossales d'énergie, de matières premières et de métaux. Le programme Linky est assez parlant: au nom de la transition écologique, on a

commencé par bazarder 35 millions de compteurs en parfait état de marche, puis, en numérisant les réseaux, on génère des pétaoctets de données, stockées et traitées dans d'immenses entrepôts de béton qu'il faut refroidir en permanence. Vous ne pouvez l'ignorer: à l'échelle du Globe, ces fameux Data Centers rejettent déjà autant de CO² dans l'atmosphère que la totalité du transport aérien. À ce stade, peut-on encore parler d'intelligence, même artificielle?

Enfin, qu'il s'agisse d'e-médecine, de maisons communicantes ou de voitures connectées, ce monde, qui fait de nos vies un grand réservoir à Big Data, est inacceptable pour une raison simple: il s'appuie sur le réseau 5G qui, plus encore que les précédents, menace directement notre santé. Nous refusons que tous les êtres vivants soient massivement exposés à des champs électromagnétiques d'une telle puissance pour faire fructifier l'industrie de l'électronique et les fortunes des Silicon Valley mondiales.

Nous luttons pour la sobriété et la justice sociale. Si vous souhaitez employer votre curiosité intellectuelle et votre goût pour les sciences, tout en pérennisant votre carrière politique, n'hésitez pas, M. Villani, à rejoindre les rangs de l'écologie radicale et de l'anticapitalisme dont nous pensons, étant donnés les enjeux actuels, qu'ils constituent les filières d'avenir les plus populaires et les plus novatrices.

« MACRON CIAO »



INNOVER POUR AGGRAVER LA CRISE SOCIALE ET ÉCOLOGIQUE

DES GILETS JAUNES DU TARN ET DES MEMBRES DU COLLECTIF ÉCRAN TOTAL

ALBI, 4 AVRIL 2019

Depuis quelques années, les élites françaises et mondiales se prosternent devant une nouvelle

idole : l'intelligence artificielle (IA). À peine élu, Macron en a fait une priorité : il commande un rapport à Cédric Villani, mathématicien opportuniste qui vient de rejoindre son parti, et débloque un milliard et demi d'euros pour financer la recherche dans ce domaine. Car l'IA serait l'avenir de l'économie numérique, donc de la croissance. Il semble plus important d'investir là-dedans que dans l'éducation de nos enfants, pour lesquels il y a si peu d'argent que la réforme en cours (celle du ministre Michel Blanquer) prévoit de fusionner écoles et collèges, de confier des heures d'enseignement à des surveillants et de faciliter les « expérimentations pédagogiques », notamment celles recourant aux outils numériques (comme les « didacticiels ») qui pourront se substituer aux surveillants une fois que ces derniers auront remplacé les profs.

Invité par l'association Écoter (pas pour écologie, mais pour « économie et territoire »), le lobby des milieux d'affaires tarnais, Villani [est venu] défendre l'IA à l'École des mines d'Albi. Nous qui préférons les enfants intelligents aux machines soi-disant intelligentes, nous nous rassemblons à Albi pour alerter sur les nuisances de l'IA et du monde qui va avec.

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, AUTOMATISATION DU TRAVAIL ET CHÔMAGE DE MASSE

De l'avis des chercheurs, il est difficile de définir l'IA, qui relève pour certains du mythe. Mais les applications ne laissent guère de doute sur son rôle. Traduction automatique, voiture autonome, traitement de données automatisé, etc. : il s'agit d'automatiser, c'est-à-dire de remplacer les humains par des machines informatiques qui imitent les capacités intellectuelles humaines de calcul, d'interprétation, de prise de décision, etc. De même qu'un bras artificiel sert à remplacer un bras naturel, l'IA sert à remplacer l'intelligence humaine nécessaire à l'effectuation de certaines tâches.

L'IA ne fait donc qu'actualiser l'une des plus vieilles stratégies capitalistes : partout où la main-d'œuvre est trop chère, indocile ou combative, l'intérêt des entrepreneurs est de délocaliser la production ou de l'automatiser en remplaçant les travailleurs par des machines. Certes, ces machines supposent d'investir de plus gros capitaux (elles renforcent donc le pouvoir du capital face au travail), mais elles permettent de faire plus de profit et, surtout, de se mettre à l'abri de la contestation sociale. Selon un historien spécialiste du progrès technologique, l'automatisation des machines-outils dans les années 1970 (période de forte contestation) visait moins à augmenter la productivité

qu'à court-circuiter les ouvriers potentiellement rebelles, afin que la direction puisse mieux contrôler la production.

Une fois saisi ce principe du soi-disant « progrès » capitaliste, on comprend que le chômage de masse dont nous souffrons aujourd'hui, loin d'être un phénomène « naturel », est le produit artificiel de politiques rendant possibles les délocalisations (c'est la politique néolibérale de mondialisation depuis les années 1980) et l'automatisation de la production (c'est la politique d'innovation technologique, plus vieille encore). Il ne faut pas se laisser bernier par les promesses des promoteurs de l'IA : loin de créer des emplois, elle servira surtout à en détruire, comme les vagues précédentes d'innovations « scientifiques ». Pour un emploi d'ingénieur créé dans la Start-up Nation de Macron, elle en détruira dix ou mille dans les classes moyennes et inférieures. Selon certaines analyses, c'est 50% des emplois, voire plus, qui seraient menacés à terme par l'IA !

INTELLIGENCE ARTIFICIELLE, BIG DATA ET BIG BROTHER

Une telle casse sociale, on l'imagine, suscitera une révolte encore plus forte que celle des Gilets Jaunes. Il faudra donc, en parallèle, accroître la surveillance et la répression de la population. C'est déjà en marche, mais l'IA sera aussi utile à cette fin. Car dans cette expression, « l'intelligence » doit être prise au sens anglais du terme (espionnage, comme dans CIA : Central Intelligence Agency). Comme l'explique Villani dans son rapport, l'IA ne pourra être efficace qu'à condition de disposer d'un maximum de données. Il y préconise donc de lever tous les freins à leur collecte, c'est-à-dire à ce qu'on appelle le Big Data. Le lien entre IA, Big Data et flicage ressort clairement quand on regarde qui investit là-dedans : les GAFAs (notamment Facebook et Apple), ces multinationales du numérique qui se remplissent les poches en vendant nos données personnelles aux publicitaires et autres officines de manipulation de l'opinion ; l'armée américaine, qui y a investi 18 milliards en trois ans pour réaliser des avions sans pilote ; les services de police américains, pour prévoir où et quand des délits pourraient être commis, ou mesurer les chances de récidives...

Pour collecter toutes ces données, il va falloir des capteurs et des antennes partout. La « voiture autonome » suppose la 5G, c'est-à-dire des antennes tous les 100 mètres en ville et plus de 20 000 satellites. De même, Enedis transforme nos compteurs électriques en « capteurs connectés », dits Linky. Ils lui permettront d'automatiser le relevé des compteurs et les coupes de courant pour les pauvres, mais aussi de collecter une foule

d'informations sur notre vie privée, via les équipements électriques dont nous disposons. Pour exploiter ces milliards de données, il lui faudra de l'IA sous forme d'algorithmes explorant ces données afin d'en extraire celles qui pourront être revendues. Intrinsèquement liée au Big Data, l'IA sera forcément liberticide.

L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE EN MARCHÉ POUR FONCER DANS LE MUR

L'IA sert à automatiser et surveiller, mais ce n'est pas tout: tous les dispositifs ayant recours à l'IA aggraveront aussi le désastre écologique. Car ils supposent une augmentation infinie de la production de matériel informatique: ordinateurs, antennes 5G, Data Centers, etc. Tout cela implique une croissance abyssale de la consommation d'énergie et de métaux, donc de la production minière, base de l'économie numérique comme de toute industrie. De ce point de vue, venir parler d'IA dans une École des mines est on ne peut plus significatif. Car l'industrie minière est la plus polluante du monde, tant par ses émissions de CO² que par les catastrophes irréversibles qu'elle entraîne régulièrement (pensons aux barrages de déchets qui cèdent). Loin d'être «immatérielle», l'économie numérique est aussi très polluante car les appareils qu'elle produit et que nous jetons de plus en plus vite sont impossibles à recycler tant ils sont miniaturisés. Bref, elle est un facteur de plus dans la fuite en avant vers le désastre écologique, qui s'accélère de jour en jour.

Ce n'est pas faute d'avoir été prévenus. Depuis plus de cinquante ans, des millions de gens tirent la sonnette d'alarme. Ils rappellent un principe simple: une croissance illimitée est impossible sur une planète aux ressources limitées. Ce principe qu'un enfant peut saisir, Macron, Villani et les entrepreneurs d'Écoter ne l'ont pas compris. Ou plutôt, ils s'assoient dessus, emprisonnés dans leurs raisonnements économiques à court terme et aveuglés par les colonnes de chiffres auxquelles la réalité se résume selon eux. À moins qu'ils n'espèrent avoir assez de fric pour se mettre à l'abri des pires effets de la catastrophe – ce qui est malin, à défaut d'être intelligent.

Avec des classes dirigeantes aussi méchamment stupides et myopes, on pourrait se réjouir du développement de l'IA, en imaginant qu'elle pourrait pallier leur déficit mental. Mais ce serait se mettre le doigt dans l'œil. Car l'intelligence artificielle, ce n'est qu'une aveugle capacité de calcul. Comme le rappelle le créateur du programme de dialogue automatique Eliza, dont on équipe actuellement des robots pour tenir compagnie aux personnes âgées esseulées (autre «progrès social» que promet

l'IA), son programme ne comprend rien, il ne fait que calculer les chances que telle réponse programmée corresponde plus que telle autre à telles informations perçues (ce qu'exprime la personne). Or, l'intelligence dont nous avons besoin est celle qui permet de voir la réalité en face et les limites qui la caractérisent, et de savoir s'arrêter avant qu'il ne soit trop tard.

Face à la crise sociale et écologique, nul besoin d'intelligence artificielle, mais d'intelligence humaine. Non à la Start-up Nation!

COMMUNIQUÉ DE SOUTIEN À GENEVIÈVE LEGAY

DES GILETS JAUNES DES ALPES-MARITIMES

24 MARS 2019

Mme Geneviève Legay a été brutalement bousculée et projetée au sol par les forces de polices, ce samedi 23 mars 2019 à l'entrée sud de la Place Garibaldi. Elle souffre de plusieurs fractures du crâne, au rocher (oreille interne) et d'hématomes sous-duraux. Elle a été dans le coma plusieurs heures, et son état a inquiété suffisamment pour que les médecins réservent leur appréciation sur son pronostic vital durant toute la fin de journée. Aujourd'hui, ses proches attendent de connaître l'étendue des séquelles que Geneviève aura à supporter pour les jours, les mois et les années à venir.

Nous, Gilets jaunes des Alpes-Maritimes, accusons les responsables politiques, locaux et nationaux, les responsables des hiérarchies descendantes (préfectures, polices et assimilés) de fomenter la violence, les tensions et de provoquer les drames innombrables qui désormais affectent la population dans son ensemble.

Geneviève, envers laquelle nous exprimons notre soutien, notre reconnaissance et nos vœux d'un rétablissement optimal, est hélas une victime de plus dans ce long cortège d'éborgnés, de mutilés, de défigurés, de traumatisés physiquement et moralement qui défile dans toute sa morbidité, loin de l'exposition médiatique, depuis le 17 novembre.

Ce samedi, les forces de l'ordre se sont rendues coupables de nombreuses illégalités.

■ Les grenades et de LBD ne sont pas des armes offensives, ores à aucun moment quiconque n'a

vu un manifestant tenter d'agresser un représentant de la loi.

- Les LBD ont encore été tirés à hauteur de tête (une oreille coupée en deux ce samedi à Nice en témoignage)

- Les forces de l'ordre, après dispersion (quartier Saint-Philippe), ont poursuivi les manifestants dans les petites rues (hors périmètre «interdit»). Elles y ont fait usage d'armes urbaines (LBD, matraques...) blessant plusieurs personnes sans nécessité légale (plusieurs agressés ont dû se rendre à l'hôpital).

- Nombre d'arrestations arbitraires effectuées sur des personnes n'ayant aucune attitude vindicative.

Rappelons aussi que depuis 19 semaines, aucune déprédation n'a été constatée sur Nice du fait des Gilets jaunes; pas un rétroviseur arraché, pas même un verre brisé en terrasse des cafés...

Ainsi le déploiement des forces de l'ordre ce samedi 23 mars a été disproportionné, exagéré, démesuré dans la volonté expresse de faire monter la tension, de faire peur à la population, d'instrumentaliser le mouvement des Gilets jaunes à des fins de communication médiatique, politique et électorale.

Comme Geneviève, nous avons seulement et strictement manifesté de façon pacifique et, braver un arrêté préfectoral dans ces conditions ne justifie en rien l'exercice violent de la force.

En matière de maintien de l'ordre, le respect de la proportionnalité des moyens employés au regard de «contrevenants» est une règle absolue, que ce soit dans la rue, en matière militaire, judiciaire ou autre.

Devant ces faits et suite à ces rappels, les Gilets jaunes constatent que les différents pouvoirs sensés régir l'ordonnance républicaine et démocratique ont perdu la mesure de leur mission et sont désormais entrés dans un exercice irrationnel de leur mandat.

Les Gilets jaunes s'inquiètent de la disparition du contrat social qui garantit les conditions de la vie démocratique dans notre pays. L'obscurantisme a pris le pas sur la pensée éclairée qui doit promouvoir le bien commun.

Les Gilets jaunes constatent la négation totale de leurs revendications malgré ce que cherche à faire accroire le pouvoir en place.

La seule réponse que l'on reçoit depuis des mois est la violence brute des pouvoirs publics

La seule arme que nous portons est une opinion contraire à celle du gouvernement.

Geneviève vient hélas se ranger aux côtés des victimes trop nombreuses des dérives du pouvoir. Nous lui souhaitons le meilleur rétablissement

possible. Comme nous souhaitons celui de toutes les autres victimes physiquement atteintes par les forces de police aux ordres d'un gouvernement dont nous contestons la légitimité.

Cette contestation affichée relève encore de notre droit... sauf si nous ne sommes plus dans cette démocratie dont le pouvoir se revendique en toute duplicité au vu des forfaitures dont il se rend coupable jour après jour, semaines après semaines.

Les Gilets jaunes n'étant pas un groupe constitué, ce communiqué n'est l'émanation que d'un cercle élargi de personnes actives dans le mouvement mais préjuge, malgré cette réserve, qu'il témoigne du ressenti de tous ceux qui les accompagnent régulièrement.



NOURREDINE ET CYRIL, « PRÉSIDENT MAQUEREAU »



D1ST1



2^E ASSEMBLÉE DES ASSEMBLÉES DES GILETS JAUNES

SAINT-NAZAIRE (5-6-7 AVRIL 2019)

NOUS EXIGEONS L'ANNULATION DES PEINES DES PRISONNIER-ES ET CONDAMNÉ-ES DU MOUVEMENT !

SAINT-NAZAIRE, 7 AVRIL 2019

Depuis cinq mois, la répression policière et judiciaire contre le mouvement des Gilets jaunes est gigantesque. Nous comptons des milliers de blessés, vingt-deux personnes éborgnées, cinq mains arrachées et une personne tuée. Les violences policières qui mutilent et qui tuent sont un Acte d'intimidation politique, elles cherchent à nous terroriser pour empêcher d'agir : elles constituent un crime d'État. Pour justifier ce crime, le gouvernement, avec l'appui de certains médias, criminalise toutes celles et ceux qui contestent sa politique. La répression judiciaire prend la suite des violences policières pour étouffer le mouvement : 8700 gardes à vue, 2000 procès dont 1500 comparutions immédiates, près de 40% de peines de prison ferme, plus de 400 mandats de dépôt. Ce que nous vivons aujourd'hui est le quotidien des quartiers populaires depuis des décennies. Maintenant, l'autoritarisme se généralise à toute la société. Nous, Gilets jaunes réunis en Assemblée des Assemblées à Saint-Nazaire, appelons à un énorme Acte national samedi 18 mai partout en France, à l'occasion de l'Acte 27.

Nous exigeons :

- L'annulation des peines des milliers de prisonniers et condamnés du mouvement des Gilets jaunes et de toutes les autres luttes criminalisées.

- L'annulation des poursuites qui pèsent sur les personnes accusées et inculpées.

- La défense des libertés publiques et des droits fondamentaux.

- La reconnaissance des centaines de personnes enfermées, dans le cadre des Gilets jaunes, des quartiers populaires et de toutes les luttes défendant le bien commun, comme les prisonniers politiques.

- L'interdiction immédiate du LBD 40 et des grenades offensives.

Nous devons résister de toute notre force contre cet autoritarisme !

Nous appelons au renforcement et à la constitution des cagnottes de soutien existantes, et des groupes de soutien juridique.

Nous appelons à la constitution d'une plateforme nationale pour recenser les cas de répression judiciaire, soutenir les inculpés, les prisonnières et prisonniers.

Nous appelons au partage de tous les savoirs pour se défendre face à la répression policière et judiciaire.

Samedi 18 mai, retrouvons nous partout pour manifester et nous rassembler devant les tribunaux et les prisons !

Retrouvons-nous pour exprimer toute notre solidarité avec nos blessés, nos condamnés et leur famille.

Les Gilets jaunes de l'Assemblée des assemblées appellent aussi à participer à la manifestation du 13 avril pour le retrait de la loi « anticasseurs ».

Cet appel sera partagé et transmis dans les groupes, les ronds-points et les assemblées générales locales pour qu'ils se l'approprient et le fassent vivre s'ils le souhaitent !



Appel manifestation à Commercy
RDV 13 heures samedi 13 avril 2019
magasin Match route d' Euville.

“APPEL du 25”

du collectif indépendant “Les Blues Blanches”

En ce 25 janvier, dans notre département du 25 (Doubs) à 14h25, le collectif “Les Blues Blanches” appelle tous les professionnellEs de la Santé qui se reconnaissent de par leur activité professionnelle ou associative, dans l'intitulé “Blouses Blanches” :

=> à ne plus rester seulE à subir de mauvaises conditions de travail :

“Soigner, ce n'est pas se sacrifier”

=> à s'organiser en collectifs locaux autour de la devise :

**“Défendre nos conditions de travail,
c'est défendre
la Santé de TOUS, pour TOUS !”**

=> à participer pacifiquement, en Blouses Blanches, aux manifestations des Gilets Jaunes car nos combats pour plus de justice, sont communs et justes.

**Que vivent “Les Blues Blanches”
pour que vive
une République plus juste et plus humaine.**

LES NOUVEAUX TOUS LES SAMEDI
A PARTIR DE 12H
ALTERNATIBAR
126 MONTÉE DE LA GRANDE CÔTE
GRATUIT / PRIX LIBRE
À PARTIR DE 3-4 ANS
NOUS LES GARDONS
PENDANT QUE NOUS
LEUR ASSUREZ
UN AVENIR

JAUNES

APPEL AUX DONN: Cartons / Papier / Peinture / Crayons / Pinceau / Scotch / Ciseaux / Tissus / Etc.
INFOS & INSCRIPTION: NOUVEAUX GILETS JAUNE LYON
SMS: 06-64-34-55-70 / 06-60-15-60-56

Loin des sirènes gouvernementales sur
La grande débat nationale
ARNAQUE
 qui taisent nos revendications

GREVE GENERALE ILLIMITEE
A PARTIR DU
5 FEVRIER 2019
BLOPAGE TOTAL

Ne vivons plus comme des
 esclaves...



PEUPLE SOULEVE TOI !



**JE VEUX
 REPOUSSER
 MES LIMITES
 AU-DELA
 DES FRONTIÈRES**

GATIEN
GILET JAUNE DEPUIS LE 12 NOVEMBRE

**LES GILETS JAUNES
 RECRUTENT
 15 000 POSTES**



GILET-JAUNE
VOTRE VOLONTÉ. NOTRE FIERTÉ.



MERCREDI 27 FEVRIER 

Venez nombreux pour un rassemblement convivial

ACTION PARKING GRATUIT

ACTE 28  **(CHU J.MINJOZ)**

De 14h à 19h Dénouçons l'état qui se
 fait de l'argent sur le dos des patients !!

GJ Besançon (25)

BLOPAGE NATIONAL

Raffinerie Donges

RDV 4h rond point du canon

Mardi 19 Février

Tous unis



NOUS REPRODUISONS ICI L'INTRODUCTION DU TOME 1
DE *GILETS JAUNES*, « DES CLÉS POUR COMPRENDRE », TOUJOURS DISPONIBLE SUR LE SITE DES ÉDITIONS SYLLEPSE.

« NOUS SOMMES LE PEUPLE ! »

9 DÉCEMBRE 2018

Un nouvel acteur, « sorti de nulle part¹ », est apparu sur la scène politique et sociale : les Gilets jaunes. Dans une société française assommée par des décennies d'austérité, désespérée par les défaites et les reculs sociaux, le mouvement des Gilets jaunes a sonné l'alarme sociale et donné le premier coup d'arrêt à la politique d'appauvrissement et de dislocation sociale menée par les pouvoirs successifs.

Ce mouvement délibère, propose, agit. À la verticalité jupitérienne, à la délégation de pouvoir, il oppose l'horizontalité démocratique :

Les Gilets jaunes qui bloquent les routes en refusant toute forme de récupération politique s'inscrivent confusément dans le prolongement du combat des sans-culottes en 1792-1794, des citoyens-combattants de février 1848, des communards de 1871 et des anarcho-syndicalistes de la Belle Époque².

Suspicieux, d'aucuns ont choisi de se focaliser sur les manifestations de racisme, d'islamophobie ou de sexisme qui ont pu émailler le mouvement. L'extrême droite est certes en embuscade et tente d'imprimer sa marque sur le mouvement. Invité sur les plateaux de télévision, un « Gilet jaune » du Vaucluse affirme ainsi souhaiter le remplacement d'Emmanuel Macron par le général de Villiers³ et la nécessité de chasser les immigrés...

Dans une France qui a vu Marine Le Pen recueillir 34% des voix au dernier scrutin présidentiel, un pays où la discrimination raciale structurelle est si ancrée, comment un mouvement aussi large, constitué et enraciné localement en si peu de jours, pourrait-il, ici ou là, échapper aux relents de haine et de division instillés par l'extrême droite et les politiques mises en œuvre ? Dans tout mouvement de masse, des revendications et des postures basées sur la recherche de boucs émissaires (en l'occurrence les personnes migrantes) émergent. C'est, nous semble-t-il, en étant « tous et toutes ensemble » dans le mouvement qu'elles peuvent être repoussées. Il est décisif que le mouvement ne se laisse pas détourner de son centre de gravité : solidarité, justice sociale et démocratie.

Interloqué·es, déconcerté·es et éberlué·es, commentateur·trices et journalistes interrogent les citoyen·nes insurgé·es, parfois de façon comminatoire : « Qui êtes-vous ? », « Que voulez-vous ? » On sent leurs difficultés à saisir les réponses qui se sont faites jour derrière le rejet des taxes : « Nous sommes le peuple », « Ce que nous voulons ? Tout et tout de suite ! » C'est manifestement excessif pour celles et ceux qui dans leur « candeur » pensent que les Parisien·nes se sont levé·es le matin du 14 juillet 1789 en se disant : « Tiens, si on allait prendre la Bastille et proclamer la République !⁴ »

Pour les « élites » au pouvoir, les « gens d'en bas » doivent rester à leur place et l'inconcevable est en train de se produire. Un nouveau sujet politique et social est en voie de constitution et affirme sa légitime souveraineté : le peuple des salarié·es du privé et du public, des privé·es d'emploi, des retraité·es, des jeunes, des auto-entrepreneur·es pauvres... Il s'est doté de sa marque de fabrique, de ses espaces de discussion et de décision, il agit selon ses propres modalités et impose son propre rythme.

1. « Un drapeau tombe d'un camion. Sa couleur est dans notre imagination, le film est en noir et blanc. Charlot le chômeur le ramasse et court après le camion pour restituer le drapeau. Aussitôt, une foule surgie de "nulle part" s'élance derrière lui... », Charlie Chaplin, *Les Temps modernes*, 1936.

2. Gérard Noiriel, « Les Gilets jaunes replacent la question sociale au centre du jeu politique », *Le Monde*, 27 novembre 2018.

3. Pierre de Villiers, *Qu'est-ce qu'un chef?*, Paris, Fayard, 2018.

4. Voir Sophie Wahmich, « La structure des mobilisations actuelles correspond à celle des sans-culottes », *Mediapart*, 4 décembre 2018.

UN SENTIMENT D'APPARTENANCE SOCIALE

Pour ceux et celles qui avaient douté de ce qui avait commencé il y a deux ans, les voilà les nouvelles «Nuit debout». Et leur composition sociale dément les affirmations sur la «passivité» et le «chacun pour soi dépolitisé».

Hier, isolé·e, chacune et chacun vivait sa précarité comme une souffrance individuelle et avait pu céder au fatalisme. L'irruption du mouvement des Gilets jaunes a d'ores et déjà changé cette pesanteur écrasante. Au-delà des tensions internes normales, la mise en commun et la reconnaissance des mêmes douleurs sociales ont créé un fort sentiment d'appartenance commune à une sorte de «tiers-état» du 21^e siècle qui se cristallise dans la détestation d'un président de la République qui, à lui seul, prend le visage des deux cents familles maîtresses de l'économie et de la politique françaises à l'époque du Front populaire.

Une conscience sociale, certain·es diraient une conscience de classe, fermente dans cette fraternité qui s'est installée. Cette nouvelle communauté sociale a créé son drapeau: le gilet jaune qui rend visibles les invisibles d'hier. Porté sur les épaules, arboré derrière le pare-brise ou brandi à bout de bras, il a fait reculer le pouvoir néolibéral et compte bien le faire reculer encore.

Les femmes aussi sont sur les ronds-points et les blocages, au premier rang des manifestations et dans la prise de parole. Présentes sur les plateaux de télévision, elles donnent au mouvement un visage inhabituel car trop souvent dans les mouvements sociaux ce sont les hommes qui parlent. Elles sont là et elles ne passent pas inaperçues, elles disent leur situation et leurs engagements. Premières victimes de la précarité, du chômage et du temps partiel imposé, les femmes en gilets jaunes dénoncent la condition qui leur est faite dans la société. Elles sont une force vitale du mouvement.

Quant aux plus jeunes, s'ils ont souvent «montré la voie», comme en 68 ou plus récemment en 2006 contre le CPE, aujourd'hui ce sont les Gilets jaunes qui ont ouvert la brèche. La contestation lycéenne qui secoue actuellement les centaines d'établissements scolaires s'inscrit dans ce contexte. À sa manière, elle reflète les préoccupations de leurs familles et de leurs proches: le chômage, la précarité, les fins de mois difficiles sont aussi leur quotidien. La répression du mouvement lycéen vise à faire peur. Pour éviter la contagion et empêcher la jonction entre la jeunesse scolarisée et le mouvement des Gilets jaunes, le pouvoir tente d'écraser dans l'œuf la contestation.

APPROPRIATION DE L'ESPACE PUBLIC

Excédé par un Gilet jaune, un politicien a pu s'exclamer, un tantinet méprisant: «Mais c'est la démocratie des ronds-points que vous voulez?» Trop tard, pourrait-on lui répondre, une nouvelle construction démocratique est déjà à l'œuvre. Elle se cherche, elle tâtonne, elle expérimente. Aux péages, sur les ronds-points, aux bords des routes, aux abords des zones industrielles et commerciales, des citoyen·nes se sont approprié l'espace public comme lieu d'existence sociale collective. «Cabane jaune», «QG jaune», «Maison du peuple jaune, mini-zad» sont apparus qui ne sont pas sans rappeler le mouvement Occupy Wall Street aux États-Unis et l'occupation de la place Tahrir en Égypte lors du Printemps arabe.

Ainsi les Gilets jaunes ont construit leurs propres parlements locaux où les actions se coordonnent, les blocages s'organisent, les débats se déroulent. Un nouveau lien social émerge qui brise l'isolement et le silence en affrontant le pouvoir de l'argent et son État.

Forts de leur légitimité, face à cet État, les Gilets jaunes imposent leurs lieux de manifestations, leurs modalités d'action, leurs revendications. Depuis plusieurs semaines, un nouveau pouvoir populaire – sera-t-il temporaire? – organise la circulation routière et en a pris le contrôle, imposant par-ci par-là la gratuité des autoroutes.

UN PROGRAMME EN DEVENIR

Parti de la question de la taxation inique des carburants et non – comme certains ont voulu le faire croire – contre l'écologie, le mouvement des Gilets jaunes a élargi sa vision commune des problèmes qu'ils et elles affrontent. Désormais, c'est le fonctionnement global de la société qui est interrogé, ainsi que le concentre parfaitement le slogan «*Fin du monde, fin de mois, même combat*».

Les maîtres des informations s'étonnent que le retrait de cette taxation qui a mis le feu aux poudres n'arrête pas le mouvement. L'action en commun donne en effet confiance et forge l'expérience d'une communauté: la domination qui pèse chaque jour sur les dominé-es et les exploité-es est en partie effacée par le nombre et les échanges entre égaux. L'humiliation si souvent ressentie comme un obstacle à la discussion et à la parole s'estompe avec l'action commune: le goût et l'habitude viennent pour définir les buts du moment et ceux des jours à venir. Il en est de même dans tous les grands mouvements populaires, 1936, 1968, 1995...

Des cahiers de doléances sont élaborés. À sa manière, et évidemment avec des ambiguïtés, ce mouvement qui se dit «apolitique» redonne à la politique un contenu et une exigence que l'on avait quelque peu oubliés. Partage des richesses, augmentation d'au moins 300 euros du Smic, revalorisation des minimas sociaux à 1 000 euros minimum, droit au travail, transformation des institutions, démocratie directe, contrôle des élus, gestion des moyens et finances publiques, services publics, logements sont soumis à la discussion publique. On va même jusqu'à exiger la fin des négociations secrètes puisque désormais les exigences démocratiques s'appuient sur les merveilles de la technologie. Un programme s'élabore en pointillé, jour après jour: chacun et chacune peut et doit y retrouver ses aspirations et la solution aux problèmes de la vie quotidienne et de l'organisation de la Cité.

Le mouvement des Gilets jaunes refuse souvent l'aide des syndicats – et *a fortiori* des partis – qu'il considère, à tort ou à raison, comme susceptibles de se substituer à leur auto-organisation. Il refuse la structure pyramidale commune aux organisations existantes et la délégation de pouvoir. Pour autant, certaines organisations syndicales et associatives ne sont pas restées indifférentes. Nombre de leurs membres sont présents sur les ronds-points, les structures territoriales et de site semblant les plus prompts à dialoguer avec ce mouvement inédit.

Cette irruption ne peut effacer en un instant les profondes et multiples divisions qui frappent le salariat de ce pays. Elle met néanmoins en lumière le processus d'adaptation des lieux et des modalités du combat syndical hérités du siècle passé aux nouvelles conditions de l'exploitation. La puissance et la profondeur de cette mobilisation antigouvernementale ainsi que les tensions et les débats qu'elle génère ne peuvent que faciliter la cristallisation de l'alliance progressiste nécessaire pour stopper la main trop visible des multinationales et des prédateurs. Les gilets rouges, verts, roses qui ont commencé à faire leur apparition pourraient en être les prémices¹. Malgré les hésitations et les doutes, voire les désaccords, certaines équipes d'animation des organisations syndicales sont nombreuses dans les régions à s'être engagées aux côtés des Gilets jaunes. Les documents que nous publions ici le montrent. La très grande différence quant à la réalité de la mobilisation citoyenne entre Paris d'une part et le reste du pays d'autre part, explique en partie les réserves exprimées au plan national par ces organisations qui, même quand elles sont fédéralistes, sont lourdement marquées par le centralisme parisien.

Insaisissable et incontournable, le mouvement a donc de quoi surprendre. Certain-es de ses «représentant-es» sont contesté-es dès leur «nomination²», d'autant qu'à côté des porte-parole autoproclamés, ce sont le pouvoir ou les médias qui prétendent les sélectionner. Pour endiguer la demande démocratique, ces messieurs-dames du Château inventent des «dispositifs» pour «recueillir» les doléances dans des préfectures et les sous-préfectures qui après «synthèses» seraient transmises aux services gouvernementaux... Ils veulent utiliser à leur profit l'initiative prise par certains maires de petites communes qui pensaient faire de leur mairie la maison commune où le «tiers» aurait pu s'assembler pour débattre et déposer ses cahiers de doléances.

Osons rêver d'autre chose: des «assemblées primaires» locales et des états généraux dotés de tous les moyens d'information, de communication et de délibération de notre temps. Osons rêver, avec La Réunion, d'une extension à toutes les colonies. Osons rêver, avec la Belgique, d'une extension européenne de cette dynamique démocratique.

1. L'appel du Comité Adama à rejoindre les Gilets jaunes, la rébellion de La Réunion, les différents textes syndicaux que nous reproduisons dans ce tome, l'appel «arc-en-ciel», notamment signé par Jacques Bidet et Christine Delphy, et la haie d'honneur faite par les Gilets jaunes de Montpellier à la manifestation contre les violences faites aux femmes, l'entrée des lycéen·nes dans la lutte et la jonction entre les Gilets jaunes et les marcheurs pour le climat en sont sans doute des pointes avancées.

2. Rappelons-nous les ouvriers turinois de 1969 qui avaient pour mot d'ordre: «*Nous sommes tous des délégués, nous sommes tous des dirigeants*».

Le mouvement des Gilets jaunes se donne le temps d'une respiration démocratique et ne cède en rien sur les agendas et les calendriers qu'on veut lui imposer. Il exprime, à sa façon, les possibilités d'une organisation autogérée de la société, d'un autogouvernement populaire.

Fidèles à la vocation des éditions Syllepse de «*donner les moyens aux acteurs, individuels et collectifs, du mouvement social de publier leurs contributions*», nous avons voulu réunir ici des textes et des déclarations, parmi beaucoup d'autres, qui nous ont semblé éclairants des questions sociales, démocratiques et écologiques que le mouvement des Gilets jaunes a mises, au sens propre comme au sens figuré, sur la place publique.

Gratuit, ce livre électronique est fait pour circuler le plus largement possible.

Cette première contribution des éditions Syllepse au mouvement social en cours ne peut pas offrir une image entière de ce *mouvement en mouvement* en raison de l'ampleur de celui-ci. Que cet ouvrage soit imparfait, nous le reconnaissons volontiers. Nous nous en réjouissons même car le mouvement des Gilets jaunes dans sa diversité et les questions qu'il nous pose ne peuvent tenir dans un seul livre.

Les éditions Syllepse vous invitent à découvrir leur catalogue

www.syllepse.net

